

Université de Montréal

**Dumais, Bieler, Labrosse et Cie: les Canadiens français dans les forces spéciales
britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)**

Par

Audrey Tremblay

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maîtres ès Arts (M.A.)

en Histoire, option enseignement au collégial

Mai 2024

© Audrey Tremblay, 2024

Université de Montréal

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé

**Dumais, Bieler LaBrosse et Cie : Les Canadiens français dans les forces spéciales
britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)**

Présenté par

Audrey Tremblay

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Samir Saul

Président-rapporteur

Carl Bouchard

Directeur de recherche

Martin Laberge

Membre du jury

Résumé

Durant la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne tente de diviser les forces allemandes et de nuire à leur effort de guerre en envoyant des agents dans les pays conquis en Europe et en Asie. Ces agents sont chargés de rapatrier les soldats alliés, de saboter les lignes de communication ennemies ou encore de coordonner la Résistance. Parmi tous les agents parachutés se trouvent une quarantaine de Canadiens recrutés pour leur connaissance du français et envoyés infiltrer la France. L'étude suivante fait état de leur parcours dans les forces spéciales britanniques, de l'importance que prend le caractère francophone des agents, mais surtout de la collaboration entre Londres et Ottawa entourant leur prêt. Comment le Canada soutient-il la Grande-Bretagne dans ses opérations derrière les lignes ennemies? Quel rôle les agents canadiens y occupent-ils? Comment sont-ils perçus par les Britanniques?

Grâce aux archives militaires canadiennes et britanniques, particulièrement les correspondances entre les deux pays au sujet des agents et les dossiers militaires des agents, nous explorons la participation canadienne aux forces spéciales britanniques, plus précisément dans le *Special Operations Executive* et le *MI 9*. Notre étude s'étend de la création de ces organisations à leur dissolution, de leurs opérations en France à celles en Asie, du recrutement des Canadiens jusqu'à leur retour à la vie civile. Ce mémoire montre que l'expérience et les capacités des agents canadiens acquis en France les rend intéressants auprès des opérations spéciales britanniques au-delà des capacités linguistiques ayant initialement mené à leur recrutement.

Mots-Clés : Seconde Guerre mondiale, *Special Operations Executive*, *SOE*, *MI 9*, Canada français, France, forces spéciales, Grande-Bretagne, Espionnage, Résistance.

Abstract

During World War II, Britain attempted to divide German forces and undermine the Nazi war effort by sending agents behind enemy lines in the conquered countries of Europe and Asia. These agents were tasked with repatriating allied soldiers, sabotaging enemy communication lines, and coordinating the resistance movements. Among the agents were around thirty Canadians recruited for their knowledge of French. The following study outlines their journey in the British special forces, highlighting the need of French-speaking agents and how London organize its use of soldiers from its former colony. How does Ottawa support Britain in its operations behind enemy lines? What role do Canadian agents play? How are they perceived by the British?

Through Canadian and British military archives, notably the correspondence between the two countries regarding Canadian agents and the soldier's military records, we explore Canadian participation in British special forces, specifically in the Special Operations Executive and MI9. This study explores the creation of those organizations to their dissolution, their operations in France to those in Asia, the Canadian agents' recruitment and their return to civilian life. This paper shows that the experience and capabilities the Canadian agents acquired in France made them interesting to the British special operations beyond the linguistic skills that initially led to their recruitment.

Keywords: World War Two, Special Operations Executive, SOE, MI 9, French Canada, France, Britain, Special forces, Secret Service, Resistance.

Table des matières

Résumé	ii
Abstract.....	iii
Table des matières.....	iv
Liste des figures	viii
Liste des sigles et abréviations	ix
Remerciements.....	xi
Introduction	1
1. État de la recherche sur les forces spéciales lors de la Seconde Guerre mondiale	5
1.1. Des opérations à la Nouvelle histoire militaire.....	5
1.2. Le Canada dans la Seconde Guerre mondiale.....	7
1.3. Forces spéciales et Seconde Guerre mondiale : l'enjeu des archives	10
1.4. Le Canada et les forces spéciales: une histoire écrite depuis 1980.....	13
2. Entre Londres et Ottawa : la question des sources.....	18
2.1. État des archives : les conséquences du secret et des élagages.....	18
2.2. Étudier les Canadiens français par les sources	20
3. Entre agents secrets, spéciaux et de renseignements.....	22
4. Des Canadiens pour la France : de la création des organisations jusqu'au retour au pays	24
Chapitre 1- Londres à la recherche d'agents	27
Introduction	27
1. Les organisations secrètes et les bouleversements de la guerre	28
1.1. L'entre-deux-guerres : une remise en question.....	28
1.1.1. Les organisations de renseignements : <i>SIS, MI 6</i> et <i>MI 5</i>	28

1.1.2. Les organisations spéciales : <i>Section D, EH, MI (R)</i>	30
1.2. L'Angleterre seule au combat : les contres-coups de la chute de la France	33
2. Le <i>Special Operations Executive</i> : « Set Europe Ablaze »	35
2.1. L'organisation de Churchill	35
2.2. Le cheval de bataille français.....	37
2.2.1. La Section F : entre Churchill et de Gaulle	37
2.2.2. « Fabriquer des Français » : le problème du recrutement.....	39
3. Laissés derrière : le <i>MI 9</i>	42
Conclusion.....	44
Chapitre 2 – Le Canada et la guerre secrète de Londres	45
Introduction	45
1. La guerre secrète à travers le prêt de ressources	46
1.1. Entre besoins britanniques et enjeux canadiens.....	46
1.1.1. Un aperçu des relations avec Londres : exemples du soutien canadien	46
1.1.2. Le cas des Canadiens français : une possible cinquième colonne?	49
1.2. Des soldats prêtés : Le <i>CANLOAN</i> , la <i>Q list</i> et les agents canadiens	51
1.2.1. Finances et administrations : comment organiser le prêt d'agents secrets pour des opérations secrètes dans une organisation secrète?.....	51
1.2.2. Le recrutement : recommandations et sélection administratives.....	54
2. La <i>British Security Coordination</i> : relations entre Ottawa, Londres et Washington ou entre les États-Unis et la Grande-Bretagne à travers le Canada.....	58
2.1. La <i>BSC</i> : la guerre secrète jusqu'en Amérique.....	58
2.1.1. Une organisation tournée vers les États-Unis.....	58
2.1.2. Représentant canadien ou ami de Churchill : le cas de William Stephenson.....	61
2.2. Le camp X : une initiative britannique, américaine ou canadienne?	63
Conclusion.....	65

Chapitre 3 – Les Canadiens sur le terrain	67
Introduction	67
1. Les Canadiens en Angleterre : agents sous le <i>War Office</i>	68
1.1. La formation d’un agent secret : entraînement et évaluation des candidats	68
1.1.1. Les <i>Specials Training Schools</i>	68
1.1.2. Évaluation des candidats en tant qu’agents spéciaux	71
1.2. La perception canadienne : que faire des agents recalés?.....	74
2. Missions et opérations : les agents canadiens en France.....	76
2.1. L’infiltration sous le <i>SOE</i> : sabotage et résistance.....	76
2.1.1. La première vague d’agents : des temps difficiles	76
2.1.2. La deuxième vague : travailler vers une révolte.....	79
2.2. Les réseaux d’évasion du <i>MI 9</i> : <i>Shelburn et Marathon</i>	82
2.3. Que sait le Canada sur les opérations de ses agents?.....	85
Conclusion.....	88
Chapitre 4 – Après la France : la fin du parcours	91
Introduction	91
1. La France libérée : la fin des opérations	92
1.1. Des agents appréciés? : perception de la performance des agents	92
1.2. La <i>Force 136</i> : le <i>SOE</i> en Asie	95
1.2.1. De la France à la jungle : des agents pour l’Indonésie	95
1.2.2. Opérations en Birmanie et en Malaisie.....	98
2. Retour à la vie civile : entre les agents décédés et les survivants	101
2.1. À la recherche des agents disparus : le sort des prisonniers de guerre	101
2.2. Garder le secret : entre la presse et les <i>Official Secret Acts</i>	104
Conclusion.....	108

Conclusion	111
Références bibliographiques	121
Annexe A: Présentation des agents étudiés	127
Annexe B : Tableaux sur les officiers Canadiens français	133

Liste des figures

Figure 1. – Organisations spéciales à l’aube de la guerre.....	32
---	----

Liste des sigles et abréviations

BCRA: Bureau central de renseignement

BSC: British Security Coordination

CJIC: Canadian Joint intelligence Committee

CMHQ: Canadian Military Headquarters

EH: Electra House

MPAJA: Malayan Peoples' Anti-Japanese Army

OSS: Office of Strategic Service

SIS: Special Intelligence Service

SOE: Special Operations Executive

STS: Special Training School

WO: War Office

À tous ceux qui m'ont permis de persévérer

Remerciements

J'ai eu le privilège d'être soutenue et entourée de gens extraordinaires lors de mes trois années de recherches et de rédaction. Malheureusement, je ne peux tous vous nommer, mais sachez que je vous suis reconnaissante et vous remercie d'avoir été présent pour moi. Ce passage à la maîtrise a été plus difficile et plus long que je ne le pensais, mais j'y suis arrivée grâce à vous.

Tout d'abord, merci à Monsieur Carl Bouchard, mon directeur de recherche, d'avoir pris le temps de me rencontrer encore et encore pour répondre à mes questions, me fournir des pistes de recherches et discuter de mes résultats. Vos commentaires et votre soutien m'ont permis de m'améliorer comme chercheuse et d'arriver au mémoire que je présente aujourd'hui. Merci pour tout le temps que vous avez pris soin de me consacrer malgré vos nombreuses responsabilités comme professeur, chercheur, directeur de recherche...

Merci aux archivistes de la Bibliothèque et Archives Canada à Ottawa ainsi que de *The National Archives* à Londres de m'avoir aidé à naviguer à travers les milliers de documents conservés par le gouvernement canadien et britannique. Sans votre aide, je n'aurais pas été en mesure d'analyser plusieurs documents pertinents à ma recherche.

Merci à ma famille de m'avoir encouragée dans ce parcours, d'avoir été à mes côtés à travers les impasses et les moments difficiles. Je vous suis reconnaissante de m'avoir permis de me consacrer à mes recherches et d'avoir toujours offert une oreille lorsque j'avais besoin de réfléchir à voix haute. Merci de votre compréhension et de votre soutien lors de mon parcours à la maîtrise, particulièrement à toi Grand-Maman, qui m'a toujours accueillie lorsque j'avais besoin de changer d'air et de décor pour mieux travailler.

Finalement, merci à mes ami(es) pour tous les encouragements, pour leur écoute lorsque j'en avais besoin et de m'avoir sortie de mes pensées lorsque je me perdais un peu trop dans mes recherches.

Introduction

Dans le film *Allied*, sorti en salle en 2016, l'acteur américain Brad Pitt joue le rôle d'un agent secret canadien-français, Max Vatan, chargé d'assassiner un ambassadeur allemand lors de la Seconde Guerre mondiale. La mission est un succès et Vatan se marie avec sa partenaire. Peu de temps après, il doit cependant innocenter cette dernière, soupçonnée d'être un agent double. Cela entraîne un scénario rempli de péripéties, d'explosions et de trahison... mais très peu basé sur la réalité historique. En effet, des Canadiens ont effectivement infiltré les lignes ennemies lors de la Seconde Guerre mondiale, mais pas pour assassiner des hauts gradés nazis.

La question des services secrets lors de la Seconde Guerre mondiale est un sujet d'étude fascinant. Intégration de la technologie, combinaison des ressources de plusieurs pays et de leurs colonies ou encore mise en place de réseaux de renseignement derrière les lignes ennemies : l'organisation et la structure des services de renseignements et des forces spéciales sont l'une des opérations extérieures les plus complexes. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les Britanniques doivent mettre à profit toutes les ressources, tous les avantages disponibles pour glaner le plus d'information sur l'ennemi, ce qui inclut une mobilisation d'une grande variété d'individus et de groupes dans l'empire. Les Canadiens français constituent un de ces groupes. Face au besoin d'infiltration d'agents en France, posséder dans l'ensemble de l'empire une population francophone blanche est un atout de taille.

Dans ce mémoire, nous proposons une analyse sociopolitique de l'utilisation des Canadiens français dans les forces spéciales britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale, afin de mieux comprendre l'organisation des services secrets et les relations entre le Canada et la Grande-

Bretagne. Quand les Britanniques ont-ils pris conscience de l'avantage que pouvaient constituer les Canadiens français¹? Pourquoi être allé chercher des Canadiens plutôt que d'avoir utilisé des Français sous les ordres de De Gaulle? Est-ce que leur emploi est un geste pensé de manière politique ou purement militaire? Comment sont perçus les Canadiens français dans les forces spéciales? Comment cela a-t-il pu influencer les relations entre la Grande-Bretagne et le Canada? Ottawa était-il inquiet d'envoyer des Canadiens français considérant l'opposition de la majorité de ce groupe à certaines mesures de guerre? Nous cherchons également à mieux comprendre leur participation aux missions elles-mêmes. Quels sont les critères de sélection? Qu'en est-il de leur entraînement? Comment s'est passé leur retour au pays après la guerre?

Pour mener notre recherche, nous sommes parties des travaux de Roy MacLaren sur les Canadiens dans les forces spéciales britanniques². Le chercheur a répertorié, dans les années 1980, le nom de la trentaine d'agents canadiens envoyés derrière les lignes ennemies en France. À partir des dossiers militaires britanniques de ces agents, nous avons trouvé le nom d'une dizaine d'autres Canadiens recrutés par Londres pour les opérations spéciales. Cette dizaine d'individus n'a cependant pas effectué de missions pour les forces britanniques. Nous les avons tout de même inclus dans notre étude afin de développer une meilleure connaissance des facteurs menant au recrutement d'un Canadien et de son envoi ou non en mission. Notre recherche est ainsi basée sur une quarantaine de Canadiens ayant fait partie des forces spéciales tant dans le *Special Operations Executive (SOE)* que dans le *MI 9*³. Précisons toutefois que nous n'avons pas trouvé le nom de tous

¹ Par « Canadiens français », nous ne voulons pas dire « Québécois » ou « population française qui vit au Québec ». Nous cherchons plutôt à désigner la population francophone du Canada telle qu'elle est définie au moment de la Deuxième Guerre mondiale peu importe où elle se trouve au pays. Plus précisément, nous emploierons le terme pour désigner les agents que *l'armée canadienne* considère comme francophone.

² Roy MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1981).

³ Le nom et une courte biographie de ses agents ont été inclus en annexe.

les Canadiens recrutés par Londres pour les forces spéciales : 49 soldats ont été recrutés au Canada seulement⁴. Cela est possiblement dû au rejet rapide de plusieurs candidats du programme et au caractère secret des opérations. Cependant, nous pensons avoir réussi, dans le cadre de ce mémoire, à répertorier le nom de tous les agents ayant été envoyés en mission.

Nous n'avons pas exclu ou même différencié les Canadiens anglais dans notre recherche. Parmi la quarantaine d'agents étudiés, nous avons seulement réussi à confirmer le statut anglophone de quatre agents : Frank Pickersgill, John Macalister, John Dehler et Bentley Hunter. La majorité des autres agents sont, comme il est possible de le voir en annexe, des Canadiens français. Nous supposons que la vingtaine d'agents étudiés qui ont été recrutés au Canada sont considérés comme des francophones par l'armée. En effet, c'est l'armée canadienne qui a effectué la première sélection de candidats à envoyer à Londres⁵. À défaut de pouvoir préciser davantage leur statut, nous partons donc du principe qu'Ottawa les considère comme Canadiens français ou suffisamment francophones pour répondre à la demande de Londres.

D'autre part, notre recherche dans les archives révèle qu'il n'y a pas de différence notable dans le traitement ou le parcours d'un Canadien anglais ou d'un Canadien français dans les forces spéciales. Dans les deux cas, les officiers sont recrutés pour leur capacité à se faire passer pour un Français, ce qui inclut leur capacité à parler la langue. Considérant le faible nombre d'agents canadiens-anglais envoyés en France et l'absence de traitement différent, nous les avons étudiés au même titre que les agents canadiens-français.

⁴ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, 37541, 112.3s2009 (D190), lettre du colonel Chesley à Drew-Brook, 3 novembre 1943, lettre adressée au major Justin du colonel Chesley, 23 septembre, et lettre au ministre du *Chief of General Staff*, 25 octobre.

⁵ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 86-87.

Ce travail est fondé sur une recherche en archives ayant permis de récolter de nombreux documents canadiens et britanniques portant sur les opérations spéciales. Ces documents sont analysés selon une méthode qualitative dans une perspective de la nouvelle histoire militaire. En effet, notre étude n'est pas strictement basée sur le fait militaire, mais davantage sur les aspects sociopolitiques⁶. Nous utilisons le contexte de la Seconde Guerre mondiale et les tensions qu'elle amène dans la société canadienne et sur la scène internationale pour étudier le Canada et les Canadiens français. Il s'agit également d'une occasion pour étudier les rapports impériaux : la participation canadienne aux forces spéciales britanniques est, en effet, intéressante à étudier dans un cadre impérial considérant les liens unissant les deux pays.

Notre recherche permettra ainsi de mieux comprendre les relations entre le Canada et la Grande-Bretagne et les enjeux politiques entourant l'usage d'une minorité ethnique dans les forces spéciales. Nous nous penchons ainsi sur la situation politique et militaire britannique menant au recrutement de Canadiens français, de la collaboration que cela implique entre les deux pays et du rôle d'Ottawa dans ces opérations. Les organisations spéciales et la participation canadienne n'ont pas encore été étudiées sous cet angle dans l'historiographie. Il s'agit donc d'un des apports de nos recherches. Notre étude des candidats recrutés par le *SOE*, mais ayant par la suite été rejetés du programme, est un autre apport de cet ouvrage. Ces candidats n'étaient, en effet, mentionnés dans aucune étude consultée sur le sujet.

⁶ Joanna Bourke, « New Military History », in *Palgrave Advances in Modern Military History* (New York: Palgrave Macmillan, 2006), 258-80.

1. État de la recherche sur les forces spéciales lors de la Seconde Guerre mondiale

1.1. Des opérations à la Nouvelle histoire militaire

L'étude de la Seconde Guerre mondiale se module selon plusieurs courants historiographiques, dont ceux de l'histoire militaire traditionnelle, politique, sociale ou encore de la nouvelle histoire militaire⁷. L'histoire militaire traditionnelle, qui privilégie les opérations ainsi que les grands hommes, les généraux, les héros du conflit, se caractérise par l'histoire-bataille⁸. L'ouvrage de Joachim Ludewig dans *The German Retreat from France, 1944* en est un bon exemple⁹. Ludewig y reconstitue en détail le déroulement de la retraite allemande depuis le sud de la France en 1944 jusqu'à la stabilisation d'un nouveau front plus au Nord en se concentrant sur les combats et les décisions des généraux.

Le développement de nouvelles approches historiographiques, dans les années 1960 et 1970, contribue cependant à diversifier les sujets d'étude et à redorer le blason de la discipline. En effet, pendant longtemps, l'histoire militaire a été mal perçue au sein des milieux universitaires¹⁰. Elle était associée à plusieurs préjugés voulant qu'elle ait peu d'intérêt historique, qu'elle ne servait qu'aux soldats et aux passionnés de batailles¹¹. L'intérêt du public pour l'histoire militaire nuit d'ailleurs à son image académique. Il encourage la publication d'ouvrages de qualité inégale auxquels l'approche se retrouve associée¹². Le rejet de l'histoire militaire dans le monde

⁷ Les lignes suivantes ont été réalisées dans le cadre d'un travail préparatoire à la rédaction du mémoire.

⁸ Nicolas Offenstadt, « Histoire-bataille », dans *Historiographies: concepts et débats*, vol. 1, dir. Christian Delacroix et al. (Paris: Gallimard, 2010), 163.

⁹ Joachim Ludewig, *Rückzug: The German Retreat from France, 1944*, trad. par David Zavecki (Lexington: University Press of Kentucky, 2012).

¹⁰ Offenstadt, « Histoire-bataille », 162-63.

¹¹ John W. Chambers, « The New Military History: Myth and Reality », *The Journal of Military History* 55, n° 3 (juillet 1991): 395.

¹² Stephen Morillo, *What Is Military History?*, 2e éd. (Cambridge: Polity press), 39.

académique est accentué dans le contexte des années 1960-1970, notamment en raison de la guerre du Vietnam, l'histoire militaire étant perçue comme glorifiant ou promouvant la guerre, position inacceptable pour les nouvelles générations d'historiens et d'historiennes¹³.

Ce contexte défavorable à l'histoire militaire traditionnelle a encouragé le développement de la nouvelle histoire militaire. Celle-ci adopte les méthodologies développées par d'autres approches ou d'autres disciplines des sciences humaines comme la sociologie¹⁴. Cette approche se penche davantage sur les relations entre la société et la guerre à travers la culture, l'économie ou encore la technologie. Ce faisant, elle relie l'histoire militaire avec les autres approches historiographiques développées au XX^e siècle, dont la nouvelle histoire sociale¹⁵. La guerre n'est plus un outil, mais un phénomène humain et un fait social. La nouvelle histoire militaire est ainsi une étude sociale du fait militaire. Son étude doit, par exemple, inclure son effet sur la société ou comment l'armée est un miroir de celle-ci. La majorité des ouvrages lus pour la réalisation de ce mémoire correspondent à l'approche de la nouvelle histoire militaire.

Nous ne souhaitons pas faire le récit des opérations auxquelles ont participé les Canadiens français, mais plutôt comprendre le contexte social et politique entourant l'usage d'un groupe culturel particulier dans un contexte particulier. L'approche nous permettra donc d'étudier les relations entre les Canadiens français, le Canada et la Grande-Bretagne dans le cadre des forces spéciales. Pour ce faire, nous adopterons une perspective politique en étudiant les liens entre les deux pays et comment ils se déclinent dans le cadre d'une telle participation.

¹³ Joanna Bourke, « New Military History », 261; Morillo, *What Is Military History?*, 40.

¹⁴ Bourke, « New Military History », 262.

¹⁵ Peter Paret, « The New Military History », *The US Army War College Quarterly: Parameters*, 21, n° 1 (1991): 10; John W. Chambers, « The New Military History [...] », 396.

1.2. Le Canada dans la Seconde Guerre mondiale

L'historiographie canadienne de la Seconde Guerre mondiale suit la même tendance. Dans les années 1970, les recherches se sont tournées vers la nouvelle histoire militaire avec des recherches sur l'histoire sociale notamment, mais elles se divisent cependant en fonction d'autres facteurs plus régionaux, dont les relations entre Canadiens français et anglais ainsi que celles entre le pays, la Grande-Bretagne et les États-Unis¹⁶.

Les études lues abordent ainsi la question de la répercussion nationale de la guerre sur le Canada et/ou sur la situation canadienne lors du conflit¹⁷. Elles abordent, par exemple, les relations avec la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, comme *Canada Between Vichy and Free France* d'Olivier Courteaux¹⁸. En effet, à travers le prisme des relations franco-canadiennes suite à la chute de la France en 1940, Courteaux étudie à la fois la question de l'unité canadienne lors de la guerre et les relations du Canada avec ses principaux alliés, les États-Unis et la Grande-Bretagne. D'autres chercheurs se concentrent davantage sur les affaires internes du pays lors de la guerre, sur l'histoire du fait social. Jeffrey Keshen, par exemple, étudie les problèmes que cause la guerre dans la société canadienne, surtout par rapport au respect des normes de l'époque, dans *Saints, Salauds et Soldats : le Canada et la Deuxième Guerre mondiale*, s'intéressant à la prostitution, au marché noir et à l'effet de la Seconde Guerre mondiale sur la vie des soldats¹⁹.

Les tensions entre les Canadiens français et les Canadiens anglais en raison de la question de la conscription, entre autres, sont un autre sujet d'étude. John Macfarlane s'est penché sur une

¹⁶ W. Douglas et Brereton Greenhous, « L'historiographie canadienne et la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 26e année, n° 104 (octobre 1976): 67.

¹⁷ W. Douglas et Brereton Greenhous, « L'historiographie canadienne et la seconde guerre mondiale », 69-78.

¹⁸ Olivier Courteaux, *Canada between Vichy and Free France, 1940-1945* (Toronto: University of Toronto Press, 2013).

¹⁹ Jeffrey A. Keshen, *Saints, Sinners, and Soldiers: Canada's Second World War* (Vancouver: UBC Press, 2013).

des tentatives du gouvernement d'apaiser ces tensions en utilisant un héros de guerre canadien-français dans *Triquet's Cross : A Study of Military Heroism*²⁰. Yves Tremblay et Béatrice Richard, dans avec *Volontaires : des Québécois en guerre* et *La mémoire de Dieppe*, ont cherché à nuancer la question de la conscription chez les Canadiens français en démontrant que des Canadiens français se sont engagés volontairement dans l'armée et comment s'est construite la perception de leur participation dans le conflit à travers le raid de Dieppe²¹. Se faisant, ces chercheurs étudient l'effet de la guerre sur une population spécifique et les tensions sociales et politiques qui en suivent avec le groupe dominant représenté par le gouvernement fédéral notamment.

Pour ce qui est de la participation du Canada aux batailles et à l'effort de guerre allié, les sujets étudiés varient. Certains chercheurs se penchent sur la situation stratégique du pays lors du conflit tandis que d'autres abordent davantage la participation économique et scientifique du Canada. Évidemment, l'histoire militaire plus traditionnelle y trouve sa place. De nombreuses recherches sur les opérations terrestres, aériennes ou navales auxquelles ont participé les Canadiens ont été réalisées. Ainsi, avec *Fields of Fire : The Canadians in Normandy*, Terry Copp, se penche sur le débarquement et l'invasion de Normandie²². Copp est d'ailleurs un des incontournables de l'historiographie canadienne sur la Seconde Guerre mondiale. Il a contribué à la révision de la thèse de l'historien militaire officiel C.P. Stacey qui jugeait sévèrement l'efficacité des Canadiens lors de la campagne en Normandie. Copp, au contraire, défend la thèse que les troupes canadiennes étaient efficaces lors de cette campagne et en sont sorties vainqueures grâce à de bonnes capacités d'improvisation et à leur flexibilité.

²⁰ John MacFarlane, *Triquet's Cross : A Study of Military Heroism* (Montreal: McGill-Queen's University Press, 2009).

²¹ Yves Tremblay, *Volontaires: des Québécois en guerre, 1939-1945* (Outremont, Québec: Athéna, 2006); Béatrice Richard, *La mémoire de Dieppe : radioscopie d'un mythe* (Montréal : VLB, 2002).

²² Terry Copp, *Fields of Fire : The Canadians in Normandy* (Toronto: University of Toronto Press, 1998).

Certains ouvrages analysent le conflit de manière plus globale ou le mettent en relation avec d'autres guerres. Jack Granastein et Desmond Morton ont notamment produit *Canada and the Two World War* qui s'intéresse à la fois aux changements sociopolitiques et économiques se produisant lors des deux guerres mondiales ou en réaction à celles-ci et démontrent que les victoires connues lors de ces conflits ont été essentielles au développement de la société canadienne²³. De son côté, Brereton Greenhous a rédigé plusieurs ouvrages sur l'histoire militaire du pays dont *Out of the Shadows : Canada in the Second World War* avec W.A.B. Douglas²⁴. Les historiens tentent d'y offrir une vue d'ensemble à la participation canadienne dans la Deuxième Guerre mondiale à travers l'effort de guerre industriel, militaire et social. Parmi ces incontournables de l'historiographie, il est nécessaire d'inclure les recherches du colonel C. P. Stacey, l'historien militaire officiel du gouvernement canadien pour la Seconde Guerre mondiale. Il a rédigé l'histoire officielle de la guerre et ses recherches constituent encore la base d'une partie de l'historiographie bien que certaines de ses thèses aient été remises en question au fil des ans²⁵.

Il est important de préciser que l'historiographie militaire canadienne n'a pas évolué pareillement au Canada français qu'au Canada anglais. En effet, la Seconde Guerre a été moins étudiée par les francophones. Les recherches faites sur le sujet concernent principalement les Canadiens français, et le sujet de la conscription en particulier. La situation tend cependant à changer depuis une vingtaine d'années. De plus en plus d'études sont faites au Canada français sur la guerre et sur des sujets plus diversifiés. Yves Tremblay a ainsi consacré un ouvrage aux

²³ Jack L. Granatstein et Desmond Morton, *Canada and the Two World Wars* (Toronto: Key Porter Books, 2003).

²⁴ W. a. B. Douglas et Brereton Greenhous, *Out of the Shadows: Canada in the Second World War*, Rev. ed (Toronto: Dundurn Press, 1995).

²⁵ C P Stacey, *Six Années de Guerre: L'Armée Au Canada, En Grande-Bretagne et Dans Le Pacifique*, vol. 1, 3 vol., Histoire Officielle de La Participation de l'armée Canadienne à La Seconde Guerre Mondiale (Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1957); C P Stacey, *La Campagne de La Victoire: Les Opérations Dans Le Nord-Ouest de l'Europe 1944-1945*, vol. 3, 3 vol., Histoire Officielle de La Participation de l'Armée Canadienne à La Seconde Guerre Mondiale (Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1960).

Canadiens français s'étant portés volontaires lors du conflit alors que d'autres se sont penchés sur les relations avec la France libre ou encore sur les journalistes de guerre²⁶.

1.3. Forces spéciales et Seconde Guerre mondiale : l'enjeu des archives

Davantage que par les questions de la nouvelle histoire militaire et de l'historiographie traditionnelle, les recherches sur les forces spéciales lors de la Seconde Guerre mondiale sont influencées par les archives et leur accessibilité. L'accès aux archives sur le sujet était encore restreint aux chercheurs jusqu'il y a quelques années : beaucoup ne sont ouvertes que depuis 2010²⁷. Après la guerre, le gouvernement britannique cherche, en effet, à conserver secrètes les techniques et les technologies utilisées par ses services ainsi que les opérations effectuées. Dans le contexte de la guerre froide, il est estimé que les techniques développées peuvent être réutilisées contre les Soviétiques. Le Canada et les États-Unis respectent la décision britannique et restreignent l'accès à leurs archives en conséquence²⁸. Cependant, la publication de mémoires de guerres et les recherches de journalistes compliquent la préservation du secret.

En effet, des indices de l'existence de technologies de décryptages apparaissaient dans des mémoires ou des publications d'individus comme l'ancien premier ministre Winston Churchill, l'ancien chancelier Duff Cooper ou encore les anciens agents du *SOE*²⁹. Afin de contrôler l'histoire et les informations accessibles au public, le gouvernement britannique se tourne vers les histoires

²⁶ Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle: Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945 : l'âme de la France cherche et appelle votre secours, à vous, Canadiens français* (Saint-Laurent, Québec: Fides, 1999); Tremblay, *Volontaires*; Aimé-Jules Bizimana, *De Marcel Ouimet à René Lévesque : les correspondants de guerre canadiens-français durant la Deuxième Guerre mondiale* (Montréal : VLB, 2007).

²⁷ Michael R. D. Foot, *MI9: Escape and Evasion* (Londres: Biteback Publishing, 1979), 331.

²⁸ David Stafford, *Camp X* (New York: Pocket Books, 1988), xxi.

²⁹ Richard J Aldrich, « Policing the Past: Official History, Secrecy and British Intelligence Since 1945 », *The English Historical Review*, 119, n° 483 (septembre 2004): 929-36.

officielles. Il s'agit d'ouvrages faisant état des opérations militaires rédigés par des historiens choisis par le gouvernement ou l'armée. Ceux-ci ont accès à toutes les archives gouvernementales. Ainsi, vers la fin des années 1970, F.H. Hinsley, ayant lui-même travaillé pour l'organisation, rédige une série de volumes faisant état des opérations des services de renseignements britanniques (*SIS*) lors de la guerre. En autorisant la rédaction de tels ouvrages et en contrôlant l'accès aux archives, le gouvernement britannique peut également contrôler l'information incluse dans les histoires officielles. Ils s'assurent ainsi que les historiens en excluent certaines... Le cas du *SOE* est cependant un peu particulier³⁰.

En effet, peu de temps après la fin de la guerre, le grand public prend connaissance des opérations spéciales britanniques du *SOE* en France. Les ouvrages écrits à ce sujet par d'anciens agents sont nombreux. Dès 1946, le major Robert Bourne-Paterson a rédigé une histoire officielle des actions du *SOE* en France; cependant, son travail n'est publié officiellement que plusieurs décennies plus tard³¹. Les ouvrages publiés au sujet du *SOE* sont basés principalement sur des témoignages et sont souvent remplis d'erreurs et d'informations erronées. Souhaitant remettre les pendules à l'heure, le gouvernement autorise la publication d'un premier ouvrage officiel en 1966. Il s'agit de *Des Anglais dans la Résistance : Le SOE en France, 1940-1944* rédigé par M.D.R. Foot³².

Malgré cela, de nombreux journalistes se penchent sur le rôle des forces spéciales dans la Seconde Guerre mondiale dans les années 1960. E.H. Cookridge (Edward Spiro de son vrai nom) est un des premiers à avoir traité le sujet avec son ouvrage *Mettez l'Europe à feu : organisation et*

³⁰ Aldrich, 936-39.

³¹ Robert Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945: An Official Account of the Special Operations Executive's French circuits* (Londres: Frontline Books, 2016).

³² Aldrich, « Policing the Past [...] », 936-39; Michael R. D. Foot et Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance: Le SOE en France, 1940-1944*, édition 2004 (Paris: Tallandier, 2008).

action du S.O.E en Europe occidentale, 1940-1945 publié en 1968³³. Spiro, ayant lui-même travaillé pour le *Special Intelligence Service (SIS)* lors de la guerre, a également pu s'appuyer sur près de 600 témoignages qu'il a recueillis auprès d'agents survivants du *SOE*. Dans les années 1970, la nécessité de garder le secret autour de certaines technologies et techniques est cependant moins importante : l'évolution de la technologie a rendu ces dernières obsolètes et de nombreux journalistes sont prêts à publier des ouvrages sur le sujet. Anthony Cave Brown est l'un de ceux-ci. Grâce à son utilisation d'archives privées, il publie en 1981, après 15 ans de recherches, *La guerre secrète : le rempart des mensonges* qui aborde en abondance la technologie de décryptage alliée *ULTRA* et son impact sur le conflit³⁴. Le gouvernement, ne parvenant pas à contrôler l'accès aux archives privées ou aux témoignages d'anciens agents, commence à ouvrir les archives aux chercheurs, permettant ainsi l'accès à certaines archives après 31 ans plutôt que les 51 prévus initialement.³⁵

L'accès, même partiel, aux archives provoque la multiplication des recherches dans les années 1980. S'appuyant principalement sur les archives privées et celles d'autres départements, David Stafford rédige un important ouvrage sur l'histoire des *SOE* en Europe et leur relation avec les résistances locales³⁶. Les sujets étudiés se diversifient également. Les chercheurs se concentrent sur les technologies employées par les forces spéciales, *ULTRA* par exemple. C'est notamment le cas de Peter Calvocoressi, de Ronald Lewis ou encore de Reginald Jones³⁷. D'autres continuent

³³ E.H Cookridge, *Mettez l'Europe à feu: organisation et action du S.O.E en Europe occidentales, 1940-1945* (Paris: Fayard, 1968).

³⁴ Anthony Cave Brown, Yolande Mauvais, et Claude Bernanose, *La guerre secrète: le rempart des mensonges* (Paris: Pygmalion, 1981).

³⁵ Aldrich, « Policing the Past: [...] », 934.; Stafford, *Camp X*, 1988, xxi; John Campbell, « Stafford: "Britain and the European Resistance, 1940-1945: A Survey" », *Canadian Journal of History* 16, n° 1 (avril 1981): 183-85.

³⁶ David Stafford, *Britain and European resistance, 1940-1945: a survey of the Special Operations Executive, with documents* (Toronto: University of Toronto Press, 1980).

³⁷ Peter Calvocoressi, *Top secret ultra* (New York: Pantheon Books, 1980); Ronald Lewis, *Ultra Goes to War. The Secret Story* (Londres: Hutchinson, 1978); Reginald V. Jones, *Most secret war* (London: H. Hamilton, 1978).

cependant de se pencher sur le sort des organisations, de leurs opérations et de leurs agents, comme Anthony C. Brown dans "*C*" : *the Secret Life of Sir Stewart Graham Menzies Spymaster to Winston Churchill* qui étudie le parcours du directeur du SIS et de son rôle dans la guerre³⁸.

La fin de la Guerre froide, l'éloignement temporel avec la Seconde Guerre mondiale et l'ouverture des archives soviétiques dans les années 1990 marquent cependant la plus grande période d'ouverture des archives, notamment du SOE³⁹. Grâce à cela, l'historiographie connaît un renouveau vers le tournant du XXI^e siècle. De nombreuses études permettent d'éclaircir de nouveaux aspects des forces spéciales et de nouveaux théâtres d'opérations sont étudiés, par exemple en Asie avec Richard Aldrich⁴⁰. D'autres préfèrent approfondir les connaissances sur certaines opérations grâce à l'accès nouveau aux archives, comme Mark Seaman ou Helen Fry⁴¹.

1.4. Le Canada et les forces spéciales: une histoire écrite depuis 1980

Malgré l'essor de l'historiographie sur les forces spéciales lors de la Seconde Guerre mondiale, la participation canadienne à ces missions a été peu étudiée. Le premier ouvrage se penchant réellement sur le sujet est celui de Roy MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines* en 1981⁴². Le chercheur y recense tous les Canadiens ayant participé à des missions du SOE ou du MI 9 lors de la Seconde Guerre mondiale, que ce soit en Europe ou en Asie. Il examine leur

³⁸ Anthony C. Brown, « *C* » : *the Secret life of Sir Stewart Graham Menzies Spymaster to Winston Churchill* (New York: Macmillan, 1987).

³⁹ Aldrich, « Policing the Past: [...] », 952-53.

⁴⁰ Richard J Aldrich, « Britain's Secret Intelligence Service in Asia during the Second World War », *Modern Asian Studies* 32, n° 1 (1998): 179-217.

⁴¹ Helen Fry, *MI9: A History of the Secret Service for Escape and Evasion in World War Two* (New Haven: Yale University Press, 2020); Mark Seaman, éd., *Special Operations Executive: A New Instrument of War* (London: Routledge, 2006).

⁴² MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*.

recrutement, leur entraînement et leurs opérations derrière les lignes ennemies, sans oublier le contexte de la guerre. *Canadians Behind Enemy Lines* est une référence pour tous les chercheurs intéressés par le rôle des Canadiens dans les forces spéciales lors de la Seconde Guerre mondiale. L'ensemble des ouvrages subséquents sur le sujet l'emploient dans leurs recherches, et ce, malgré les limitations de l'ouvrage quant aux sources sur le sujet, l'historien s'étant principalement basé sur les témoignages des agents étant revenus au pays et des recherches d'autres historiens.

Comme ailleurs, les recherches sur le sujet ont connu un essor dans les années 1980. Le Canada a imité la Grande-Bretagne dans ses restrictions sur l'accès aux archives⁴³. Leur ouverture partielle dans les années 1970 mène ainsi à un essor de la recherche dans la décennie suivante. Comme en Grande-Bretagne, c'est également en 1981 qu'est publié un premier ouvrage de synthèse sur l'histoire des services de renseignements canadiens : *Scarlet to Green : a History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963* de Stuart Elliot⁴⁴. L'ouvrage, portant sur les organisations d'espionnage et de contre-espionnage canadiennes, présente le travail du gouvernement et de l'armée dans ces domaines. Bien qu'étant le récit le plus complet sur le sujet, il comporte certaines faiblesses. L'historien militaire Brereton Greenhous soulève des erreurs factuelles dans l'ouvrage, notamment par rapport au positionnement de certaines unités ou leur présence dans certaines batailles⁴⁵. L'utilisation des archives militaires par Elliot et la diversité des points de vue et des sujets abordés en font tout de même une référence historiographique.

Wesley Wark se penche également sur les services de renseignements canadiens. Dans un article de 1989, il prend soin de soulever l'évolution de ces derniers et l'impact qu'a eu la

⁴³ Aldrich, « Policing the Past: [...] », 929.; Stafford, *Camp X*, xxi.

⁴⁴ Stuart R. Elliot, *Scarlet to Green: a History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963* (Toronto: Canadian intelligence and Security Association, 1981).

⁴⁵ Brereton Greenhous, « Scarlet to Green: Canadian Army Intelligence 1903-1963 (Review) », *The Canadian Historical Review* 63, n° 2 (Juin 1982): 238-39.

participation du Canada auprès de la Grande-Bretagne lors de la Seconde Guerre mondiale sur leur développement⁴⁶. Le pays a acquis de l'expérience lors de la Seconde Guerre mondiale – le Canada était, en effet, subordonné à la Grande-Bretagne et participait aux missions organisées par celle-ci grâce au *CJIC (Canadian Joint Intelligence Committee)* créé en 1942. Cela lui a permis de se frayer une place sur la scène du renseignement après le conflit.

Un auteur important sur le sujet est David Stafford. Ayant déjà rédigé un ouvrage sur les opérations des forces spéciales britanniques en Europe en 1980, il se penche ensuite sur le camp d'entraînement *Special Training School 103 (STS 103)* situé en Ontario avec son ouvrage *Camp X* publié en 1988. Lieu d'entraînement des agents spéciaux canadiens, américains et britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale, le camp illustre la coopération entre les différents pays alliés pour ce qui est des forces spéciales. Bien que le camp soit part intégrante de la participation canadienne dans ces dernières, Stafford est le premier à se pencher sur l'histoire de la *STS 103* en exposant notamment les relations internationales l'influençant⁴⁷.

Certains sujets sont cependant plus étudiés et font même l'objet de débat. C'est le cas de la participation du Canadien William Stephenson, créateur du *British Security Coordination (BSC)*, un organisme dédié à la coopération des forces spéciales alliées⁴⁸. En 1976, une biographie de Stephenson, *A man called Intrepid*, abordant son rôle dans les forces spéciales britanniques est publiée. L'ouvrage fait cependant polémique parmi les historiens. Il est décrit comme sensationnaliste, presque romanesque et étant peu basé sur la réalité. *Intrepid* a tout de même encouragé les recherches sur Stephenson et la *BSC*. En 1989, Montgomery Hyde se joint également

⁴⁶ Wesley K Wark, « The Evolution of Military Intelligence in Canada », *Armed Forces & Society*, 16, n° 1 (1989): 77-98.

⁴⁷ Stafford, *Britain and European resistance*, [...]; Stafford, *Camp X*.

⁴⁸ Montgomery H. Hyde, *The Quiet Canadian: The Secret Service Story of Sir William Stephenson* (London: Constable, 1989); David Stafford, « "Intrepid": Myth and Reality », *Journal of Contemporary History*, 22, n° 2 (avril 1987): 303-17.

au débat sur le rôle du Canadien dans les services spéciaux britanniques en publiant l'ouvrage *The Quiet Canadian: The Secret Service Story of Sir William Stephenson*⁴⁹. Il s'agit d'une biographie rédigée en grande partie grâce au témoignage de Stephenson.

L'historiographie sur la participation canadienne aux forces spéciales britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale connaît un essor dans les années 2000. Des chercheurs se penchent sur les agents et les opérations auxquels ils ont participé. Jean-Pierre Sabourin s'est penché sur le réseau d'évasion *Shelburn*, mené par le Québécois Lucien Dumais tandis que Béatrice Richard a brièvement étudié les agents québécois dans ces opérations dans un court article de vulgarisation⁵⁰. Jonathan Vance a également suivi les parcours de Pickersgill et Macalister, deux agents canadiens morts emprisonnés par les Allemands avec *Unlikely Soldiers : How Two Canadians Fought the Secret War Against Nazi Occupation* publié en 2008⁵¹. Ce faisant, il contribue aux recherches portant sur Pickersgill. Celui-ci a laissé derrière des lettres publiées ensuite en 1983 par son frère avec des chapitres les mettant en contexte. Pickersgill est un des agents canadiens les plus étudiés grâce aux archives privées qu'il a laissées. L'agent Bieler est également le sujet d'un ouvrage, *Le meilleur des hommes : l'histoire de Guy Biéler, le plus grand espion canadien*, publié en 2018, mais le livre, écrit par un journaliste, reste peu analytique⁵².

Ces deux agents font cependant partie des exceptions. La majorité des Canadiens ayant participé aux opérations des forces spéciales britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale sont

⁴⁹ Hyde, *The Quiet Canadian*.

⁵⁰ Jean-Pierre Sabourin, « Le réseau Shelburn, ou l'histoire d'une réussite », *Bulletin d'histoire politique*, 3, n° 3-4 (t 1995): 59-64; Béatrice Richard, « Les agents secrets québécois durant la Deuxième Guerre mondiale », *Cap-aux-Diamants*, n° 43 (1995): 40-44.

⁵¹ Jonathan F. Vance, *Unlikely Soldiers: How Two Canadians Fought the Secret War Against Nazi Occupation* (Toronto: Harper Collins, 2008).

⁵² Guy Gendron, *Le meilleur des hommes: l'histoire de Guy Biéler, le plus grand espion canadien* (Montréal: Québec Amérique, 2018).

restés dans l'ombre. Maclaren le reconnaît d'ailleurs : « there is an abundance of information about Frank Pickersgill, but much less about Romeo Sabourin [...] some volunteers emerge as vivid and colorful while others remain shadowy and blurred »⁵³. Les archives sont ainsi lacunaires. Malgré son développement dans les dernières décennies, l'historiographie sur le Canada et les forces spéciales comportent donc encore plusieurs zones d'ombre. C'est notamment le cas des Canadiens français et du possible avantage que peut représenter leur langue maternelle dans des missions d'infiltration en France. Outre l'article de vulgarisation de Richard, leur cas particulier n'est pas abordé dans l'historiographie.

Aucune étude d'envergure n'a examiné comment les autorités militaires envisagent la participation de ces derniers et le rôle effectif qu'ils ont pu y jouer. Notre recherche constitue ainsi un apport à l'historiographie canadienne. Elle contribuera à un champ de recherche encore en développement et permettra de mieux comprendre l'utilisation de groupes culturels dans les forces spéciales. Elle contribuera, en effet, à la compréhension de l'utilisation de Français par l'*Office of Strategic Service (OSS)*, une organisation spéciale américaine, ou à la situation des germanophones russes ou des russophones allemands. Notre recherche permettra également de mieux comprendre les relations canado-britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale, par le truchement de l'envoi de Canadiens français dans les forces spéciales britanniques.

⁵³ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945.*, xvi.

2. Entre Londres et Ottawa : la question des sources

2.1. État des archives : les conséquences du secret et des élagages

L'historiographie des forces spéciales pendant la Seconde Guerre mondiale a connu plusieurs phases selon l'ouverture graduelle des archives. Dans le cadre de notre recherche cependant, nous pouvons avoir accès à la presque totalité des archives militaires du *SOE* ou du *MI9* conservées aujourd'hui. Le problème réside maintenant davantage dans la quantité de documents préservés, car, déjà durant la guerre, le *SOE* faisait face à des difficultés avec la conservation de ses documents.

Le premier problème réside dans le caractère « secret » de l'organisation. Afin de s'assurer de limiter les fuites d'informations, les agents étaient encouragés à ne pas prendre de notes, à ne rien écrire de leurs missions. De même, l'état-major ne devait pas conserver davantage de documents que nécessaire⁵⁴. Les archives laissées par les organisations « secrètes » sont donc à la base plus limitée que pour d'autres. Maclaren soulève en outre que « Clandestine operations are, however, particularly susceptible to misunderstanding and misinterpretation. [...] inevitable distortions arise when an individual agent has of necessity been given only limited information »⁵⁵. Ainsi, non seulement la documentation des opérations était restreinte par la nécessité du « secret », mais ce besoin de clandestinité peut mener à erreurs dans les archives conservées.

Les contraintes de la guerre et le contexte de la création de telles organisations, du *SOE* plus particulièrement, compliquent également la situation. En effet, en situation de guerre, la conservation des archives au bénéfice des générations suivantes n'est pas nécessairement une

⁵⁴ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 595.; Stafford, *Britain and European resistance, 1940-1945: a Survey of the Special Operations Executive, with Documents*, xi.

⁵⁵Maclaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, xii.

priorité, surtout pour une organisation manquant de ressources administratives. Parallèlement, les documents conservés ne sont pas nécessairement classés adéquatement non plus. C'est particulièrement le cas pour le *SOE*. Créé par la fusion de plusieurs organisations après le début de la guerre, le service ne dispose pas d'une administration adaptée à sa taille et sa tâche. Sans personnel adéquatement formé, le *SOE* ne possède pas de méthode d'archivages centralisée. Chaque division a ainsi sa propre manière de conserver les documents, ses propres critères de classement et de conservation.⁵⁶ Le tout crée, évidemment, un ensemble désorganisé compliquant les recherches et la conservation des archives. Guy Liddell, directeur du contre-espionnage, le remarque déjà lors de la guerre : « One of the great troubles about SOE was that their records were so badly kept. It was often extremely difficult to find out precisely what had happened when things went wrong »⁵⁷.

La situation ne s'améliore pas après la guerre. En effet, l'organisation est dissoute après le conflit. Ses archives font donc l'objet d'un tri avant d'être envoyées à Londres. Par ailleurs, toutes les archives conservées à Alger, en Algérie, sont brûlées sans distinction entre les documents pertinents et ceux jugés moins importants. Un incendie en 1946 diminue encore la quantité d'archives laissées par l'organisation. Par manque de place, celles restantes subissent deux élagages successifs par la suite. Parmi les documents détruits se trouvait une grande partie des documents de la section F, celle s'occupant des opérations en France. Foot affirme même que ce seraient les documents les plus importants qui auraient été alors détruits⁵⁸. Au final, ce sont près de 85% des archives du *SOE* qui ont disparu après la guerre⁵⁹.

⁵⁶ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 595-96; Fry, *M19*.

⁵⁷ Nigel West et Guy Maynard Liddell, *The Guy Liddell Diaries Vol. II: 1942-1945: MIS's Director of Counter-Espionage in World War II* (New York: Taylor & Francis Group, 2005), 128.

⁵⁸ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 595-97.

⁵⁹ Vance, *Unlikely Soldiers*, 297.

Certaines des informations contenues dans les archives détruites ont tout de même été préservées par les travaux d'historiens officiels, comme Foot, ou encore les témoignages et récits d'anciens agents. Ainsi, Brooks Richard, ayant dirigé la destruction des dossiers à Alger, a préservé les secrets de l'organisation avec son ouvrage *Secret Flotillas*⁶⁰. Foot a fait de même avec *Des Anglais dans la résistance*. Les multiples témoignages des agents eux-mêmes contribuent également à préserver les informations intéressantes pour les chercheurs. Certains de ces témoignages ont été conservés par des autobiographies comme celui de Lucien Dumais, mais la majorité est plutôt issue des travaux des premiers journalistes et historiens à s'être penchés sur le sujet comme Maclaren et Cookridge⁶¹. Les entrevues faites par Cookridge sont encore accessibles dans un fond de l'université américaine McAlister⁶². Évidemment, ces témoignages comportent certaines limites : la mémoire n'est pas infaillible et les souvenirs peuvent être déformés par le temps, exagérés, oubliés ou influencés par des sources extérieures. Traitée adéquatement, il s'agit tout de même d'une excellente source qui contribue à combler les lacunes des documents militaires ou des archives privées.

2.2. Étudier les Canadiens français par les sources

Dans le cadre de notre recherche, nous utiliserons principalement les archives gouvernementales à Kew et à Ottawa. Les ces agents canadiens ayant travaillé à la fois pour l'armée canadienne et l'armée britannique, les documents militaires peuvent permettre de retracer leurs parcours. Les dossiers conservés incluent ceux de services des agents ainsi que des rapports des

⁶⁰ Brooks Richards et Ben Tonra, *Secret Flotillas: Vol. I: Clandestine Sea Operations to Brittany, 1940-1944* (London: Taylor & Francis Group, 2004); Brooks Richards et Ben Tonra, *Secret Flotillas: Vol. II: Clandestine Sea Operations in the Western Mediterranean, North Africa and the Adriatic, 1940-1944* (London: Taylor & Francis Group, 2004).

⁶¹ Lucien. Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo* (Montréal: Editions du Jour, 1969).

⁶² McMaster University Library (Hamilton), E.H. Cookridge, Series 8, boîte 36.

missions, des documents portant sur l'entraînement des soldats... Afin de recueillir l'ensemble des informations nécessaires pour ce mémoire, nous avons effectué un voyage de recherche à Londres pour avoir accès aux archives des organisations spéciales. Ce séjour nous a donné accès aux dossiers militaires britanniques des agents canadiens, dossiers qui constituent une part importante de notre recherche. Ils nous ont également permis de découvrir les noms de certains Canadiens ayant été rejetés du programme qui n'avaient jamais fait l'objet d'une attention des chercheurs.

Afin de diversifier les points de vue et les informations, nous avons également utiliser les témoignages des agents ayant travaillé dans les forces spéciales. Nous utiliserons ainsi les autobiographies rédigées sur le sujet, comme celle de Lucien Dumais, et étudierons les recherches basées sur des entrevues données par les agents, l'ouvrage de Maclaren, par exemple⁶³. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à étudier les entrevues elles-mêmes, n'ayant pas accès aux fonds d'archives. Notre base de sources est également enrichie par des documents d'archives publiés : les lettres rédigées par un des agents, Frank Pickersgill, le curriculum d'une des écoles de formations et le compte rendu des opérations tel que recueilli par le major Bourne-Paterson⁶⁴.

Nous avons considéré que les documents gouvernementaux et des témoignages des anciens agents était suffisante pour effectuer une recherche de qualité offrant un point de vue diversifié et riche sur la participation des agents canadiens dans les opérations spéciales. Avec les archives recueillies et les ouvrages scientifiques analysés, nous pensons parvenir à étudier efficacement le sujet, de la création du *SOE* et du *MI 9*, les deux organisations engageant des Canadiens, jusqu'au retour à la vie civile des derniers agents francophones. Avant de présenter leur parcours au sein des

⁶³ Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo*; Maclaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*.

⁶⁴ Frank Pickersgill, *The Making of a Secret Agent*, 2e éd. (Halifax: Goodread biographies, 1983); British SOE, *How to Become a Spy: The World War II SOE Training Manual* (Sky Horse Publishing, 2015); Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945 [...]*.

forces spéciales britanniques, il est cependant nécessaire de clarifier certains termes utilisés dans le cadre de notre étude.

3. Entre agents secrets, spéciaux et de renseignements

Le monde des renseignements militaires regorge d'appellations et de services qui méritent explication. Les termes de « services de renseignements », « forces spéciales » et « services secrets » sont souvent mélangés ou utilisés sans distinction. Ils désignent cependant généralement des organisations différentes dans l'écosystème militaire.

Les services de renseignements, ou l'intelligence militaire, représentent les organisations, comme le *Special Intelligence Service*, qui se chargent de récolter de l'information et, à partir d'elle, établir des stratégies dans l'objectif de gagner le conflit. Les services de renseignements et la récolte d'information sur les actions ennemies ne sont certes pas de nouvelles pratiques en 1939. Cependant, l'évolution de la technologie au XX^e siècle a mené à un changement d'échelles avec l'imagerie aérienne et l'utilisation des radios. *ULTRA* en est un bon exemple : cette technologie de décryptage mis au point en 1941 a, effectivement, permis aux Alliés de déchiffrer les communications allemandes lors de la Seconde Guerre mondiale, leur donnant ainsi un avantage⁶⁵. Leur rôle est également d'empêcher l'ennemi d'acquérir de l'information sur leurs mouvements et opérations militaires. L'historien militaire Elliot divise ainsi les services de renseignements en *Intelligence (a)* et *Intelligence (b)* : le premier se charge de récolter l'information et le second

⁶⁵ Hugh Bicheno, « Intelligence, Military », in *The Oxford Companion to Military History* (Oxford University Press, 2001).

d'empêcher l'ennemi de faire de même en interrogeant de possibles agents, en appliquant la censure en temps de guerre ou encore en ayant recours à la propagande⁶⁶.

Les services de renseignements peuvent envoyer des agents sur le terrain, des « espions » dans l'objectif de récolter de l'information. Par contre, ils ne sont pas les seules organisations à le faire, les forces spéciales ont également recours à des agents placés derrière les lignes ennemies. De là vient possiblement la confusion entre les deux termes. Cependant, Elliot rappelle que « Intelligence must not undertake operations on its own. [...] It is important to remember that Intelligence is an investigative and research agency only, not an executive or operational function »⁶⁷. C'est ici qu'entrent en jeu les forces spéciales. Ces dernières sont chargées des actions plus irrégulières comme les opérations de guérilla. Il s'agit souvent de missions qui se déroulent derrière les lignes ennemies et qui nécessitent des agents spécialement formés. Le *Special Operation Executive* et le *MI 9* sont deux de ces organisations : la première est chargée de soutenir les résistances dans les pays conquis et la seconde d'aider des soldats alliés à revenir en territoire ami. Il ne s'agit pas d'opérations de récolte d'informations.⁶⁸ Le terme de « forces spéciales » sera ainsi régulièrement employé dans nos recherches.

Pour ce qui est des « services secrets », puisque les services de renseignements et les forces spéciales fonctionnent tous les deux dans l'ombre et reposent grandement leurs opérations sur leur caractère secret, le terme peut être appliqué aux deux. Cependant, en anglais, tout du moins, il est

⁶⁶ Elliot, *Scarlet to Green*, xviii-xix.

⁶⁷ Elliot, *Scarlet to Green*, xix.

⁶⁸ Peter Harclerode, « Special Forces », in *The Oxford Companion to Military History* (Oxford University Press, 2001).

davantage utilisé comme synonyme de « services de renseignements »⁶⁹. Nous n’y aurons ainsi pas ou peu recours.

Puisque notre étude concerne également les opérations du *MI 9*, nous devons préciser que nous ne ferons pas de distinction entre les « escapees », les soldats s’étant évadés d’une prison ennemie, et les « evaders », ceux ayant échappés à la capture⁷⁰. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles des soldats alliés peuvent se retrouver en territoire des forces de l’Axe et doivent trouver une manière de retourner en territoire ami. Il peut s’agir d’aviateurs écrasés, de soldats faits prisonniers par l’ennemi ou encore d’hommes laissés derrière par des mouvements militaires. Bien que leur situation de départ soit différente et qu’ils aient à l’occasion un parcours différent, pour les besoins de notre étude ces soldats seront traités comme un groupe distinct. En effet, à partir du moment où ils se retrouvent entre les mains du *MI 9*, leur situation est la même. Considérant que nous étudions l’organisation, la différence initiale entre eux est peu importante.

4. Des Canadiens pour la France : de la création des organisations jusqu’au retour au pays

Notre démonstration sera divisée en quatre grandes étapes nous permettant de retracer le parcours des agents canadiens dans les forces spéciales britanniques. À cette fin, nous commencerons par la création du *Special Operations Executive* et du *MI 9*. Nous montrerons comment Londres en est venu à recruter des Canadiens pour opérer en France. Ce faisant, nous

⁶⁹ I. C. B. Dear et M R. D. Foot, « Secret Services », in *The Oxford Companion to World War II* (Oxford University Press, 2003).

⁷⁰ Peter C. Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes: Courage & Daring behind Enemy Lines* (Edmonton: Folklore Pub., 2007), 6.

souhaitons répondre aux questions suivantes : pourquoi des missions derrière les lignes ennemies et pourquoi aller recruter des agents au Canada?

Notre deuxième chapitre s'intéressera à l'organisation de la participation des Canadiens français dans les forces spéciales. Nous expliquerons comment le Canada appuie ces organisations britanniques à la fois par l'envoi de Canadiens et par le soutien offert au *SOE* dans ses opérations américaines. Cela nous permettra d'aborder le recrutement des agents, la gestion administrative les entourant ainsi que l'influence des relations internationales dans la participation canadienne. Ce chapitre nous permettra ainsi d'étudier la perspective canadienne sur les organisations britanniques et le soutien qu'elle leur accorde.

Une fois cette perspective établie, nous aborderons le cheminement des agents canadiens dans les forces spéciales. Notre troisième chapitre fera état de l'entraînement reçu par les futurs agents et des critères recherchés parmi les candidats. Ce ne sont, comme nous le verrons, pas tous les Canadiens recrutés qui se rendront derrière les lignes ennemies. Nous aborderons ainsi tant le parcours de candidats rejetés du programme que les opérations auxquelles les agents canadiens prennent part. À travers cela, nous étudierons également les liens entre Ottawa et ses officiers envoyés au *War Office (WO)*. Que sait le Canada sur le parcours de ses ressortissants? Qu'arrive-t-il aux candidats recalés? Que font les agents canadiens derrière les lignes ennemies?

Ce mémoire se termine par une étude du retour au pays et à la vie civile des agents. Nous examinerons ainsi leurs parcours après la fin de la guerre en France. Cela nous permettra d'effectuer un retour sur leur performance derrière les lignes ennemies tel que vue par les Britanniques et les Résistants français qui ont travaillé auprès des agents. Nous montrerons que les Canadiens n'ont pas tant été employés pour leur connaissance du français que leurs capacités et leur expérience en tant qu'agents spéciaux. À cette fin, nous étudierons les opérations en Asie du

SOE. Nous achèverons notre recherche par le parcours des agents spéciaux canadiens avec la fin des opérations et leur retour au pays.

Cette étude du parcours des agents canadiens dans les forces britanniques nous permet de relever une question intéressante sur l'utilisation des ressources humaines au sein de l'armée en temps de guerre. En effet, si les Canadiens français ne sont pas forcément employés pour leur connaissance du français, quel est l'avantage de leur utilisation par l'armée britannique? Comme nous le montrerons dans ce travail, la langue est un atout pour les Canadiens français lors du recrutement, mais il ne s'agit pas d'un facteur décisif dans leur envoi sur le terrain. Au final, l'armée recherche des agents efficaces et l'expérience d'un agent justifie son emploi même dans des terrains où il peut moins aisément être infiltré, en Asie notamment. Le français est donc un atout, mais il ne s'agit pas d'une exigence aux yeux des Britanniques.

Chapitre 1- Londres à la recherche d'agents

Introduction

Une des stratégies des nations en guerre est la déstabilisation intérieure, un objectif pouvant être atteint en utilisant des techniques de guérilla, de guerre irrégulière, comme l'infiltration d'agitateurs ou de saboteurs dans les régions ennemies. Lors de la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques ont recours à cette technique et ont recours à des agents d'autres nationalités, les Canadiens français notamment, pour infiltrer les pays conquis. Qu'est-ce qui explique le recrutement de ces Canadiens dans des organisations militaires britanniques ? Comment se sont créées ces services spéciaux ? Quels sont leurs objectifs ? Nous considérons que les Franco-Canadiens représentent une alternative avantageuse aux forces françaises du général de Gaulle pour Londres. Afin de mieux comprendre l'intérêt que portent les Britanniques aux Canadiens français, nous devons toutefois commencer par retracer le développement de ces organisations au début de la guerre. Dans ce chapitre, nous étudierons la situation des services secrets britanniques au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale pour ensuite nous pencher sur les événements ayant mené à la création de nouvelles organisations, principalement le *Special Operations Executive* (SOE) et le *MI 9*. Nous aborderons également le cas du *SOE* et les enjeux de relations internationales et de recrutements entourant la section française. Nous terminerons par une étude du *MI 9* afin de situer celle-ci parmi les services spéciaux lors du conflit.

1. Les organisations secrètes et les bouleversements de la guerre

1.1. L'entre-deux-guerres : une remise en question

1.1.1. Les organisations de renseignements : *SIS*, *MI 6* et *MI 5*

En temps de paix comme en temps de guerre, les gouvernements cherchent à recueillir des informations sur d'autres pays qui peuvent représenter une menace à leur égard. Cette recherche passe généralement par des organisations de renseignements, qui les récoltent, les analysent et les transmettent aux ministères, généraux ou organisations qui pourront en faire usage⁷¹. En temps de paix, cela implique notamment d'analyser leurs capacités militaires⁷². En temps de guerre, ces renseignements prennent une plus grande importance alors qu'ils permettent à l'État d'ajuster ses stratégies diplomatiques ou militaires en fonction des mouvements et des capacités de l'ennemi, de son armement ou encore sa situation économique⁷³.

Au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les forces nazies disposent de deux principaux services de renseignement, l'*Abwehr* et le *Sicherheitsdienst*. Ceux-ci sont chargés d'appuyer les troupes allemandes avec des informations sur les pays ennemis et en ayant recours à des techniques de guerres irrégulières⁷⁴. Les Britanniques, pour leur part, disposent des services du *Secret Intelligence Service (SIS)*, aussi connu sous le nom de *MI 6*, et du *MI 5*. Le *SIS* est un service de renseignement fondé en 1909 et sous le contrôle du *Foreign Office*. Pour sa part, le *MI 5*, créé

⁷¹ F. H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War: Its Influence on Strategy and Operations*, vol. 1 (Londres : H.M.S.O., 1979), 4.

⁷² Hinsley, 1:75.

⁷³ Hinsley, 1:60 et 99.

⁷⁴ Richard Breitman, « Nazi espionnage: The abwehr and SD foreign Intelligence », in *U.S. Intelligence and the Nazis* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005), 93-94 et 104.

au début du XX^e siècle, est sous la responsabilité du *Home Office* et est chargé du contre-espionnage.⁷⁵

Durant l'entre-deux-guerres, les services secrets britanniques ont souffert d'un manque de financement. Dans les années 1930, le *SIS*, par exemple, dispose seulement d'une vingtaine de membres recrutés dans l'armée et ayant peu de formation⁷⁶. Il ne dispose pas non plus de réseaux de renseignements et dépend des missions diplomatiques britanniques et des médias étrangers. L'accès à l'information est alors instable et varie selon les relations étrangères de Londres. La détérioration des relations avec Berlin vers la fin des années 1930 rend donc difficile l'obtention de renseignements sur le gouvernement nazi et le *SIS* n'est pas en mesure de prédire ni l'annexion de l'Autriche, ni l'invasion de la Tchécoslovaquie⁷⁷. Le *MI 5*, pour sa part, connaît plus de succès et peut surveiller adéquatement les mouvements nationalistes irlandais et gallois qu'il perçoit comme un risque. L'Allemagne ayant infiltré des minorités ethniques lors de sa conquête de l'Autriche et Tchécoslovaquie, le *MI 5* cherche alors à prévenir l'infiltration d'agents allemands au Royaume-Uni et dans l'État libre d'Irlande et la création d'une « cinquième colonne » qui pourrait potentiellement saboter une opération militaire⁷⁸. Intrigué par cette stratégie allemande, Londres met sur pied des organisations pour évaluer le potentiel militaire d'infiltrations semblables par les Britanniques dans les territoires dirigés par ses ennemis, Berlin notamment.

⁷⁵ John Humphries, *Spying for Hitler: The Welsh Double-Cross* (Cardiff: University of Wales Press, 2012), 6; Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, 1:16.

⁷⁶ Christopher Andrew, « F.H. Hinsley and the Cambridge moles: two patterns of intelligence recruitment », in *Diplomacy and Intelligence During the Second World War: Essays in Honour of F.H. Hinsley* (Cambridge: Cambridge University Press, 1985), 31-33.

⁷⁷ Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, 1:45-46 et 55-57.

⁷⁸ L'ouvrage de John Humphries aborde en détails les liens entre le régime nazi et différents mouvements nationalistes, principalement l'irlandais. Humphries, *Spying for Hitler: The Welsh Double-Cross*, 5-7 et 47.

1.1.2. Les organisations spéciales : *Section D, EH, MI (R)*

La guerre irrégulière n'est pas un nouveau phénomène au XX^e siècle, mais ce n'est que dans les années 1930 que les Britanniques commencent à l'intégrer pleinement dans la pensée militaire⁷⁹. Bien que Londres puisse l'observer en action lors de la Première Guerre mondiale et lors de la Révolution bolchévique, c'est l'utilisation de la guerre irrégulière par les nazis, dans les années 1930, qui pousse les Britanniques à l'intégrer dans leur stratégie défensive⁸⁰. Berlin a, effectivement, infiltré la Tchécoslovaquie et l'Autriche pour faciliter sa conquête notamment à travers des actes de sabotage et en soutenant des mouvements ethniques qui divise alors le pays⁸¹.

Les stratégies militaires allemandes des années 1930 démontrent ainsi la menace que représente la guerre irrégulière et l'efficacité d'une « cinquième colonne » travaillant pour affaiblir un pays au profit de ses ennemis⁸². Le *War Office* et le *Foreign Office* créent donc des organisations pour évaluer l'utilité de la guerre irrégulière pour Londres alors que le *MI 5* travaille à protéger le pays contre cette dernière⁸³. Ainsi, en plus de ses stratégies de défenses nationale plus conventionnelles comme l'aviation et la marine, la Grande-Bretagne développe ses techniques de guerre irrégulière en prévision de leur utilisation par et contre les nazis⁸⁴.

⁷⁹ La guerre irrégulière, également connue sous le terme de « petite guerre » inclut la guérilla, l'espionnage, le terrorisme ou encore l'infiltration derrière les lignes ennemies. Elle regroupe les opérations, campagnes ou attaques dans lesquelles deux troupes régulières ne s'affrontent pas face à face sur un champ de bataille. Hubert Krolkowski, « L'origine et les caractéristiques de la guerre irrégulière », trad. par Martin Motte, *Stratégique* 100-101, n° 2-3 (2012): 13-28.

⁸⁰ Michael R. D. Foot et Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance: Le SOE en France, 1940-1944*, édition 2004 (Paris: Tallandier, 2008), 53; Terry Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents* (Oxford: Shire publications, 2016), 7-8; Mark Seaman, « "A New Instrument of War": The Origins of the Special Operations Executive », dans *Special Operations Executive: A New Instrument of War* (London: Routledge, 2006), 7-8.

⁸¹ Humphries, *Spying for Hitler*, 5-7; Seaman, « "A New Instrument of War" », 10.

⁸² Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 6-7.

⁸³ Seaman, « Introduction », dans *Special Operations Executive: A New Instrument of War* (London: Routledge, 2006), 3; Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 6-7; Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 33 et 53.

⁸⁴ Seaman, « Introduction », 3.

La *Section D* du *SIS* est l'une des organisations créées dans ce but. Initialement, elle est chargée d'étudier les possibilités de saboter l'économie allemande. La prise de Prague, en 1938, pousse cependant les autorités britanniques à modifier sa mission et autoriser des opérations contre Berlin⁸⁵. L'organisation tente, par exemple, de mener une campagne de propagande en Allemagne et d'encourager le mécontentement contre les nazis dans les Balkans⁸⁶.

Les objectifs et méthodes de la *Section D* s'entrecroisent avec ceux de la deuxième organisation, le *MI (R)*, aussi appelé la *GS (R)*. Créé par le *War Office* pour étudier les techniques de guérilla, ce service travaille notamment à répondre aux besoins matériels de la guerre irrégulière⁸⁷. Les deux organisations collaborent étroitement et finissent par se diviser les tâches : « la *GS (R)* du ministère de la guerre se consacrait aux actions dont le gouvernement pourrait, s'il le fallait absolument, assumer la responsabilité, tandis que la *Section D*, de l' "Intelligence Service", s'occuperait de l'inavouable⁸⁸ », c'est-à-dire des actions de guérilla qui ne peuvent en aucun cas être associées au gouvernement britannique. Le *MI (R)* étudie également le potentiel des prisonniers de guerre et des évadés qui se retrouvent dissimulés derrière les lignes ennemies. Il évalue la possibilité de remettre en fonction un service de la Grande Guerre, le *MI Ia*, qui s'occupait de la question des prisonniers britanniques. Ce faisant, le service pose les bases de ce qui deviendra un autre département des forces spéciales, le *MI 9*, qui est officiellement créé en 1939⁸⁹.

⁸⁵ Michael Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe: British Political Warfare 1939-1943* (Oxford: Oxford University Press, 2000), 14; David Stafford, *Britain and European resistance, 1940-1945: a survey of the Special Operations Executive, with documents* (Toronto: University of Toronto Press, 1980), 21; Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 54.

⁸⁶ Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe*, 14.

⁸⁷ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 54-55.

⁸⁸ Foot et Crémieux-Brilhac, 56.

⁸⁹ Michael R. D. Foot, *MI9: Escape and Evasion* (Londres: Biteback Publishing, 2020), 30-34; Helen Fry, *MI9: A History of the Secret Service for Escape and Evasion in World War Two* (New Haven: Yale University Press, 2020), 3-4.

La dernière organisation est le *EH*, nommée d'après la *Electra House* où elle est installée. Sous le *Foreign Office*, celle-ci est chargée d'étudier les avenues de propagande contre l'Allemagne⁹⁰. Elle est, en quelque sorte, l'héritière du *Department of Enemy Propaganda* de la Première Guerre mondiale. Son objectif est de convaincre les Allemands que les nazis sont insensés et qu'ils ne pourraient pas gagner une guerre⁹¹.

NOM DU SERVICE	MINISTÈRE OU ORGANISATION ASSOCIÉE	RÔLE ET OBJECTIFS
Section D	Special Intelligence service	Saboter l'effort de guerre allemand par des opérations de guerre irrégulière et de propagande.
MI (R)	War Office	Saboter l'effort de guerre allemand par des opérations de guerre irrégulière.
Electra House (EH)	Foreign Office	Saboter l'effort de guerre allemand par des opérations de propagande.

Figure 1. – Organisations spéciales à l'aube de la guerre

Ayant pris conscience des possibilités qu'apporte la guerre irrégulière dans l'effort de guerre britannique, le *SIS*, le *War Office* et le *Foreign Office* créent chacun leurs propres organisations spéciales. Les objectifs et les moyens de toutes ces structures finissent cependant par se ressembler, créant des tensions et de la concurrence.

⁹⁰ Jonathan F. Vance, *Unlikely Soldiers: How two Canadians Fought the Secret War Against Nazi Occupation* (Toronto: Harper Collins, 2008), 109-10.

⁹¹ Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe*, 7-8.

1.2. L'Angleterre seule au combat : les contres-coups de la chute de la France

La chute de la France en 1940 force Londres à modifier son approche de la guerre. En effet, les Britanniques avaient construit leur stratégie militaire en présupposant la participation française à leurs côtés contre l'Allemagne. Paris possédant une grande force militaire défensive sur le continent, le rôle britannique dans la victoire se situerait principalement sur les mers et dans les airs, une intervention terrestre britannique ne serait donc pas nécessaire⁹². La chute de la France invalide cette stratégie. Sans armée terrestre pour donner le coup de grâce suite à des attaques aériennes et maritimes, Londres se tourne vers la guerre irrégulière⁹³. L'idée est de soulever les peuples conquis par les nazis pour les déstabiliser et les affaiblir⁹⁴.

Peu avant la défaite de la France, les dirigeants britanniques se sont réunis pour adopter cette nouvelle stratégie et unir les différents services spéciaux britanniques (la *Section D*, le *MI (R)* et le *EH*) pour former un nouveau service, le *Special Operations Executive (SOE)*⁹⁵. Cette union est à la fois un reflet de la nouvelle stratégie et une conséquence de l'échec des services secrets⁹⁶. En effet, ces trois organisations ont été prises par surprise par l'assaut allemand et ne sont pas parvenus à participer à l'effort de guerre. Leurs opérations sur le continent se sont avérées peu efficaces⁹⁷. L'union des organisations a mené à des tensions, surtout entre le *War Office* et le

⁹² Stafford, *Britain and European resistance*, 10-15.

⁹³ Stafford, 14-19.

⁹⁴ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 60.

⁹⁵ David Stafford, « Churchill and SOE », dans *Special Operation Executive: A New Instrument of War* (London: Routledge, 2006), 49.

⁹⁶ Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe*, 13.

⁹⁷ Seaman, « "A New Instrument of War" », 14.

Foreign Office pour le contrôle du nouveau service. Il est finalement placé sous la direction du ministre de la Guerre économique Hugh Dalton, le 8 juin 1940⁹⁸.

La chute de la France a également mené le gouvernement à développer davantage le *MI 9*. Le retrait rapide des troupes britanniques de France après le désastre de Dunkerque en mai 1940 a laissé sur le continent près de 60 000 soldats capturés ou, dans le cas d'environ 5 000 d'entre eux ayant échappés aux Allemands, coincés en territoire ennemi⁹⁹. Aidés de Français sympathiques à leur situation, la plupart essaient de se rendre dans la France de Vichy pour rejoindre la Grande-Bretagne. Face à la quantité de soldats pris derrière les lignes ennemies, le *MI 9* est chargé d'infiltrer la France occupée et de former des réseaux d'évasions¹⁰⁰.

Alors que la fréquence des raids aériens anglais augmente en 1941 et 1942, les pilotes et le personnel navigant coincés derrière les lignes ennemies continuent de poser problème¹⁰¹. La situation est exacerbée en 1942 par l'invasion nazie de la France de Vichy. La zone « libre » étant maintenant entre les mains des Allemands, les soldats alliés ne peuvent plus s'y rendre pour ensuite traverser les Pyrénées et rejoindre l'Angleterre depuis des navires partant de Gibraltar¹⁰². Ainsi, la chute de la France force les Britanniques à modifier leur stratégie militaire ce qui mène à la création de deux nouvelles organisations, le *SOE* et le *MI 9*.

⁹⁸ Seaman, 16 ; Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 61-64.

⁹⁹ Fry, *MI9*, 28; Foot, *MI9*, 43.

¹⁰⁰ Roy MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1981), 9; Brooks Richards et Ben Tonra, *Secret Flotillas: Vol. I: Clandestine Sea Operations to Brittany, 1940-1944* (London: Taylor & Francis Group, 2004), 218.

¹⁰¹ Roger Huguen, « Les débuts et le fonctionnement d'un réseau d'évasion: Le réseau Shelburne », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* 22, n° 85 (janvier 1972): 33-36.

¹⁰² Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 218; Brooks Richards, « SOE and Sea Communications », dans *Special Operations Executive: A New Instrument of War* (London: Routledge, 2006), 35.

2. Le *Special Operations Executive*: « Set Europe Ablaze »

2.1. L'organisation de Churchill

Lors de sa création, le *SOE* a reçu de Churchill la mission d'embraser l'Europe à travers des mouvements de rébellion et des armées secrètes dans les pays occupés¹⁰³. À cette fin, les agents du *SOE* sont chargés de démolir des installations industrielles, d'organiser des mouvements locaux de sabotage et de résistance, de détruire les réseaux de communications allemands ou encore de récolter de l'information sur l'ennemi¹⁰⁴. Rapidement cependant, la mission du *SOE* prend une forme plus modeste. Plutôt que de créer et maintenir des soulèvements dans toute l'Europe jusqu'à la victoire britannique, les réseaux de résistance et de sabotage de l'organisation sont chargés d'intervenir en *soutien* à des forces d'invasions britanniques et alliées *lors* de la reconquête du continent. Des actes de sabotage peuvent être entrepris lorsque l'occasion ou la nécessité se présente, mais les agents du *SOE* doivent surtout assurer la collaboration des réseaux de résistance locaux avec les Britanniques en fonction des intérêts militaires alliés¹⁰⁵.

Non seulement le *SOE* est créé grâce à l'appui du premier ministre, c'est également grâce à lui qu'il fonctionne pendant toute la guerre. Dès sa création, le service fait face à une sévère opposition de la part du *SIS* pour qui les opérations du *SOE* menacent l'infiltration d'agents de renseignements en Europe¹⁰⁶. En effet, pour mener à bien ses objectifs, le *SIS* est avantagé par des zones contrôlées calmes où la suspicion de mouvements ennemis est moindre. En menant des opérations de sabotage, le *SOE* risque d'entraîner des chasses aux espions dans les territoires occupés, mettant ainsi en péril les agents de renseignements. En raison de ces craintes, le *SIS*

¹⁰³ Stafford, « Churchill and SOE », 47-49.

¹⁰⁴ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*.

¹⁰⁵ Vance, *Unlikely Soldiers*, 114-17.

¹⁰⁶ Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 83-84.

considère que les deux organisations ne peuvent pas opérer dans les mêmes zones... à moins que le *Special Operations Executive* ne tombe sous son contrôle évidemment¹⁰⁷. Les deux services se concurrencent également dans l'accès aux ressources, pour ce qui est des moyens de transport vers la France par exemple, ce qui limite leurs opérations¹⁰⁸. Ces tensions mènent au remplacement de Dalton par lord Selborne à la tête du *SOE* en 1942, mais, malgré les demandes du *SIS*, Churchill continue d'appuyer le service et assure ainsi sa continuité¹⁰⁹.

Le soutien du premier ministre ne facilite toutefois pas l'obtention des ressources ou le recrutement des agents nécessaires pour que l'organisation puisse mener à bien sa mission¹¹⁰. Elle a besoin d'agents à infiltrer et de matériel pour les réseaux qu'ils organisent¹¹¹. Ces réseaux comportent généralement au moins un organisateur et un opérateur radio en plus d'experts en démolition, de messagers, de guides et de résistants locaux¹¹². Ils sont censés être « apolitiques ». En d'autres mots, « le *SOE* était prêt à travailler avec n'importe quel homme, femme, ou institution catholique ou franc-maçon, totskyste ou libéral, syndicaliste ou capitaliste, rationaliste ou chauvin, radical ou conservateur, stalinien ou anarchiste, juif ou gentil, qui pût contribuer à battre les nazis¹¹³ ». L'organisation ne doit donc pas prendre parti sur le plan politique et utiliser toutes les ressources humaines qui lui sont accessibles pour atteindre son objectif.

Le *SOE* opère à la grandeur du globe. Ses opérations sont divisées selon les théâtres d'opérations, soit l'Europe de l'Ouest, la Méditerranée et l'Asie du Sud-est ainsi que l'Océanie et

¹⁰⁷ Anthony C. Brown, « C »: *the secret life of Sir Stewart Graham Menzies spymaster to Winston Churchill* (New York: Macmillan, 1987), 295.

¹⁰⁸ Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 272; Richards, « *SOE and Sea Communications* », 51.

¹⁰⁹ Stafford, « *Churchill and SOE* », 55-59.

¹¹⁰ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 70.

¹¹¹ Anthony Cave Brown, *Bodyguard of Lies* (New York : Bantam Books, 1978), 6-7.

¹¹² Vance, *Unlikely Soldiers*, 120-21.

¹¹³ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 71.

les Amériques. Chacun regroupe plusieurs sections correspondant à différentes régions infiltrées par l'organisation. Ces sections planifient les opérations, s'occupent du recrutement et assurent le suivi des agents sur le terrain. Par exemple, neuf se trouvent en France incluant la Section F. Les opérations y sont cependant compliquées par certains facteurs politiques, ce qui explique le grand nombre de sections, comme on le verra ci-dessous¹¹⁴.

2.2. Le cheval de bataille français

2.2.1. La Section F : entre Churchill et de Gaulle

Initialement, la France est perçue comme la région où les opérations du *SOE* ont le plus de chance de réussite¹¹⁵. La réalité s'avère cependant plus complexe. Après la chute de la France, la présence allemande jumelée au plus grand éloignement des Anglais limite la participation de Français dans les opérations de l'organisation qui craignent en outre les représailles nazies. Il faudra attendre l'avancée des Alliés en Italie et les préparatifs d'un débarquement en Europe de l'Ouest pour que les Français, encouragés par les victoires alliées, commencent à participer en plus grand nombre aux réseaux du *SOE*¹¹⁶. Avant 1942, sur le plan politique, l'existence de la France de Vichy complique également les opérations du *SOE*. En effet, Londres espère convaincre cette dernière de rejoindre la lutte contre Berlin. Churchill ne souhaite donc pas créer un incident diplomatique en menant des opérations de sabotage sur le territoire français¹¹⁷.

L'infiltration d'agents dans les territoires conquis à une dimension politique qu'il ne faut pas négliger. Londres accueille plusieurs gouvernements en exil qui ne sont pas nécessairement favorables à l'infiltration de leur territoire par les Britanniques ou de leurs décisions

¹¹⁴ Foot et Crémieux-Brilhac, 76-78; Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 12-13.

¹¹⁵ Robert Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945 : An Official Account of the Special Operations Executive's French circuits* (Londres: Frontline Books, 2016), 17-18.

¹¹⁶ Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945*, viii.

¹¹⁷ Vance, *Unlikely Soldiers*, 119.

opérationnelles. Londres contrôle les opérations de sabotage qui opèrent en fonction des intérêts militaires britanniques... intérêts qui ne correspondent pas nécessairement aux désirs des gouvernements en exil¹¹⁸.

Les opérations en France reflètent bien cette situation. En effet, Londres doit collaborer avec le général Charles de Gaulle, dirigeant des Forces françaises libres. Au début de la guerre, Churchill ne considère pas ce dernier comme un vrai représentant national français puisqu'il ne faisait pas partie du gouvernement avant la chute de Paris¹¹⁹. En s'alliant au Général, Londres prend également le risque de se mettre à dos des alliés français potentiels opposé à ce dernier ou que ce dernier rejette¹²⁰. La délicatesse de la situation n'empêche pas le premier ministre de devoir composer avec le général qui représente la « France libre ». Ce dernier se dote même d'un service secret en 1941, le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) avec lequel il souhaite contrôler toutes les activités de guérilla dans son pays, y compris celles de la section F du *SOE*¹²¹. Le Général considère la présence d'une organisation spéciale étrangère en France comme une violation de la souveraineté du pays¹²².

Afin de calmer les tensions avec la France libre, le *SOE* met en place lors de l'été 1941 la section RF qui est chargée d'assurer la collaboration avec le colonel Passy du BCRA. Cette section, dirigée par les gaullistes, s'occuperait des agents et des réseaux sous le contrôle de De Gaulle¹²³. Les réseaux de la section F et de la section RF demeurent cependant séparés en raison de la

¹¹⁸ Stafford, *Britain and European resistance*, 1 et 27; E.H Cookridge, *Mettez l'Europe à feu: organisation et action du S.O.E en Europe occidentales, 1940-1945* (Paris: Fayard, 1968), 21.

¹¹⁹ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 22-23; Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe*, 180-81.

¹²⁰ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 79-80.

¹²¹ Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945*, xiv-xv.

¹²² Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 85.

¹²³ Cookridge, 87-88.

méfiance de Londres quant aux mesures de sécurité des opérations de De Gaulle¹²⁴. Le Général considère, pour sa part, que les Anglais minent le travail du BCRA¹²⁵. Ainsi, malgré la création de la section RF, les relations avec la France libre ne s'améliorent pas. En septembre 1941, Guy Liddell, un haut gradé du *MI 5*, responsable du contre-espionnage, en témoigne.

General de Gaulle seems to have thoroughly blotted his copybook, in Africa, Egypt and Syria. He has been talking a lot against the British and saying that he would like to place his movement under the American flag. The Prime Minister is extremely annoyed and has given orders that no department is to have any relations with him for the time being. As this order has never reached us we are in the ironical position of being his only friends¹²⁶.

Les relations entre les deux hommes s'améliorent cependant quelque peu en 1943 avec la création d'un Comité national français et la reconnaissance du Général comme responsable de la nation française.¹²⁷ En effet, le BCRA s'est employé à l'aide de la section RF à regrouper les différentes organisations de résistance existantes en France menant ainsi à la création de ce comité¹²⁸. Malgré cela, les relations entre Londres et la France libre sont rarement au beau fixe, ce qui complique les opérations du *SOE*, notamment le recrutement.

2.2.2. « Fabriquer des Français » : le problème du recrutement

Les besoins de recrutement au *SOE* diffèrent selon les rôles à combler : ceux des cadres, de chefs de section ou autres postes plus élevés sont attribués à des Britanniques ayant généralement étudié dans des écoles « publiques » comme Eton, Cambridge, Oxford, Winchester... Issus d'une classe socioéconomique semblable, ces officiers ont ainsi des références culturelles et des

¹²⁴ Fabrizio Calvi, *OSS, La guerre secrète en France: Les services spéciaux américains, la résistance et la gestapo, 1942-1945* (Paris: Nouveau Monde, 2015), 262; Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945*, xiv-xv.

¹²⁵ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 22-23.

¹²⁶ Nigel West et Guy Maynard Liddell, *The Guy Liddell Diaries, Volume I: 1939-1942: MI5's Director of Counter-Espionage in World War II* (London: Taylor & Francis Group, 2005), 171.

¹²⁷ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 22-23; Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe*, 180-81.

¹²⁸ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 24.

raisonnements similaires qui peuvent faciliter la prise de décision. Au contraire, les agents sur le terrain forment un groupe très hétérogène comportant des individus, hommes comme femmes, de tous les milieux sociaux et de nombreuses nationalités¹²⁹. Dans les deux cas, il s'agit généralement d'« amateurs ». Ils ne sont pas issus d'écoles de services secrets et sont souvent peu formés¹³⁰.

Le *SOE* cherche à recruter des individus courageux, mais surtout avec du bon sens. Les agents sur le terrain seront régulièrement confrontés aux nazis et aux collaborateurs; ils devront se dissimuler et mener des actes de sabotage discrètement, ainsi que possiblement résister à la torture s'ils se font capturer. Il faut du courage pour infiltrer les lignes ennemies sans garantie de survie et, dans ces conditions, un individu prudent a plus de chance de survivre et de réussir. Être plus solitaire est également un trait apprécié des recruteurs; un agent peut devoir se dissimuler et rester seul pendant un certain temps; quelqu'un de moins social, de plus réservé est moins susceptible de se faire découvrir¹³¹.

Les critères de sécurité pèsent lourd dans l'équation pour ce qui est du choix d'un agent. Les « patriotes » sont souvent privilégiés puisque, dans le désir de protéger leur patrie, ils seraient plus à même de résister à la torture. Pour les mêmes raisons de fiabilité, la nationalité est un facteur pris en compte lors du recrutement. Pour le *SOE*, les Britanniques et les Américains sont perçus comme étant plus fiables puisqu'ils seraient poussés à défendre l'intérêt national. Ce n'est pas un critère appliqué strictement, les individus ayant des motivations antinazies, les Juifs par exemple, sont également bien vus¹³².

¹²⁹ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 111-12.

¹³⁰ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 35.

¹³¹ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 113; Vance, *Unlikely Soldiers*, 125.

¹³² Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 113-15; Vance, *Unlikely Soldiers*, 125.

Le critère le plus important est cependant la capacité d'un individu à se faire passer pour un habitant de la région à infiltrer. Cela signifie notamment de maîtriser la langue locale, la culture et la géographie¹³³. Ils doivent passer inaperçus face à des agents nazis et traverser des contrôles¹³⁴. Idéalement, les agents recrutés proviennent de la région à infiltrer. Dans le cas de la France, cela signifie pour le *SOE* de recruter des citoyens britanniques d'origine française y ayant travaillé durant une longue période¹³⁵. Il y a cependant un bassin de recrutement limité en Grande-Bretagne et l'affiliation politique de certain candidat peut nuire à leur recrutement¹³⁶. Londres peut tout de même s'appuyer sur les réfugiés en provenance des pays conquis. Ceux-ci constituent une réserve de agents potentiels¹³⁷. Cette ressource n'est toutefois pas accessible dans le cas de la France.

En effet, de Gaulle et Churchill se sont entendus pour que tous les ressortissants français souhaitant participer au conflit ne puissent s'engager que dans les forces françaises libres. Il s'agit ainsi d'un bassin de recrutement inaccessible au *SOE* qui doit trouver des agents n'étant pas Français¹³⁸. Dans ces conditions, comme l'a si bien dit E.H Cookridge, « Buckmaster [dirigeant de la section F] fut obligé d'utiliser des Français de sa propre fabrication »¹³⁹. Pour combler les besoins de recrutements, la section F s'est tournée vers le Commonwealth, notamment le Canada. La présence de francophones en fait une zone de recrutement intéressante. Cependant, si les Canadiens français parlent la langue de Molière, ils connaissent peu la France et possèdent un accent distinctif : on craignait qu'ils aient plus grandes chances de se faire repérer qu'un Britannique

¹³³ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 35-36.

¹³⁴ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 115.

¹³⁵ Vance, *Unlikely Soldiers*, 125.

¹³⁶ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 115; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 13.

¹³⁷ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 89.

¹³⁸ Cookridge, 83.

¹³⁹ Cookridge, 89.

anglophone ayant fait des études ou travaillé en France¹⁴⁰. Pour cette raison, le *SOE* considérait leur emploi risqué. Le besoin d'agents a tout de même mené l'organisation à recruter des Canadiens français et à leur enseigner les informations essentielles au risque qu'ils soient démasqués¹⁴¹. Le *MI 9* a fait de même.

3. Laissés derrière : le *MI 9*

Le *MI 9* représente une autre forme de guerre clandestine. Subordonnée au *SIS*, l'organisation infiltre les lignes ennemies, s'appuie sur les résistants locaux et détourne une partie des troupes allemandes du front au même titre que le fait le *SOE*. Les objectifs et les moyens utilisés sont cependant différents¹⁴². Les agents du *MI 9* sont chargés de faciliter le retour de soldats pris derrière les lignes ennemies, autant ceux évadés de prisons que ceux ayant échappé à la capture pour que, idéalement, ils retournent se battre pour les Alliés. Les pilotes sont les principales cibles des réseaux d'évasion. En effet, former des hommes pour les forces de l'air est un processus long et coûteux. Chaque rapatriement de pilote est donc un gain pour Londres¹⁴³. Les réseaux d'évasion contribuent également à récolter de l'information sur les nazis, sur leurs armes par exemple, et empêchent ceux-ci de faire de même puisque chaque soldat récupéré est un soldat de moins pouvant révéler des informations sensibles à l'ennemi¹⁴⁴. De même, chaque tentative d'évasion de prison par des soldats alliés force les nazis à y envoyer des hommes pour augmenter la surveillance. Cela signifie moins de soldats sur le front¹⁴⁵.

¹⁴⁰ Vance, *Unlikely Soldiers*, 216; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 13.

¹⁴¹ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 13.

¹⁴² Huguen, « Les débuts et le fonctionnement d'un réseau d'évasion », 3; Brown, C, 429.

¹⁴³ Huguen, « Les débuts et le fonctionnement d'un réseau d'évasion », 4-5.

¹⁴⁴ Fry, *MI9*, 3; Foot, *MI9*, 34-35.

¹⁴⁵ Fry, *MI9*, 122; Foot, *MI9*, 34-35.

Le *MI 9* travaille sur deux fronts, en formant et équipant les soldats aux techniques d'évasion tout d'abord, puis en créant des réseaux d'évasion dans les pays occupés. Pour les Alliés, échapper à la capture ou s'évader d'un camp d'emprisonnement ennemi est un devoir. La guerre n'est pas finie lorsqu'un soldat est capturé, il doit donc continuer le combat¹⁴⁶. Afin de faciliter le tout, le *MI 9* a conçu des trousseaux d'évasions qui sont distribués aux pilotes¹⁴⁷. Il envoie également à cet effet du matériel dans les prisons, comme des morceaux de radios ou des cartes. Cela représente un risque, puisque les Allemands pourraient bloquer l'envoi de colis humanitaires dans les camps si ce matériel est découvert. Il n'est donc jamais envoyé à travers des organisations légitimes, comme la Croix rouge, qui sont nécessaires pour la survie des prisonniers¹⁴⁸.

De manière semblable au *SOE*, l'organisation met également sur pied des réseaux dans les pays conquis. Ceux-ci s'appuient sur les citoyens locaux qui, spontanément, ont accueilli des soldats pris derrière les lignes ennemies après le retrait des Alliés. Les réseaux permettent de les dissimuler pendant plusieurs semaines avant de pouvoir les évacuer¹⁴⁹. Les premières évacuations à plus grande échelle ont eu lieu en 1942 et sont un succès : il est estimé qu'environ 90% des soldats ayant évité la capture ont été rapatriés par l'organisation¹⁵⁰.

Comme pour le *SOE*, le *MI 9* recherche des francophones pour ses réseaux en France. Le recrutement d'agents est cependant moins tourné vers les anciennes colonies et davantage sur l'expérience d'un individu à échapper à l'ennemi. Après Dieppe, plusieurs Canadiens français

¹⁴⁶ Foot, *MI9*, 23.

¹⁴⁷ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 8-9.

¹⁴⁸ Nathan M. Greenfield, *The forgotten: Canadian POWs, escapers and evaders in Europe, 1939-1945* (Toronto: HarperCollins Canada, 2013), 119.

¹⁴⁹ Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 222; Lucien Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo* (Montréal: Éditions du Jour, 1969), 9.

¹⁵⁰ Fry, *MI9*, 281 (152); Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 2004, 218 (140).

ayant réussi à regagner l'Angleterre depuis les lignes ennemies sont ainsi approchés par le *SIS* pour retourner en France¹⁵¹.

Conclusion

Ce n'est qu'avec la chute de la France que la guerre irrégulière devient partie intégrante de la stratégie militaire britannique. De premières organisations spéciales sont créées aux côtés des organisations de renseignements : le *SOE* et le *MI 9*. Elles sont chargées de créer des réseaux dans les pays conquis à l'aide des résistants et d'agents parlant la langue locale. Dans le cas de la France, cela est compliqué par les relations tendues entre les Britanniques et la France libre de Charles de Gaulle. N'ayant pas accès aux ressortissants français, Londres se tourne vers le Canada : les francophones du pays deviennent des recrues potentielles de choix.

En ayant recourt aux services spéciaux, en mettant sur pied le *SOE* et le *MI 9*, la Grande-Bretagne cherche à répondre plus efficacement à la menace allemande en ciblant son effort de guerre depuis les territoires contrôlés, notamment à travers des actes de sabotages. En encourageant ses soldats à s'évader des camps de prisonniers et en cherchant à les ramener en territoire allié, Londres divise les forces allemandes et rapatrie des ressources humaines précieuses en temps de guerre : des pilotes et du personnel navigant. De même, les Britanniques se tournent vers les Canadiens français pour outrepasser les limitations causées par les tensions avec De Gaulle en recrutant ailleurs des francophones. Ils peuvent alors répondre plus facilement, plus efficacement aux besoins en ressources humaines. Leur utilisation implique cependant une certaine coopération entre Ottawa et Londres. Nous verrons dans le chapitre suivant comment elle s'établit.

¹⁵¹ Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo*, 12 (144-45).

Chapitre 2 – Le Canada et la guerre secrète de Londres

Introduction

En 2002, l’auteur canadien Eric Walters publie le roman *Camp X*, portant sur deux enfants découvrant un camp militaire canadien secret lors de la Seconde Guerre mondiale. Le roman s’inspire de la *Special Training School (STS) 103*: situé en Ontario, cet établissement s’inscrit dans le cadre de la guerre secrète menée par les Britanniques contre les forces de l’Axe. Contrairement à ce qu’affirme le roman, il ne s’agit toutefois pas d’un camp militaire canadien, mais d’un projet spécial britannique, l’un de ceux que le Canada soutient lors de la Seconde Guerre mondiale. Comment un projet comme le « Camp X » en est-il venu à s’installer au Canada? Comment se développent ou s’organisent les relations entre Londres et Ottawa afin que le Royaume-Uni puisse mener à bien ses opérations spéciales? En d’autres mots, quel est le rôle du Canada au sein des opérations spéciales britanniques et comment ces dernières affectent-elles les relations entre les deux pays?

Afin de mieux comprendre cette participation, nous allons aborder dans ce chapitre deux moments précis de collaboration, soit le prêt de soldats canadiens pour des opérations spéciales britanniques, ainsi que le soutien apporté par Ottawa à la *British Security Coordination (BSC)*¹⁵². Nous allons tout d’abord nous pencher sur les relations entre la Grande-Bretagne et le Canada lors de la guerre. Nous étudierons également si l’opposition des Canadiens français à certaines mesures de guerre à un impact sur le soutien canadien aux Britanniques. Par la suite, nous nous pencherons

¹⁵² La BSC est une organisation associée à la *Special Organisations Executive* opérant en Amérique. Elle est chargée des opérations spéciales britanniques sur le continent et fait la liaison entre Londres, le Canada et les États-Unis à ce sujet.

sur le transfert de soldats canadiens-français et francophones aux organisations spéciales britanniques. Comment ce transfert se transcrit-il d'un point de vue financier et administratif? Comment sont sélectionnés les futurs agents? Dans la seconde partie, nous aborderons les relations canado-britanniques au niveau des services spéciaux à travers le *BSC*, plus précisément à travers son fonctionnement, le rôle qu'y joue le canadien William Stephenson, et la *Special Training School 103*, un établissement créé pour former des agents spéciaux. Cette section nous permettra de replacer l'envoi de Canadiens français dans les forces spéciales britanniques dans le contexte de la participation canadienne. Est-ce que le Canada y occupe un rôle actif? L'étude de la *BSC* et de ses opérations permettra de mettre en lumière la collaboration entre Ottawa et Londres par rapport aux opérations spéciales et l'influence des relations internationales dans celle-ci.

1. La guerre secrète à travers le prêt de ressources

1.1. Entre besoins britanniques et enjeux canadiens

1.1.1. Un aperçu des relations avec Londres : exemples du soutien canadien

Contrairement à la Première Guerre mondiale, où l'entrée en guerre britannique a automatiquement provoqué celle du Dominion, c'est volontairement que le Canada joint le Royaume-Uni dans sa lutte contre Hitler¹⁵³. Tout au long du conflit, Ottawa cherche à faire valoir son autonomie et son indépendance tout en agissant de concert avec les forces britanniques¹⁵⁴. Le Canada prend ainsi soin de conserver un droit de veto sur les opérations auxquelles l'armée canadienne participe, évaluant leur pertinence, si elles sont réalisables, si ses forces ont les

¹⁵³ C. P. Stacey, *Six Années de Guerre: L'Armée Au Canada, En Grande-Bretagne et Dans Le Pacifique*, vol. 1, Histoire Officielle de La Participation de l'armée Canadienne à La Seconde Guerre Mondiale (Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1957), 75; Robert Engen, *Strangers in Arms: Combat Motivation in the Canadian Army, 1943-1945* (Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2016), 19.

¹⁵⁴ David Stafford, *Camp X* (New York: Pocket Books, 1988), 35-36. Stacey, *Six Années de Guerre [...]*, 1:201.

ressources nécessaires pour les effectuer, etc.¹⁵⁵ En raison du manque d'expérience militaire du pays et de sa faible population, le Canada ne peut se permettre de diriger indépendamment ses propres théâtres d'opérations. Afin de ne pas dédoubler les lignes de communication, d'augmenter la pression sur la demande de personnel et compliquer la gestion du conflit, Ottawa cède, d'une certaine manière, la gestion de ses troupes à la Grande-Bretagne lors d'opérations militaires¹⁵⁶. Londres prend cependant soin de ne pas s'ingérer dans l'administration de l'Armée canadienne, respectant ainsi l'autonomie du pays¹⁵⁷.

Ces relations militaires avec la Grande-Bretagne se font notamment à travers le *Canadian Military Headquarters (CMHQ)*, à Londres, qui sert de lien entre le commandement de la défense nationale et celui des troupes outre-mer. Il permet de mieux organiser la mobilisation des renforts et établit le standard d'instruction requis¹⁵⁸. Le *CMHQ* prend également en charge le logement des troupes en Grande-Bretagne, leur équipement et leur entretien¹⁵⁹.

En plus d'appuyer les Britanniques sur le champ de bataille, le Canada se positionne comme intermédiaire entre Londres et d'autres nations sur la scène internationale. Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, les relations entre la Grande-Bretagne et Vichy au début de la guerre sont compliquées et, comme l'explique l'historien Olivier Courteaux, lorsque la communication entre les deux pays se rompt, ces derniers se tournent vers le Canada. Vichy demande à Ottawa d'intervenir en sa faveur auprès de Londres. Cette dernière, pour sa part, veut pousser Vichy à

¹⁵⁵ C. P. Stacey, *La Campagne de La Victoire: Les Opérations Dans Le Nord-Ouest de l'Europe 1944-1945*, vol. 3, Histoire Officielle de La Participation de l'Armée Canadienne à La Seconde Guerre Mondiale (Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1960), 43-45.

¹⁵⁶ Stacey, *La campagne de la Victoire [...]*, 3:660-66; Stacey, *Six Années de Guerre: [...]*, 1:219.

¹⁵⁷ Stacey, *Six Années de Guerre: [...]*, 1:219; Wesley K Wark, « The Evolution of Military Intelligence in Canada », *Armed Forces & Society* 16, n° 1 (1989): 82-85. Stacey, *La Campagne de La Victoire [...]* 3:660-66.

¹⁵⁸ Caroline D'Amours, « "Notre tâche est de rendre les hommes prêts au combat" : La formation des sous-officiers de renforts d'infanterie du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale » (Thèse de doctorat en Histoire, Ottawa, Université d'Ottawa, 2015), 171.

¹⁵⁹ Stacey, *Six Années de Guerre: [...]*, 1:202-3.

opposer plus de résistance à l'Allemagne et utilise les relations canado-françaises pour y arriver¹⁶⁰. Le Canada joue ce même rôle d'intermédiaire avec Washington, défendant les intérêts britanniques auprès des Américains, neutres au début de la guerre. Ce rôle international du pays prend cependant fin avec l'entrée en guerre des États-Unis à la fin de 1941 et le démantèlement du gouvernement de Vichy par les Allemands. Ottawa voit alors son influence en tant que principal allié britannique et intermédiaire sur la scène internationale diminuer¹⁶¹.

Sur le plan des services secrets, il est possible de retrouver la même dynamique de soutien et de dépendance entre Londres et Ottawa. En effet, le pays développe ses services secrets en fonction de ceux de ses alliés. Il étudie, par exemple, les informations que ces derniers recueillent ou même empruntent de leurs agents. L'alliance avec Londres et Washington permet au Canada de gagner en expérience au niveau des services secrets, mais nuit également au développement de projets ou d'organisations strictement canadiens. Dans le cas des services de renseignements, le Canada mettra néanmoins sur pied une unité de décryptage, l'*Examination Unit*, mais ce ne sera pas le cas pour ce qui est des services spéciaux¹⁶².

Cette décision s'explique à la fois par la stratégie militaire canadienne, jumelant ses opérations militaires aux Britanniques, par l'inexpérience du pays et en raison du coût requis pour mettre sur pied un service de forces spéciales : il faut du matériel, des hommes, du financement...¹⁶³ L'historien David Stafford affirme que cela serait également possiblement dû au dédain du premier ministre canadien pour ce type d'opération¹⁶⁴. Ainsi, au lieu de mettre sur pied

¹⁶⁰ Courteaux, *"The Stick and the Carrot"*, 34-41 (14-15-16).

¹⁶¹ Courteaux, 178-91.

¹⁶² Wark, « *The Evolution of Military Intelligence in Canada* », 77-85.

¹⁶³ Sean M. Maloney, « Qui a vu le vent? Survol historique des opérations spéciales canadiennes. », *Revue militaire canadienne*, automne 2004, 41.

¹⁶⁴ Stafford, *Camp X*, 1988, 278.

un service spécial avec toutes les complications impliquées, Ottawa appuie plutôt les organisations britanniques, notamment en leur prêtant des Canadiens français.

1.1.2. Le cas des Canadiens français : une possible cinquième colonne?

Au début de nos recherches, nous avons comme hypothèse que l'opposition des Canadiens français à la participation canadienne à la guerre, plus précisément par rapport à l'enjeu de la conscription, aurait fait hésiter les recruteurs à les engager comme agents spéciaux en raison notamment d'un possible risque à la sécurité : seraient-ils des agents loyaux ? Au début de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés, comme on l'a vu au chapitre précédent, craignent de voir apparaître une cinquième colonne dans leurs pays qui saboterait l'effort de guerre¹⁶⁵. Dans ce contexte, les mouvements nationalistes sont perçus comme des maillons faibles de la cohésion d'un pays que pourrait infiltrer l'ennemi. En Angleterre, le *MI 5* garde ainsi un œil sur les mouvements gallois et irlandais¹⁶⁶. Le Canada n'échappe pas à cette crainte d'un ennemi intérieur. Dès le début des hostilités, le ministère de la Défense recueille des rapports sur des ressortissants allemands, japonais, italiens qui pourraient représenter un danger pour le pays, soupçonnés simplement à cause de leurs origines. Il fait de même pour les citoyens canadiens originaires de ces pays. Des mesures sont également prises contre les partisans nazis canadiens, comme le Parti national social-chrétien québécois, dont le chef, Adrian Arcand, est emprisonné¹⁶⁷.

Est-ce un signe que les Canadiens français sont perçus comme un risque par rapport la formation d'une cinquième colonne? Ces derniers sont la cible à la fois de propagande vichyste et

¹⁶⁵ John Humphries, *Spying for Hitler: The Welsh Double-Cross* (Cardiff: University of Wales Press, 2012), 47.

¹⁶⁶ Humphries, 6-9.

¹⁶⁷ Yves Bernard et Caroline Bergeron, *Trop loin de Berlin : des prisonniers allemands au Canada (1939-1946)* (Sillery, Québec : Septentrion, 1995), 47-51.

allemande¹⁶⁸. Vichy, particulièrement, mise sur eux pour alimenter le débat en sa faveur au Canada avec des diffusions à la radio vantant leur esprit de résistance, leurs liens historiques avec la France et les réussites de la révolution nationale française. Cette propagande alimente les inquiétudes au Canada¹⁶⁹. À cela s'ajoute l'opposition des Canadiens français à certaines des mesures de l'effort de guerre. En effet, la majorité est en faveur de la participation canadienne à la guerre contre l'Allemagne, mais opposée à la conscription¹⁷⁰.

Cependant, l'historiographie montre que, en général, les Canadiens français ne prennent pas partie en faveur ou défaveur de la France de Vichy. Ils perçoivent également négativement le régime allemand, qui serait amoral et même antireligieux, et sont fiers du service des Canadiens volontaires au côté des Britanniques¹⁷¹. À la lumière de ce constant, les Canadiens français sont-ils un risque pour les opérations spéciales britanniques? Est-ce que le gouvernement canadien hésite à les prêter aux organisations? En étudiant les archives canadiennes liées aux opérations spéciales britanniques, cela ne semble pas être le cas. En réalité, aucun des dossiers, lettres ou rapports dans les archives étudiées pour la réalisation de ce mémoire ne mentionne que les Canadiens français pourraient représenter des risques particuliers de devenir des agents doubles ou des traîtres. Ils semblent être traités comme les autres recrues potentielles, les archives abordant principalement les questions administratives au sujet du prêt de soldats à la Grande-Bretagne¹⁷².

¹⁶⁸ Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle: Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945* (Saint-Laurent, Québec: Fides, 1999), 52-53; Bernard et Bergeron, *Trop loin de Berlin*, 49-51.

¹⁶⁹ Courteaux, *Canada between Vichy and Free France [...]*, 146; Wesley K Wark, « Cryptographic Innocence: The Origins of Signals Intelligence in Canada in the Second World War », *Journal of Contemporary History* 22 (1987): 642-43; Frédéric Smith, « *La France appelle votre secours* »: *Québec et la France libre, 1940-1945*, Études québécoises 94e (Montréal: VLB éditeur, 2012), 31.

¹⁷⁰ Courteaux, *Canada between Vichy and Free France [...]*, 15-19.

¹⁷¹ Courteaux, *Canada between Vichy and Free France [...]*, 26-27; Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle*, 75-77.

¹⁷² Parmi les documents d'archives répertoriés dans la bibliographie, notons en particulier les suivants : Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.12186, (ci-après BAC, RG24, 12186) 1/ATTACH WO/1; BAC, RG24 C-2, 12186, 1/ATTACH WO/1/2; Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol. 37541, (ci-après BAC, R112, 37541) 112.3s2009 (D190).

De plus, les dossiers militaires montrent que les agents canadiens sont en majorité des volontaires : aucun n'a été conscrit au sein de l'armée canadienne, la majorité s'est en fait enrôlée vers 1939-1940¹⁷³. Notre hypothèse de départ nous apparaît ainsi infondée : les Canadiens français ne semblent pas représenter un risque pour les opérations spéciales selon le gouvernement canadien, qui accepte sans crainte de les confier aux Britanniques.

1.2. Des soldats prêtés : Le *CANLOAN*, la *Q list* et les agents canadiens

1.2.1. Finances et administrations : comment organiser le prêt d'agents secrets pour des opérations secrètes dans une organisation secrète?

L'échange de soldats entre la Grande-Bretagne et le Canada est une pratique courante au XX^e siècle. Les archives militaires témoignent de ces échanges entre les deux alliés. Un rapport militaire de 1944 mentionne que, dès 1904, des officiers canadiens et britanniques sont échangés entre les deux armées dans le cadre de prêt, de rattachement et d'échange mutuel¹⁷⁴. En 1943, la pratique se codifie dans le programme « CANLOAN », soit le projet de pallier le manque d'officiers que connaît la Grande-Bretagne en ayant recours à des soldats canadiens¹⁷⁵. Le prêt de Canadiens aux services spéciaux britanniques s'inscrit dans cette pratique d'échange.

¹⁷³ Parmi les dossiers militaires canadiens répertoriés dans la bibliographie, notons en particulier les suivants : Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol.4, no.43097, Archambault, Jean-Paul (ci-après BAC, R112, 30507, 43097); Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol. 30976, no. 42235, Bieler, Gustave (ci-après BAC, R112, 30976,42235); Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol.30579, no. 42236, Pickersgill, Frank (ci-après BAC, R112, 30579, 42236).

¹⁷⁴ Les attachements de soldats à une armée alliée leur permettent de se former ou de prendre de l'expérience sur le terrain (fins de formations). Les soldats ainsi attachés ne servent cependant pas à remplir un poste vacant. Les échanges mutuels, pour leur part, impliquent le transfert d'un soldat en échange d'un ou de plusieurs de l'autre partie tandis que les prêts permettent à un des Alliés de combler un poste en particulier en demandant un soldat précis ou un soldat répondant à certains critères. Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.1010 (ci-après BAC, RG24, 1010), 9/INTERCHANGE/1, Memorandum on the Subject of Loans, Attachments, and Interchanges Between Individuals Belonging to the Military Forces of the Empire.

¹⁷⁵ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.1015 (ci-après BAC, RG24, 1015), 9/LOANS/8/3, Report No.145, 27 septembre 1945.

Avant 1942, les futurs agents spéciaux canadiens ne sont pas prêtés à la Grande-Bretagne, ils sont enrôlés dans son armée. Une fois sélectionnés par les services spéciaux, ils sont licenciés de l'armée canadienne afin d'être engagés par les Britanniques. Cette pratique génère plusieurs problèmes. Les soldats ainsi transférés perdent les avantages dont ils bénéficient dans l'armée canadienne, ce qui affecte leur solde ou encore les compensations auxquelles ils auraient droit en cas de blessure¹⁷⁶. La situation est également compliquée par le secret entourant les opérations spéciales. En effet, ces organisations limitent la production de traces écrites au détriment des agents eux-mêmes, qui sont défavorisés pour les promotions ou la progression salariale. Les contrats d'engagement de certains agents sont même faits oralement plutôt qu'à l'écrit¹⁷⁷.

À partir de 1942, les soldats sont plutôt prêtés aux Britanniques dans des conditions similaires à celles mises en place par le *CANLOAN*, le programme qui structure le prêt des agents¹⁷⁸. Le *War Office* envoie une demande de prêt qui doit être approuvée par l'armée canadienne. Celle-ci prend notamment soin de vérifier que le prêt est justifié et ne nuit pas aux intérêts canadiens¹⁷⁹. Le prêt est d'une période de 6 mois, renouvelable au besoin. Ainsi, les soldats demeurent attachés à l'armée canadienne, ils sont simplement transférés à une autre unité, la « *Q list* ». Les dossiers militaires canadiens des agents contiennent peu d'informations sur leur séjour au *War Office*. On y indique toutefois leur transfert à la « *Q list* »¹⁸⁰ : « the marginally named officers will be s.o.s. [Struck Off Strength] their present units w.e.f. [With Effect From] 30 sept 44

¹⁷⁶ BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO/1/3, Lettre du capitaine. Defries à Mrs Bell, 5 octobre 1944.

¹⁷⁷ Stuart R. Elliot, *Scarlet to Green: a History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963* (Toronto: Canadian intelligence and Security Association, 1981), 286-87; Roy MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1981), 23-24.

¹⁷⁸ BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190), Lettre du lieutenant-général du *Chief of Staff*, 28 octobre 1943; BAC, RG24, 1010, 9/INTERCHANGE/2, Mémorandum intitulé « Canadian Officers on Interchange », 8 décembre 1941.

¹⁷⁹ BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190), Mémorandum adressé au ministre, 25 octobre 1943, et lettre destinée à Drew-Brook du colonel L.M. Chelsey, 3 novembre 1943.

¹⁸⁰ Tous les dossiers militaires étudiés contiennent cette information, voir : BAC, 30507,13097, Bieler Gustave.

and t.o.s. [Took On Strength] 'Q' list oct 44 whilst employed on Intelligence duties. They will continue to remain on strength 'Q' list irrespective of employment in any theatre in which a cdn. [Canadian] Sec. [Section] GHQ [General Headquarters] 2nd echelon may be functioning »¹⁸¹.

La dernière partie de cette citation est particulièrement intéressante puisqu'elle fait référence à la « *X list* », la deuxième des « unités » mises en place par les forces canadiennes afin d'administrer le prêt ou l'échange des soldats. Les officiers sur cette dernière opèrent dans des théâtres d'opérations où se trouve l'armée canadienne. La « *Q list* », pour sa part, indique que les officiers se trouvent dans des régions où le Canada n'opère pas, les agents spéciaux sont une exception. En effet, peu importe si le pays agit ou non dans la région, les agents demeurent sur la « *Q list* », car le Canada, officiellement, n'opère pas dans la guerre secrète menée en Europe par la Grande-Bretagne¹⁸².

Les mentions de transfert à la « *Q list* » semblent être le principal indice de prêt aux services spéciaux d'un officier canadien dans leurs dossiers militaires. En raison de l'importance du secret, peu d'informations sont envoyées à l'armée canadienne après le transfert de l'agent : « Nothing is known of those men since they were transferred to the british Army ¹⁸³ », lit-on dans un dossier. Il n'est ainsi pas possible d'obtenir des détails sur leurs séjours au sein du *SOE* ou du *MI 9* dans les archives canadiennes. Leurs dossiers ne sont pas administrés selon les protocoles réguliers de l'armée. Seuls certains individus sont autorisés à gérer ces prêts, comme le lieutenant-colonel

¹⁸¹ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.1014 (ci-après BAC, RG24, 1014), 9/LOANS/1, Lettre envoyé au *CIC Records* par le major A.B. MaLaren, 17 octobre 1944.

¹⁸² BAC, RG24, 1014, 9/LOANS/1, Army Council Instruction No.1352 of 1944, 11 octobre 1944, et message destiné au *CIC Records* du major A.B. MaLaren, 17 octobre 1944; BAC, RG24, 1010, 9/INTERCHANGE/2, mémorandum intitulé « Canadian Officers on Interchange », 8 décembre 1941.

¹⁸³ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol. 37427 (ci-après BAC, R112, 37427) 112.3s.2009 (D41), Document intitulé « Special 25-1-1 », 13 mars 1945.

Walter qui assure la liaison avec le *War Office* ou encore M. Drew-Brooks, le représentant du *British Security Coordination* au Canada¹⁸⁴.

Demeure la question de qui paye ces agents. En 1943, un employé du *War Office* résume le protocole comme suit :

The soldiers will be shown as posted to special duty, without pay and allowances from cdn [Canadian] army funds. The Canadian army authority will continue to pay dependents allowances and assignments where applicable. The sums disbursed to be recovered from the British War Office [...] The Canadian army to retain responsibility only for non-effective benefits in case of disablement or death¹⁸⁵.

Ainsi, le salaire des officiers prêtés est payé par Londres, tout comme les versements à faire aux proches parents du soldat, leur épouse, leur mère, leur père.... Ottawa doit simplement payer en cas de mort ou de blessure. Ce n'est qu'en 1944 que le Canada accepte de payer la solde des agents canadiens qui est de 5 à 7,75\$ par jour selon le grade de l'agent¹⁸⁶. Les frais ou bénéfices propres au service dans des opérations spéciales demeurent tout de même à la charge de Londres¹⁸⁷. Ainsi, les agents canadiens, une fois recrutés, se retrouvent prêtés à Londres selon un protocole spécialement mis en place pour les services spéciaux.

1.2.2. Le recrutement : recommandations et sélection administratives

N'importe qui ne devient pas agent secret. La sélection s'effectue en plusieurs étapes visant à éliminer les candidats à risque. Les organisations spéciales ne pouvant pas publiciser leurs besoins de recrues dans les différents régiments sans mettre en péril le caractère secret de leurs

¹⁸⁴ BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO/1/3, lettre du capitaine Defries à Mrs Bell, 5 octobre 1944; BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190), lettre adressée à Mr Drew-Brook, 23 sept 1943, et document avec l'entête suivante « P.M.G. », 29 octobre 1943.

¹⁸⁵ BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO/1, mémo à l'attention du major Walter, 7 octobre 43.

¹⁸⁶ Stacey, *La Campagne de La Victoire*, 3:674; BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO/1/2, message à l'attention du capitaine. J.G. Defries de la part du capitaine D.P. May, 24 Juillet 1944.

¹⁸⁷ Elliot, *Scarlet to Green*, 286-87.

opérations, le recrutement se fait donc principalement à travers des invitations destinées à des officiers précis, déjà sélectionnés pour leurs habiletés. Les candidats passent ensuite diverses entrevues et évaluations (parfois à leur insu) permettant de jauger leurs compétences. Ce n'est que s'ils sont choisis qu'ils apprennent quel poste leur est offert¹⁸⁸. Dans son ouvrage biographique, *Un Canadien français face à la Gestapo*, Lucien Dumais, un des agents canadiens du *MI 9*, décrit ainsi ce processus :

J'arrivai avec une permission de quinze jours en poche et réalisai bien vite que c'était pour avoir d'autres longues conversations sur les bancs de parcs [...] Durant ces quinze jours, d'innombrables questions me furent posées et souvent elles étaient vraiment extraordinaires. De plus, mon passé était l'objet d'une enquête des plus serrées. [...] Plus tard, je découvris que j'étais suivi et que l'on surveillait mes sorties. Des étrangers dans des « pubs » m'offraient à boire, devenaient vite très aimables et me forçaient même à boire¹⁸⁹.

Ce processus d'entrevues et de discussions sert à évaluer le tempérament du candidat, s'il a tendance à se confier sous l'effet de l'alcool, sa réaction sous l'effet de la colère, sa maîtrise de la langue demandée, le français dans le cas de Dumais. En bref, il s'agit de s'assurer qu'il a les capacités nécessaires pour devenir un agent spécial¹⁹⁰.

Le *SOE* et le *MI 9*, comme nous l'avons vu, doivent demander le transfert ou le prêt des soldats canadiens vers les forces britanniques¹⁹¹. On retrouve ainsi dans les archives canadiennes plusieurs télégrammes ou lettres mentionnant l'acceptation du prêt d'un officier ou d'un soldat pour des opérations spéciales britanniques¹⁹². Les opérations spéciales sont jugées suffisamment

¹⁸⁸ Terry Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents* (Oxford: Shire publications, 2016), 16-17.

¹⁸⁹ Lucien Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo* (Montréal: Éditions du Jour, 1969), 15-19.

¹⁹⁰ Dumais, 12-22.

¹⁹¹ Jonathan F. Vance, *Unlikely Soldiers: How two Canadians Fought the Secret War Against Nazi Occupation* (Toronto: Harper Collins, 2008), 103.

¹⁹² Parmi tous les documents se trouvant dans les archives notons les suivants : Bibliothèque et archives Canada (Ottawa), MG26-J1, vol.329, bobine C-6809 (ci-après BAC, MG26-J1, 329, C-6809), télégramme no.2018, 31 octobre 1942; BAC, R112, 30976, 42235, 5 juillet 1942; BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO/1, lettre adressée au major Walter de la part du lieutenant-colonel Kennedy, 1^{er} septembre 1943, et lettre adressée au major Walter du capitaine Garrow, 10 octobre 1943.

importantes à l'effort de guerre pour que de telles demandes soient perçues comme justifiées par l'armée canadienne¹⁹³. Si le candidat est un civil, comme le montre le cas de Frank Pickersgill, il doit tout d'abord être accepté dans l'armée canadienne avant de pouvoir devenir agent¹⁹⁴. Son expérience en France en fait un candidat intéressant pour le *SOE* qui lui offre alors un poste.

Un autre agent, Gustave Bieler, a attiré l'attention du *SOE* à la suite d'une rencontre avec Buckmaster, le dirigeant de la section française de l'organisation. Bieler était l'officier responsable du renseignement dans son unité, ce qui l'a mené à rencontrer des responsables du *SOE*¹⁹⁵. Après son recrutement, Bieler recommande le Canadien Gabriel Chartrand au *SOE*, Chartrand devenant un autre agent de l'organisation¹⁹⁶. Les recommandations sont prises en compte en priorité pour ce qui est de recrutement. Ce n'est que lorsqu'il n'est pas possible de combler des postes que le *War Office* choisit des officiers à passer en entrevue¹⁹⁷.

Les agents canadiens du *MI 9* sont également principalement recrutés après avoir attiré individuellement l'attention de l'organisation. Lucien Dumais, Conrad LaFleur, Robert Vanier et Guy Joly ont tous participé au débarquement de Dieppe et ont été capturés par les forces allemandes. Ils ont cependant été capables de s'enfuir et rejoindre les réseaux d'évasions du

¹⁹³ BAC, MG26-J1, 329, C-6809, télégramme no.2680, 31 octobre 1942.

¹⁹⁴ Pickersgill a passé plusieurs années en France avant la guerre. Ce faisant, il connaît bien la culture française et dispose de plusieurs contacts dans le pays. Après la chute de la France, il est interné par les nazis, mais parvient à s'échapper et rejoindre l'Espagne. Vance, *Unlikely Soldier*, 100-103; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 49-50; Pickersgill, *The Making of a Secret Agent*, 198-99.

¹⁹⁵ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 29.

¹⁹⁶ Peter C. Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes: Courage & Daring behind Enemy Lines* (Edmonton: Folklore Pub., 2007), 169-70.

¹⁹⁷ The National Archives (Londres), HS 7/51 (ci-après TNA, HS 7/51), Industrial Sabotage Training 1941-1944, chapitre XIII.

*MI 9*¹⁹⁸. Lors de débriefage à leur retour en Angleterre, leur capacité à passer inaperçus en France et l'expérience acquise suite à Dieppe les a fait ressortir comme candidats intéressants¹⁹⁹.

Les opérateurs radio ou « *Signalmen* » sont également de valeur pour les organisations spéciales. Le contact avec les agents infiltrés se faisant à travers des radios, il est essentiel d'avoir des agents formés sur leur utilisation, mais ces hommes meurent en grand nombre derrière les lignes ennemies. La nécessité d'opérateurs radio francophones pousse Londres à se tourner vers Ottawa²⁰⁰. Plusieurs agents canadiens proviennent ainsi du *Royal Canadian Corps of Signals*, comme Raymond Labrosse du *MI 9* et Roger Caza du *SOE*.²⁰¹

Comme le remarque C.P. Stacey, les agents recrutés sont tous des officiers²⁰². Cela n'est pas dû au hasard. En effet, les Britanniques sont d'avis que les agents capturés sont mieux traités par les Allemands s'ils sont officiers plutôt que de simples soldats. Lors du recrutement des agents, le *War Office* demande donc au gouvernement canadien de faire d'eux des officiers afin de leur assurer cette protection. Ainsi, de simples soldats comme Allyre Sirois ou Roméo Sabourin obtiennent le grade de lieutenant²⁰³.

Lorsque les ressources humaines en Angleterre sont épuisées, tant au sein de la population britannique que parmi les soldats canadiens qui y sont stationnés, le *War Office* se tourne vers

¹⁹⁸ Affaires des anciens combattants Canada, *Un Courage peu ordinaire: les agents secrets canadiens au cours de la Seconde Guerre mondiale*. (Ottawa: Direction générale des affaires publiques, Anciens combattants Canada, 1985), 3-4; Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes*, 56-57.

¹⁹⁹ Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes*, 84-88; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 264-655; Francis H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War: Its Influence on Strategy and Operations*, vol. 2 (Cambridge: Cambridge University Press, 1981), 32.

²⁰⁰ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 14-15.

²⁰¹ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 79-80. Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes*, 56-57; Stacey, *La Campagne de La Victoire*, 3:674.

²⁰² Stacey, *La Campagne de La Victoire*, 3:674.

²⁰³ BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO/1, mémorandum du major F.H. Walter, 16 novembre 1943.

Ottawa pour obtenir d'autres candidats francophones²⁰⁴. Ce recrutement d'officiers canadiens-français convient au gouvernement. En effet, l'armée canadienne connaît vers 1943 un surplus d'officiers d'infanterie. Le prêt de certains aux Britanniques leur permet de contribuer à l'effort de guerre. Ottawa répond donc à la demande de Londres et envoie 49 candidats à la *STS 103*²⁰⁵. Le gouvernement autorise ainsi la *BSC* à recruter au pays et facilite le travail de l'organisation en recrutant les candidats civils sélectionnés dans l'armée²⁰⁶. Ce recrutement se fait cependant sous certaines conditions. Les recrues doivent ainsi passer l'examen médical de l'armée et signer un formulaire indiquant leur accord à être prêté à la Grande-Bretagne²⁰⁷. Ainsi, le gouvernement canadien contribue au recrutement d'agents britanniques soit en autorisant le transfert de soldats, soit en proposant des candidats au *BSC* pour répondre aux besoins de Londres.

2. La *British Security Coordination* : relations entre Ottawa, Londres et Washington ou entre les États-Unis et la Grande-Bretagne à travers le Canada

2.1. La *BSC* : la guerre secrète jusqu'en Amérique

2.1.1. Une organisation tournée vers les États-Unis

Dès le début de la guerre, la Grande-Bretagne s'inquiète de la présence potentielle d'espions en Amérique. En 1940, le *MI 6* britannique entre donc en contact avec Washington afin de mettre sur pied une organisation favorisant la coopération entre les services secrets des deux pays, la

²⁰⁴ Plusieurs documents en font mention incluant les suivants : BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190), lettre du colonel Chesley à Drew-Brook, 3 novembre 1943, lettre adressée au major Justin du colonel Chesley, 23 septembre, et lettre au ministre du *Chief of General Staff*, 25 octobre.

²⁰⁵ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 86-87.

²⁰⁶ Montgomery H. Hyde, *The Quiet Canadian: The secret service story of Sir William Stephenson* (London: Constable, 1989), 225-27; Stafford, *Camp X*, 1988, 196.

²⁰⁷ BAC, R112, 37427) 112.3s.2009 (D41), mémorandum du *Department of national Defence* signé par le Brigadier R.B. Gibson, 15 janvier 1943.

British Security Coordination, qui s'installe à New York²⁰⁸. La *BSC* a trois principaux objectifs : prévenir le sabotage de cargaisons britanniques en provenance des États-Unis, surveiller les activités allemandes et encourager les Américains à soutenir l'effort de guerre britannique²⁰⁹. L'organisation opère donc sur différents fronts. Elle met sur pied une équipe de décrypteurs afin de récolter de l'information provenant des communications entre les sous-marins allemands interceptées, établit un réseau de communication secret entre les deux pays (menant notamment à l'arrestation d'agents allemands aux États-Unis) et opère en Amérique latine pour lutter contre des opérations de sabotages des nazis²¹⁰.

Les opérations de la *British Security Coordination* tournent beaucoup autour de Washington et de la coopération entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, notamment entre le *SIS* britannique et le *FBI* américain, puis entre l'*Office of Strategic Services (OSS)* et le *SOE* afin de lutter contre les services spéciaux allemands²¹¹. Cette coopération ne signifie cependant pas que l'organisation britannique met en place un réseau d'espions et d'agents aux États-Unis. La *BSC* a principalement un rôle de liaison avec Washington et opère à l'extérieur du pays, en Amérique du Sud principalement²¹². Elle aide également les États-Unis à mettre sur pied leur propre organisation spéciale, l'*OSS*²¹³.

Bien que la *BSC* soit installée aux États-Unis et assure la coopération entre ces derniers et la Grande-Bretagne, ces opérations s'étendent à la grandeur du continent américain et dépendent

²⁰⁸ MaClaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 88.

²⁰⁹ Hyde, *The Quiet Canadian*, 49-50; F. H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War: Security and counter-intelligence*, vol. 4 (Cambridge University Press, 1990), 144-45.

²¹⁰ Hyde, *The Quiet Canadian*, 3-4; Anthony C. Brown, « C »: *the secret life of Sir Stewart Graham Menzies spymaster to Winston Churchill* (New York: Macmillan, 1987), 264; David Stafford, « "Intrepid": Myth and Reality », *Journal of Contemporary History* 22, n° 2 (Avril 1987): 315.

²¹¹ Hyde, *The Quiet Canadian*, 24-25 et 225-27.

²¹² Brown, *C*, 390-93; Stafford, « "Intrepid" », 313; Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, 2:53-54.

²¹³ Stafford, *Camp X*, 165; E.H Cookridge, *Mettez l'Europe à feu: organisation et action du S.O.E en Europe occidentales, 1940-1945* (Paris: Fayard, 1968), 64.

grandement d'Ottawa. En effet, l'organisation britannique recrute ses membres principalement au Canada pour ses opérations au pays et aux États-Unis en raison de la neutralité qui empêche le recrutement d'Américains²¹⁴. Ottawa envoie ainsi des membres de l'armée, mais surtout du personnel administratif, des femmes principalement qui sont employées comme secrétaires. Les postes exécutifs sont généralement remplis par des Britanniques envoyés de Londres par le *War Office*²¹⁵. La *BSC* représente également les organisations spéciales britanniques au Canada, mais Ottawa s'appuie davantage sur le *MI 5* dans ses relations avec les services secrets anglais²¹⁶.

Malgré cela, la *BSC* intervient auprès d'Ottawa pour répondre aux besoins du *SOE*, notamment pour ce qui est du recrutement. En effet, l'organisation prend en charge les opérations de recrutement d'agents au Canada. Elle s'occupe notamment du recrutement de 49 canadiens francophones en 1943 afin de répondre aux besoins de la section F. À l'aide de son représentant, Drew-Brooks, la *BSC* effectue la liaison entre les opérations européennes du *SOE* et les opérations prenant place au Canada²¹⁷. Le pays bénéficie également d'une plus grande coopération avec les États-Unis et la Grande-Bretagne au sujet de la transmission de renseignements sur les forces de l'axe que favorise la *BSC*²¹⁸. Ainsi, bien que le Canada ne représente pas un des objectifs principaux de la *British Security Coordination*, Ottawa bénéficie de sa présence et soutient l'organisation notamment en autorisant le recrutement de citoyens canadiens, notamment des francophones.

²¹⁴ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 88; Elliot, *Scarlet to Green*, 427; Hyde, *The Quiet Canadian*, 24-25 et 225-27.

²¹⁵ Hyde, *The Quiet Canadian*, 200.

²¹⁶ Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, 4:145-47. BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190), Mémorandum destiné au ministre, 29 août 1944.

²¹⁷ Plusieurs documents font mentions de ces efforts de recrutements. Les archives suivantes en sont un exemple : BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190), lettre du colonel Chesley, 18 octobre 1943, lettre adressée au ministre de la part du *Chief of the General Staff*, 22 septembre 1943, et lettre destinée à *Drew-Brook* du lieutenant-colonel Chesley, 3 novembre 1943.

²¹⁸ Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, 4:144-45.

2.1.2. Représentant canadien ou ami de Churchill : le cas de William Stephenson

Bien que la majorité des cadres du *BSC* soient britanniques, son directeur est un Canadien, William Stephenson. Est-ce un signe que le Canada a un rôle actif dans l'organisation ? Né au Manitoba en 1897, Stephenson a servi comme pilote lors de la Première Guerre mondiale puis fait fortune comme entrepreneur à travers diverses compagnies internationales²¹⁹. Il développe notamment un processus pour le transfert de photos sans câble, investit dans un studio de film et acquiert des parts dans d'importantes compagnies de ciments. À travers ses entreprises commerciales, il développe un important réseau international et fréquente les mêmes cercles que le futur premier ministre britannique, Winston Churchill²²⁰. De là, ce dernier l'aurait nommé comme son représentant en Amérique du Nord.

Dans son ouvrage sur Stephenson, rédigé notamment à partir d'entrevues avec lui, Montgomery Hyde mentionne une conversation entre Churchill et l'homme d'affaires : « Pointing his finger at Stephenson, the Prime Minister said to him quietly : ‘ You know what you must do at once. We have discussed this most fully and there is a complete fusion of mind between us. You are to be my personal representative in the United States [...] »²²¹. Le journaliste Anthony C. Brown avance même que Churchill aurait défendu la nomination du Canadien à la tête du *BSC* malgré le désaccord du *SIS*²²². Cette thèse ne fait cependant pas l'unanimité parmi les chercheurs.

David Stafford considère l'idée que Stephenson aurait été le représentant de Churchill et un ami proche de celui-ci serait exagérée ou même erronée. En effet, l'information proviendrait de l'ouvrage *A Man Called Intrepid*, qui a été mal reçu par les chercheurs et les contemporains de

²¹⁹ Stafford, *Camp X*, 16.

²²⁰ Bernd Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War: The SOE and the Canadian Connection*, Dundurn (Toronto: Dundurn, 2016), 42-43; Hyde, *The Quiet Canadian*, i-xiv.

²²¹ Hyde, *The Quiet Canadian*, xii.

²²² Brown, C, 262-63; Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War*, 44.

Stephenson, dont l'éditeur des correspondances de Roosevelt-Churchill, Warren Kimbell, ou encore John Colvill, un des secrétaires du premier ministre. Ces derniers remettent en question l'importance de Stephenson auprès de Churchill. L'ouvrage serait même décrit comme « historically worthless » par l'historien officiel du *SOE*, MDR Foot²²³. Dans tous les cas, Stephenson est nommé comme le représentant britannique auprès des services de renseignements américains en 1940 et il est le seul canadien à avoir atteint un poste de commandement dans les opérations spéciales britanniques²²⁴.

Les liens de Stephenson avec les services secrets britanniques se développent dès les années 1930. En effet, ses voyages d'affaires et ses entreprises lui permettent de prendre connaissance de la production allemande de fer, nécessaire pour son effort de guerre. De là, il entre en contact avec les services de renseignements britanniques et possiblement avec Churchill²²⁵. Son réseau international fait de lui un atout intéressant pour les services spéciaux britanniques. Il dispose notamment des contacts nécessaires pour influencer l'opinion du public américain. Arrivé aux États-Unis, il établit également rapidement une bonne relation avec le *FBI*, l'ambassadeur britannique et les autorités canadiennes qui le soutiennent pour la mise en place de la *BSC*²²⁶. Stephenson est, par conséquent, recruté en tant qu'homme d'affaires pour son réseau de relations et non en tant que Canadien. Son rôle à la tête de l'organisation ne témoigne donc pas d'un pouvoir décisionnel donné à Ottawa par Londres dans les opérations spéciales.

²²³ Stafford, « "Intrepid" », 304-5.

²²⁴ F. H. Hinsley, *British Intelligence in the Second World War : Its Influence on Strategy and Operations*, vol. 1 (Londres: H.M.S.O., 1979), 312; Stafford, *Camp X*, 16; Maloney, « Qui a vu le vent? », 40-41.

²²⁵ Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War*, 42-43; Stafford, *Camp X*, 16.

²²⁶ Hyde, *The Quiet Canadian*, 47; Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War*, 48-49.

2.2. Le camp X : une initiative britannique, américaine ou canadienne?

La *British Security Coordination* ouvre au Canada une *Special Training School* afin d'entraîner de futurs agents spéciaux. Il s'agit de la *STS 103*, aussi communément appelée le *Camp X*. Fondé en 1941, l'établissement fait partie de l'expansion de la *BSC* dans les Amériques. Avec l'agrandissement de sa zone d'influence vient un besoin croissant d'agents. La création d'un centre de formation en Amérique permet de répondre à ce besoin sans avoir à envoyer les candidats en Europe pour leur formation. De même, cela permet de former et évaluer les candidats recrutés pour le *SOE* en Europe sur le continent afin de ne pas avoir à les renvoyer en Amérique s'ils ne sont pas retenus²²⁷. Le Camp X forme de nombreux agents destinés aux Balkans et à la France. Les 49 agents recrutés par la *BSC* débutent ainsi leur formation en Ontario²²⁸. L'école forme également des membres des forces canadiennes provenant notamment de la Gendarmerie royale du Canada ou du ministère des Affaires étrangères²²⁹.

Plus encore cependant, la *STS 103* vise à maintenir les relations avec les États-Unis. En effet, entraîner des agents américains est une importante motivation derrière la création du Camp X²³⁰. Avec ce dernier, la *BSC* souhaite aider l'*OSS* à poser former ses premières cohortes d'agents. Le camp, entrant en fonction peu avant l'entrée en guerre des États-Unis, permet à Washington de répondre rapidement à ses besoins au niveau de la guerre secrète, notamment au sujet d'infrastructures d'entraînement. Puisque les plans pour la *STS 103* étaient en place avant l'entrée en guerre des États-Unis, l'établissement ne pouvait pas y être bâti en raison de leur neutralité. Les

²²⁷ Stafford, « "Intrepid" », 311; Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War*, 84.

²²⁸ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 11-12 et 86-87.

²²⁹ Elliot, *Scarlet to Green*, 388; Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War*, 94.

²³⁰ Stafford, *Camp X*, xvi-xvii.

Britanniques se sont alors tournés vers le Canada²³¹. La *STS 103* est installée sur le site d'*Hydra*, une station radio de la *BSC* mis en place près de Whitby, en Ontario, reposant sur un grand terrain isolé et facile d'accès depuis les États-Unis²³².

Bien que l'établissement soit situé au Canada, Ottawa n'a pas d'autorité sur ses opérations. En effet, au lieu d'être sous l'autorité du service de renseignement canadien, le *Directorate of Military Intelligence*, la *BSC* a la responsabilité de l'établissement. Ottawa charge cependant le *Directorate of Staff Duties* de soutenir l'organisation notamment en envoyant des Canadiens y travailler et en organisant l'envoi des recrues canadiennes²³³. Comme à la *British Security Coordination*, les dirigeants du camp et les instructeurs sont britanniques. Le *SOE* envoie neufs instructeurs sous l'autorité du lieutenant-colonel Terence Roper-Caldbeck. Ottawa fournit, pour sa part, de l'assistance matérielle à la *STS 103* en lui procurant des véhicules par exemple. Cette assistance est cependant repayée par le gouvernement britannique²³⁴. Plusieurs documents d'archives détaillent cette entente concernant la « *Special 25-1-1* »²³⁵.

Le tout a continué jusqu'en 1944, année où le Camp X est fermé par le *SOE*, l'établissement n'étant plus nécessaire puisque l'*OSS* disposait alors de ses propres écoles d'entraînement et prenait progressivement le relais du *BSC* dans les opérations en Amérique du Sud²³⁶. En réaction à la fermeture, le Canada clôt les arrangements financiers avec la Grande-Bretagne, notamment en

²³¹ Stafford, *Camp X*, 66; Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War*, 84; Stafford, « "Intrepid" », 310-11. TNA, HS 7/51, Industrial Sabotage Training 1941-1944.

²³² MaLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 88 et 254; Hyde, *The Quiet Canadian*, xiv; Stafford, *Camp X*, 24-26.

²³³ Elliot, *Scarlet to Green*, 427; BAC, R112, 37427, 112.3s.2009 (D41), mémorandum du brigadier K. Stuart, 21 octobre 1941; BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190), message adressé au général Constantine du colonel Macklin, 24 octobre 1941, et lettre adressée au *Directorate of Military Intelligence*, 18 juillet 1944.

²³⁴ Stafford, *Camp X*, 59-61; Elliot, *Scarlet to Green*, 388; BAC, R112, 37541, 112.3s2009 (D190) message adressé au général Constantine du colonel Macklin, 24 octobre 1941.

²³⁵ Il s'agit d'une des appellations du Camp X dans les archives canadiennes. Le site est également appelé le « Projet J », « Installation J » ou encore la « J Forces ». Stafford, *Camp X*, 56-57; BAC, R112, 37427, 112.3s.2009 (D190).

²³⁶ Stafford, « "Intrepid" », 312-13.

réglant les dernières factures²³⁷. Ainsi, l'initiative britannique de la *STS 103* représente un autre exemple de la coopération internationale en matière d'opérations spéciales et montre le soutien du Canada envers les objectifs londoniens.

Conclusion

Le Canada n'a pas un rôle central dans la guerre secrète menée par les Britanniques, mais plutôt de soutien, en fournissant à la Grande-Bretagne des ressources humaines et quelques ressources matérielles. Dès le début de la guerre, le Canada participe à l'effort de guerre britannique sur les plans diplomatiques, militaires et économiques. Ce soutien se prolonge dans la guerre secrète que cherche à mener Londres contre les forces de l'Axe, sur le continent américain comme en Europe, où Ottawa envoie des Canadiens français. La loyauté de ces Canadiens français ou la possible présence d'une cinquième colonne parmi eux ne semble pas inquiéter Ottawa. Malgré leur opposition à la conscription et les efforts de la propagande allemande et vichyste dirigée contre eux, les archives gouvernementales ne font pas référence à des craintes particulières à leur égard, craintes qui auraient pu freiner leur envoi en Grande-Bretagne pour des opérations d'infiltrations.

Ce recrutement se fait soit à travers la *British Security Coordination* et l'Armée canadienne ou par le *War Office* à la suite de recommandations. Le Canada propose ainsi de possibles recrues aux Britanniques ou autorise le transfert de soldats choisis par ces derniers afin de répondre à leurs besoins. Leur envoi est encadré par le Canada qui les transfère dans la *Q list* pour marquer leur prêt, lequel doit être justifié pour l'effort de guerre et accepté par l'armée canadienne. Londres et Ottawa mettent donc en place un système pour traiter et organiser l'envoi de soldats de manière efficace. Grâce à ce système, les Britanniques peuvent avoir recours à des ressources humaines

²³⁷ BAC, R112, 37427, 112.3s.2009 (D41), message à Mr. Cameron du major O'Challies, 27 septembre 1944.

canadiennes qui n'auraient pas nécessairement pu être utilisées efficacement pour l'effort de guerre. Des soldats canadiens-français plus ou moins « utiles » au Canada peuvent donc aller servir dans l'armée britannique comme agents.

Ottawa aide également les opérations spéciales britanniques en Amérique. Le gouvernement répond aux besoins de la *BSC* en ressources humaines en l'autorisant à recruter au pays et autorise la construction d'une école de formations d'agents spéciaux en Ontario. Malgré ce soutien, les Canadiens n'occupent pas de rôles importants dans les opérations spéciales britanniques, à l'exception de Stephenson. L'homme d'affaires canadien est, en effet, le directeur de la *BSC*. Il n'est cependant pas nommé par le gouvernement canadien ou en relation avec celui-ci, mais plutôt en raison de ses contacts internationaux. Le fonctionnement de la *BSC* et ses opérations au Canada, principalement avec le Camp X, permettent de mieux comprendre la place que prend le pays dans les organisations spéciales britanniques et les liens qu'il conserve avec ses ressortissants devenus agents du *War Office*. Ottawa soutient les efforts britanniques, mais n'y joue pas un rôle actif ou de leadership. Londres profite de la collaboration canadienne pour mener à bien ses objectifs en Amérique du Nord, notamment auprès de Washington. Ce chapitre a montré que la coopération entre les deux pays permet donc à Londres de se positionner plus efficacement dans la guerre secrète avec un allié sur le terrain en Amérique du Nord et des ressources humaines et matérielles fournies par un autre.

Les relations entre le Canada et les opérations spéciales britanniques ne se limitent cependant pas au prêt de soldats ou de travailleurs. Puisque les soldats demeurent dans l'armée canadienne, un suivi doit être fait sur leur parcours, bien que ce suivi soit limité.

Chapitre 3 – Les Canadiens sur le terrain

Introduction

Après son entrée dans l'armée en 1942, Pickersgill mentionne dans une lettre adressée à sa famille « they have lent me to the British, however my address continues to be C.M.H.Q.—mainly for cigarette purposes ²³⁸». Le Canadien, que nous avons croisé dans le chapitre précédent, s'est inscrit dans l'armée canadienne afin de devenir agent spécial pour Londres. Comme les autres agents, il est prêté aux Britanniques. Cela ne signifie cependant pas que les obligations d'Ottawa à leur égard disparaissent. Ils demeurent des soldats canadiens et conservent comme adresse le *Canadian Military Headquarters (CMHQ)*, installé à Londres.

Bien que ne participant plus aux opérations canadiennes, Ottawa conserve certaines responsabilités envers ces agents et doit donc coopérer avec le *War Office (WO)* pour leur gestion. Comment se fait cette coopération ? Quelles informations les Canadiens ont-ils au sujet de leurs ressortissants dans les organisations spéciales britanniques ? Comment se fait l'intégration des Canadiens ? Afin de mieux répondre à ces questions, nous allons aborder l'entraînement reçu par les agents spéciaux ainsi que la perception qu'en ont les Britanniques. Nous étudierons par la suite le sort des agents rejetés du programme avant de poursuivre avec les missions auxquelles les Canadiens sélectionnés ont participé. Nous aborderons ainsi les opérations du *Special Operations Executive (SOE)* débutant vers 1942 et 1943, une période difficile pour les agents en France, puis celles de 1943 et 1944 qui visent, notamment, à faciliter le débarquement de Normandie. Le texte

²³⁸ Frank Pickersgill, *The Making of a Secret Agent*, 2e éd. (Halifax : Goodread biographies, 1983), 230.

se poursuivra avec les opérations du MI 9 et une étude de la place du Canada dans les opérations sur le terrain de ses ressortissants.

1. Les Canadiens en Angleterre : agents sous le *War Office*

1.1. La formation d'un agent secret : entraînement et évaluation des candidats

1.1.1. Les *Specials Training Schools*

Le parcours d'un agent commence par plusieurs semaines d'entraînement. Elles doivent lui permettre de poursuivre des opérations derrière les lignes ennemies et, plus important encore, survivre. Pour le *SOE*, cet entraînement a principalement lieu dans les *Special Training Schools (STS)*. Ces établissements sont créés de toutes pièces au début des années 1940 et se développent progressivement en recrutant les premiers agents retournant de mission comme instructeurs²³⁹. Quelques années plus tard, l'organisation dispose de soixante écoles situées sur l'ensemble du globe, au Canada, en Angleterre et en Algérie notamment, qui ont formé pendant la guerre plus de 10 000 agents²⁴⁰.

La première étape de la formation du *SOE* passe par un entraînement paramilitaire de quatre semaines où les agents s'entraînent physiquement, apprennent à lire des cartes et les bases du code morse. Ce cours permet de retirer rapidement les agents peu prometteurs du programme, avant qu'ils n'en apprennent trop sur les méthodes et les opérations de l'organisation²⁴¹. L'entraînement paramilitaire passe d'ailleurs de deux à quatre semaines entre 1940 et 1942 afin d'avoir plus de

²³⁹ E.H Cookridge, *Mettez l'Europe à feu: organisation et action du S.O.E en Europe occidentale, 1940-1945* (Paris: Fayard, 1968), 35.

²⁴⁰ Cookridge, 39-40; Roy MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1981), 116.

²⁴¹ Pickersgill, *The Making of a Secret Agent*, 215-18; Michael R. D. Foot et Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance: Le SOE en France, 1940-1944*, édition 2004 (Paris: Tallandier, 2008), 118-19.

temps pour pouvoir évaluer le caractère des agents et les retirer au besoin²⁴². En 1943, cette méthode d'évaluation est remplacée par des évaluations psychologiques des candidats.

Après leur formation paramilitaire, les agents sont envoyés dans les écoles du « groupe A » pour environ un mois²⁴³. Ils y apprennent de nouvelles techniques de combat comme le combat rapproché, différentes méthodes d'assassinats, le maniement d'armes non traditionnelles dans l'armée (le couteau par exemple). Ils apprennent également les bases du sabotage, à s'orienter et à se déplacer dans toutes sortes de conditions et de terrains²⁴⁴. Dans ces écoles de groupe A, on compte la *STS 103* mentionnée au dernier chapitre. Les agents recrutés par la *British Security Coordination* au Canada y reçoivent la formation paramilitaire ainsi que celle propre aux écoles de groupes A. L'établissement offre cependant également le curriculum des écoles de « groupes B », aux Américains. Il s'agit de l'étape suivante de la formation des agents²⁴⁵.

Si l'on se fie au syllabus de la *STS 103*, reproduit et publié en 2015 grâce aux archives britanniques, l'établissement offre des cours sur l'établissement de réseaux de saboteurs dans les pays occupés, sur la sécurité, incluant le codage de messages, et sur la démolition²⁴⁶. Les cours des *STS* de groupes B portent davantage sur les connaissances nécessaires pour assurer la réussite d'une opération, en d'autres mots, ce que les agents doivent savoir pour rester en vie derrière les lignes ennemies. En plus d'enseigner comment se dissimuler dans un pays occupé, trouver des alliés et comprendre comment opère l'ennemi, le *SOE* offre des cours spécialisés variant selon les agents²⁴⁷.

²⁴² The National Archives (Londres), HS 7/51 (ci-après TNA, HS 7/51), Industrial Sabotage Training 1941-1944, 74.

²⁴³ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 118-19.

²⁴⁴ Terry Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents* (Oxford: Shire publications, 2016), 18-21; Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 118-19; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 15-16.

²⁴⁵ David Stafford, *Camp X* (New York: Pocket Books, 1988), 99; TNA, HS 7/51, Industrial Sabotage Training 1941-1944, 75.

²⁴⁶ British SOE, *How to Become a Spy [...]*.

²⁴⁷ Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 44-46.

Ainsi, les opérateurs radio, par exemple, apprennent à dissimuler leurs transmissions et leurs appareils des Allemands tandis que les autres agents apprennent comment interagir avec leur opérateur et les mesures de sécurité pour le protéger²⁴⁸. En effet, « organizer must do everything possible to protect the W/T operator [l'opérateur radio] and the organization from the consequences of suspicion falling on him »²⁴⁹. Rappelons que les opérateurs radio sont essentiels en mission et le succès d'une opération dépendent souvent d'eux. Les élèves apprennent également tout au long de leur formation les coutumes précises aux régions où ils vont opérer²⁵⁰. Les agents canadiens étudiés ici apprennent donc les détails de leur identité française, quels vêtements porter pour ne pas se démarquer, comment manger comme un Français, etc²⁵¹. Ils subissent également des simili-interrogatoires afin d'être préparés à la possibilité d'être torturés s'ils sont capturés²⁵².

À la fin de leur formation, ils sont testés à l'aide d'exercices sur le terrain. Ainsi, les agents peuvent devoir contacter Londres ou même faire mine de saboter une cible²⁵³. Les opérateurs radio, par exemple, doivent effectuer des transmissions « secrètes » sans se faire intercepter par les agents de *Scotland Yard*, la police londonienne. Les agents américains de la *STS 103* reçoivent des tests semblables à Toronto²⁵⁴. Leur formation terminée, ils sont envoyés vers des écoles de transit situées près de pistes d'aviations pour un départ en tout temps. Les agents peuvent y rester une journée comme plusieurs semaines²⁵⁵.

²⁴⁸ British SOE, *How to Become a Spy*, 10-12 et 102-5.

²⁴⁹ British SOE, 104.

²⁵⁰ Gendron, *Le meilleur des hommes*, 57-59.

²⁵¹ Pickersgill, *The Making of a Secret Agent*, 215-18.

²⁵² Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 49-50; Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 25-26.

²⁵³ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 21.

²⁵⁴ Bernd Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War: The SOE and the Canadian Connection*, Dundurn (Toronto: Dundurn, 2016), 84-89; Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 26-27.

²⁵⁵ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 124.

La formation des agents du *MI 9* est semblable à celles données par le *SOE*. Ils étudient les mesures de sécurité nécessaires lors des opérations et testent leurs capacités en Angleterre avant leur départ. Ils reçoivent quelques cours plus précis à leurs tâches, comment effectuer le transfert de soldats ayant échappé aux Allemands, par exemple²⁵⁶. Ainsi, à travers cette série d'écoles, les agents apprennent leur rôle dans l'effort de guerre allié. Tout au long de leur formation, ils sont cependant soumis à un processus de sélection.

1.2.2. Évaluation des candidats en tant qu'agents spéciaux

Le processus de sélection d'un agent continue jusqu'à son départ en mission. Il risque d'être à tout moment renvoyé du programme et il peut également se désister. Cette évaluation continue, ayant lieu surtout dans les écoles de groupe A, permet de bien analyser le caractère d'un candidat et ses capacités. Il s'agit d'une suite au processus d'entrevue initial. Ces entrevues ne permettant pas de cerner entièrement le caractère d'un agent, le temps de formation devient important pour mieux connaître les candidats et leurs faiblesses. Il s'agit également d'un moyen pour vérifier qu'il n'y a pas d'agents ennemis infiltrés dans le programme. Il est, en effet, jugé difficile de maintenir une fausse identité avec cette surveillance et cette évaluation constante²⁵⁷.

Cette évaluation continue se fait notamment par des agents revenus de mission, qui suivent les candidats, les soutiennent et les guident. Leur proximité avec les élèves permet aux évaluateurs de repérer de possibles traits négatifs ou problématiques pour un futur agent²⁵⁸. Des psychologues surveillent et interrogent également les élèves dans ce même objectif²⁵⁹. À partir de 1943, afin de

²⁵⁶ Lucien Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo* (Montréal: Éditions du Jour, 1969), 28; Brooks Richards et Ben Tonra, *Secret Flotillas: Vol. I: Clandestine Sea Operations to Brittany, 1940-1944* (London: Taylor & Francis Group, 2004), 223-24.

²⁵⁷ TNA, HS 7/51, Industrial Sabotage Training 1941-1944, 14-15.

²⁵⁸ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 117-18.

²⁵⁹ Horn, *A Most Ungentlemanly Way of War*, 98-99.

réduire le nombre de candidats éliminés au début de la formation, les futurs agents sont également sujets à une série de tests pratiques et psychologiques devant permettre de retirer rapidement les moins prometteurs. Les organisations spéciales cherchent à vérifier si les élèves sont facilement secoués ou bouleversés. Elles évaluent leur intelligence et leur capacité d'apprentissage ainsi que leur tempérament et leur capacité à suivre des ordres. Ce dernier critère est particulièrement important. Un élève n'étant pas disposé à suivre les consignes pose un risque de sécurité et met en péril le secret des opérations²⁶⁰. Sur le terrain, les anciens agents vérifient également la résistance à l'alcool d'un élève, s'il parle dans son sommeil et dans quelle langue il le fait, sa débrouillardise, son autonomie... En bref, les capacités de l'élève à survivre en terrain ennemi et donc à effectuer sa mission²⁶¹.

Au grand plaisir des chercheurs, les évaluateurs ont produits des rapports incluant leurs commentaires, positifs comme négatifs, sur les différents élèves qui sont passés par les *STS*. Les caractéristiques relevées au sujet d'un candidat varient parfois dans un même rapport en fonction des évaluateurs. En raison du caractère individuel des rapports, il est difficile de généraliser les capacités des agents canadiens²⁶². Nous avons donc relevé dans les lignes suivantes les possibles facteurs de disqualification plutôt que ceux de qualification. En étudiant les dossiers des candidats canadiens recalés, il devient possible de tirer certaines conclusions sur les capacités des Canadiens

²⁶⁰ Horn, 95-96.

²⁶¹ Gendron, *Le meilleur des hommes*, 57-59; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 15-16.

²⁶² Parmi les dossiers des agents canadiens du *SOE* étudiés prenons les suivant : The National Archives (Londres), HS 9/129/2 (ci-après TNA, HS 9/129/2), dossier de Joseph. H.A Benoît; The National Archives (Londres), HS 9/1455/6 (ci-après TNA, HS 9/1455/6), dossier de Paul-Émile Thibeault; The National Archives (Londres), HS 9/190/8 (ci-après TNA, HS 9/190/8), dossier de Pierre Bouquillon.

comme agents spéciaux. Compte tenu du fait que les missions se dérouleront en France, quelle place joue la connaissance du français dans le choix de rejeter ou non un candidat ?²⁶³

On retrouve dans les rapports sur les agents canadiens étant allés sur le terrain les mentions suivantes: « his accent in English and French, both of which he speaks perfectly, betrays his transatlantic origin », « this man should work in the Maquis area as his French has a strong Canadian accent », « Bad French, but self-assurance may help him », « speaks French with a strong Canadian accent », « inadequate knowledge of the language », « his French his deplorable »²⁶⁴. Malgré ces commentaires sur leur français, et donc leur capacité à se faire passer pour des Français, aucun de ces candidats n'a pourtant été recalé. Cela indique que leur candidature n'a pas été significativement affectée par leur capacité en français. Les agents avec un accent ou plus de difficulté avec la langue peuvent être utilisés dans des zones sous contrôle d'un maquis, un groupe de résistants français, où ils ont moins à être discrets. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de danger. Selon le rapport d'un résistant, un agent canadien du nom de Macalister aurait été capturé en raison de ses difficultés en français²⁶⁵.

À l'inverse, parmi les dossiers des candidats recalés, un des évaluateurs mentionne qu'un élève « speaks french like a native, no particular accent » alors qu'un autre est considéré comme ayant un mauvais français. Ainsi, parmi tous les candidats, seul le lieutenant D. Lemay est recalé

²⁶³ La qualité du français des candidats est possiblement évaluée par les anciens agents qui les suivent et les forment dans les *STS*. Dans plusieurs cas, il s'agissait d'individus ayant travaillé en France ou qui avaient un parent français. Recrutés pour leur connaissance de la langue et de la culture française et se trouvant dans les *STS*, le *SOE* estime qu'ils ont les capacités d'évaluer la connaissance de la langue des candidats et sont les auteurs des commentaires qui suivent. Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 115-16; Vance, *Unlikely Soldiers: How two Canadians Fought the Secret War Against Nazi Occupation*, 125-26.

²⁶⁴ The National Archives (Londres), HS 9/299/10 (ci-après TNA, HS 9/299/10), dossier de Joseph C. G. Chartrand; The National Archives (Londres), HS 9/301/4 (ci-après TNA, HS 9/301/4), dossier de Pierre E. Chassé; The National Archives (Londres), HS 9/533/8 (ci-après TNA, HS 9/533/8), dossier de Joseph E. Fournier; The National Archives (Londres), HS 9/1523/7 (ci-après TNA, HS 9/1523/7), dossier de Marcel Veilleux; The National Archives (Londres), HS 9/283/1 (ci-après TNA, HS 9/283/1), dossier de Roger Caza; TNA, HS 9/1455/6, dossier de Paul-Émile Thibeault.

²⁶⁵ The National Archives (Londres), HS 6/440 (ci-après TNA, HS 6/440), rapport de Pierre Culioli, 28 avril 1945.

en raison de son français²⁶⁶. Les facteurs menant au rejet d'un candidat se trouvent donc ailleurs. Dans certains cas, comme celui de Pierre Robitaille, il s'agit d'une question de caractère. Robitaille est décrit comme indifférent envers son apprentissage, peu déterminé et aimant son confort matériel. Il est donc jugé peu apte pour des opérations spéciales²⁶⁷. Jean Locas et M.A. Valin, pour leur part, sont décrits comme anxieux et terrifiés à l'idée de partir en mission tandis que d'autres candidats sont rejetés en raison de leur intelligence inférieure aux qualifications requises, de leur âge ou de leur santé²⁶⁸. Quelques-uns des agents ayant terminé leur formation se sont également désistés du programme avant de partir en mission²⁶⁹.

1.2. La perception canadienne : que faire des agents recalés?

Le processus de sélection des agents spéciaux ne s'effectue pas sans erreurs. Ainsi, les élèves arrivant aux écoles du groupe B en Grande-Bretagne depuis la *STS 103* sont massivement rejetés du programme. Plusieurs d'entre eux auraient même dû être rejetés lors de leur séjour au Camp X, étant inaptes physiquement. Leur arrivée à Londres était si difficile que la décision est prise de ne plus recruter d'agents pour la section F directement au Canada, mais plutôt de passer par le *CMHQ*²⁷⁰. Ces candidation rejetés étant déjà en Angleterre, il faut décider de de leur sort.

Selon leurs connaissances des opérations et leur discrétion, ces candidats peuvent soit être détenus pour la durée de la guerre, soit être détenus temporairement, le temps qu'ils ne représentent

²⁶⁶ The National Archives (Londres), HS 9/1197/4 (ci-après TNA, HS 9/1197/4), rapport sur Israël Poirier; TNA, HS 9/190/8, rapport sur Pierre Bouquillon; Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.10035 (ci-après BAC, RG24, 10 035), 9/SPEC OFFICER FC/1, Tableau intitulé « French Canadian Officers ».

²⁶⁷The National Archives (Londres), HS 9/1272/7 (ci-après TNA, HS 9/1272/7), rapport sur Pierre Robitaille.

²⁶⁸ The National Archives (Londres), HS 9/911/8 (ci-après TNA, HS 9/911/8), rapport sur D. Lemay; TNA, HS 9/1197/4, rapport sur Israël Poirier; BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, Tableau intitulé « French Canadian Officers »; The National Archives (Londres), HS 9/932/1 (ci-après TNA, HS 9/932/1), rapport sur Jean Locas; The National Archives (Londres), HS 9/1515/4 (ci-après TNA, HS 9/1515/4), rapport sur M. A. Valin.

²⁶⁹ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.12186, (ci-après BAC, RG24, 12 186) 1/ATTACH WO/1/2, mémorandum du major Walter, 3 mars 1944.

²⁷⁰ BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, lettre de CANMIL à DEFENSOR, 15 janvier 1944.

plus un risque²⁷¹. Dans ce dernier cas, qui inclut les officiers s'étant vu attribuer une mission, mais s'étant désistés, les agents sont internés en Écosse pour quelques semaines. Ils sont libérés lorsque leurs connaissances ne sont plus à jour et ne menacent donc plus les opérations²⁷². Ils peuvent alors être renvoyés au Canada. S'ils sont rejetés avant de recevoir des informations compromettantes, les candidats n'ont pas à être internés²⁷³. Certains officiers ne sont cependant pas retournés immédiatement au Canada lorsqu'ils sont rejetés du programme et sont employés autrement par le *War Office*.

En effet, le Canada demande à Londres de trouver un usage aux officiers recalés plutôt que de les retourner en Amérique du Nord. Considérant le surplus d'officiers francophones mentionnés au chapitre précédent, la demande est sensée et le *War Office* y accède²⁷⁴. Les opérateurs radio canadiens ne pouvant pas se rendre sur le terrain sont employés en Grande-Bretagne, possiblement dans la *Signal Section* du *SOE*²⁷⁵. D'autres sont placés dans les opérations de censure ou dans le département des affaires civiles après une période de formation. C'est notamment le cas du major Ross qui n'est pas en condition physique pour des opérations sur le terrain²⁷⁶.

Plusieurs emplois alternatifs sont donc fournis aux officiers canadiens. Lorsqu'ils ne sont plus utiles aux forces britanniques, le *War Office* contacte l'armée canadienne afin d'organiser leur rapatriement²⁷⁷. Les raisons de leur rejet des forces spéciales ou de la fin de leur carrière au *WO*

²⁷¹The National Archives (Londres), KV 4/91 (ci-après TNA, KV 4/91), conference on internement, 15 sept 1943.

²⁷² Stafford, *Camp X*, 250.

²⁷³ BAC, RG24, 10035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, Request for Return of Officers Found Unsuitable, 22 décembre 1943.

²⁷⁴ Seul deux officiers, un malade et un posant un risque à la sécurité, sont renvoyés au Canada puisqu'ils sont jugés inemployables par les Britanniques. BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, mémorandum du lieutenant-colonel Fleury au *MI*, 1er mars 1944, et message de CANMIL à DEFENSOR, 27 janvier 1944.

²⁷⁵ BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, Tableau intitulé « French Canadian Officers ».

²⁷⁶ BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, Tableau intitulé « French Canadian Officers » et mémorandum rédigé par le major Griffin, 18 janvier 1944.

²⁷⁷ The National Archives (Londres), HS 9/1226/1 (ci-après TNA, HS 9/1226/1), dossier militaire de Ludovic Raiche, lettre du major Walter à Kenyon, 31 juillet 1944; TNA, HS 9/911/8, dossier militaire de D.Lemay. TNA, HS 9/190/8,

sont mises à la disposition du Canada. Il est, en effet, possible de retrouver dans les archives gouvernementales deux tableaux sur les agents canadiens provenant de la *STS 103* envoyés en Grande-Bretagne qui résument les évaluations sur les capacités de ces élèves et indique leur emploi par le *WO*²⁷⁸. Ce suivi illustre la coopération entre les deux gouvernements quant à la gestion des agents, tout du moins, quand ils sont au Royaume-Uni.

2. Missions et opérations : les agents canadiens en France

2.1. L'infiltration sous le *SOE* : sabotage et résistance

2.1.1. La première vague d'agents : des temps difficiles

Les premières années des opérations du *SOE* s'avèrent difficiles. L'organisation et ses agents doivent créer réseaux d'opérations dans les pays conquis par les forces allemandes²⁷⁹. Les premiers agents s'aventurent derrière les lignes ennemies avec peu de connaissances sur les zones conquises ou sur la création de réseaux de sabotage²⁸⁰. Il en résulte plusieurs échecs. Une des réussites des Allemands contre le réseau F du *SOE* est l'*Englandspiel* qui mène à la chute du réseau *Prosper*, un des plus importants réseaux britanniques en France avant son infiltration par les nazis. Son ampleur en faisait cependant une cible facile pour les forces ennemies. Le réseau connaissait un fort taux de croissance, ce qui impliquait de nombreux membres inexpérimentés pouvant dévoiler, à leur insu ou non, l'opération aux Allemands²⁸¹. Lorsque ces derniers lancent une offensive contre les réseaux de résistance français en 1943, ils utilisent les informations de l'agent

rapport sur Pierre Bouquillon; BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS/ FC1, Lettre du Major-General Montague au *Department of National Defence*, 27 mars 1944.

²⁷⁸Le document a été joint dans l'annexe B. BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, Tableau intitulé « French Canadian Officers ».

²⁷⁹ Les différents réseaux du *SOE* et du *MI9* ont été étudiés en détails dans l'historiographie. Par conséquent, nous ne nous attarderons pas à les décrire dans le présent mémoire et renvoyons plutôt à l'ouvrage de M.D.R. Foot, *Des Anglais dans la Résistance*, dans lequel l'historien présente les différents réseaux et en décrit le fonctionnement.

²⁸⁰ Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 21-23.

²⁸¹ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 431.

double Henri Déricourt pour évaluer *Prosper*, ses objectifs, sa taille, ses mesures de sécurité pour ensuite l'infiltrer²⁸².

C'est dans ce contexte que sont parachutés en France Frank Pickersgill et John Macalister afin de créer un réseau adjacent à *Prosper*²⁸³. Seulement quelques jours après leur arrivée, les deux Canadiens sont capturés par des officiers allemands. Ils détenaient divers messages, non codés, destinés à des agents infiltrés. Leur capture donne aux Allemands les informations manquantes pour qu'ils procèdent au démantèlement du réseau à travers une série d'arrestations²⁸⁴. Pickersgill et Macalister sont emprisonnés et torturés pendant que des agents allemands mettent en place l'*Englandspiel* : ils utilisent les codes de Pickersgill pour capturer des résistants, communiquer avec Londres et ainsi recevoir de l'information sur des parachutages d'armes, d'argent et d'agents²⁸⁵.

La chute de *Prosper* a des conséquences sur plusieurs opérations spéciales britanniques en France, et sur les agents canadiens qui y sont envoyés. Grâce aux communications avec Londres, les Allemands sont capables de capturer certains agents dès leur arrivée sur le territoire français. C'est le cas de Roméo Sabourin et François Deniset, parachutés devant un comité d'accueil nazi²⁸⁶. D'autres agents ont plus de chance et parviennent à échapper à la capture. Ainsi, Charles Ducharlard arrive à se sauver et retourner en Angleterre son arrivée récente en France : son réseau

²⁸² David Stafford, *Britain and European resistance, 1940-1945: a survey of the Special Operations Executive, with documents* (Toronto: University of Toronto Press, 1980), 128-29; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 53-54.

²⁸³ Les différents agents étudiés sont rapidement mentionnés dans ce chapitre. Pour plus d'informations à leur sujet, l'annexe A comporte de courtes biographies regroupées dans un tableau.

²⁸⁴ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 437.

²⁸⁵ Nathan M. Greenfield, *The forgotten: Canadian POWs, escapers and evaders in Europe, 1939-1945* (Toronto: HarperCollins Canada, 2013), 302; Stuart R. Elliot, *Scarlet to Green: a History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963* (Toronto: Canadian intelligence and Security Association, 1981), 390-91.

²⁸⁶ Bibliothèque et archives Canada (Ottawa) RG24, vol.2120 (ci-après BAC, RG24, 2120), AR 1076/1, mémorandum du 5 juin 1945 sur le capitaine F.H.D. Pickersgill et le lieutenant R.Sabourin; Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 467.

est détruit avant même qu'il ne soit présenté aux membres²⁸⁷. C'est également le cas de Joseph Chartrand, un des premiers agents canadiens envoyés en France. Arrivé en 1943, il recrute et entraîne des hommes pour la résistance française dans le circuit *Butler*, associé à *Prosper*. En raison de lacunes dans la sécurité, *Butler* s'effondre après la capture de l'organisateur du réseau. Chartrand échappe à la première vague d'arrestation de la Gestapo et aux tentatives de l'appréhender. Il a la chance de retourner en Angleterre²⁸⁸.

Ce n'est pas le cas de son prédécesseur, Guy Bieler, le premier canadien infiltré en France en 1942. Chargé de mettre sur pied un nouveau réseau, *Musician*, le Montréalais connaît plusieurs succès malgré une importante blessure au dos subie lors de son parachutage. *Musician* parvient à éviter la destruction après la chute de *Prosper*, malgré leur proximité²⁸⁹. Sous la direction de Bieler, le réseau s'attaque à d'importantes voies ferrées utiles pour l'effort de guerre allemand et même aux canaux dans la région valencienne. Son succès en fait une importante cible pour les Allemands²⁹⁰. Bieler est capturé au début de 1944 avec plusieurs membres de son réseau après que les nazis réussissent à repérer l'endroit où émettait son opérateur radio²⁹¹. Alcide Beauregard connaît le même sort lorsque les Allemands découvrent le poste radio qu'il a continué d'utiliser malgré les avertissements de Londres pour préparer le débarquement de Normandie²⁹².

Les arrestations d'agents en France persiste en 1944 jusqu'à ce que Londres commence à se méfier du réseau *Prosper* et tente d'organiser une conversation par téléphone avec leur agent

²⁸⁷ MaClaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 37-38.

²⁸⁸ Peter C. (Peter Christopher) Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes: Courage & Daring behind Enemy Lines* (Edmonton: Folklore Pub., 2007), 174-78; Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 442-43.

²⁸⁹ Robert Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945: An Official Account of the Special Operations Executive's French circuits* (Londres: Frontline Books, 2016), 88-90.

²⁹⁰ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 377; Cookridge, *Mettez l'Europe à feu*, 253-55.

²⁹¹ C. P. Stacey, *La Campagne de La Victoire: Les Opérations Dans Le Nord-Ouest de l'Europe 1944-1945*, vol. 3, Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à La Seconde Guerre mondiale (Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1960), 674; Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 498.

²⁹² Elliot, *Scarlet to Green*, 390-91.

infiltré, Pickersgill. Les Allemands tentent alors de convaincre le Canadien de collaborer, mais échouent et envoient un de leurs agents répondre aux Britanniques. Ces derniers découvrent alors le pot aux roses²⁹³. Réalisant que *Prosper* est infiltré, Londres utilise ensuite le réseau pour envoyer des fausses informations aux nazis. Le réseau n'est définitivement abandonné que lorsque les Allemands, pensant avoir berné les Britanniques, leurs envoient le message suivant pour les narguer : « Merci beaucoup pour importants livraisons armes et munitions [...] avons grandement appréciés excellents renseignements »²⁹⁴. Ainsi, les premiers agents canadiens en France ont fait face à un contexte difficile dans le cadre de leurs opérations de sabotage; plusieurs ont été capturés ou y ont échappé de peu. Les agents envoyés ensuite font cependant face à un contexte tout à fait différent lors de leurs missions derrière les lignes ennemies.

2.1.2. La deuxième vague : travailler vers une révolte

À l'approche du débarquement de Normandie, le *SOE* connaît plus de succès dans ses opérations en France. La résistance française se consolide, donnant davantage de soutien aux agents britanniques dont la tâche est de préparer le futur débarquement allié²⁹⁵. Cela passe initialement par le sabotage de chemins de fer, de canaux et d'usines afin de nuire au ravitaillement des troupes de l'Axe, disperser celles-ci et nuire à l'arrivée de renforts. Ces opérations de sabotage prennent toute leur importance dans la planification du débarquement puisque les Alliés souhaitent faire face au minimum de soldats allemands possibles²⁹⁶. Les opérations de sabotage contribuent également à saper le moral des forces nazies et alimenter celui des résistants français²⁹⁷.

²⁹³ Foot et Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance*, 457-58; Stafford, *Camp X*, 249.

²⁹⁴ Foot et Crémieux-Brilhac, 470-73; Nigel West et Guy Maynard Liddell, *The Guy Liddell Diaries Vol. II: 1942-1945: MI5's Director of Counter-Espionage in World War II* (New York: Taylor & Francis Group, 2005), 210.

²⁹⁵ Stafford, *Britain and European resistance*, 127-28.

²⁹⁶ Stafford, 153-55.

²⁹⁷ Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 48-51.

Les opérateurs radio envoyés par le *SOE*, comme le Canadien Roger Caza, sont chargés d'effectuer la liaison entre Londres et ses opérations sur le terrain. Caza est parachuté au début de 1944 afin d'assurer la liaison avec le réseau *Pimento* qui cherche à nuire aux réseaux de communications allemands. Comme Caza, Allyre Sirois est un opérateur radio en France. En plus de tenir Londres informé des déplacements de l'ennemi et des besoins des résistants, il aide à bâtir deux réseaux de sabotage. Afin d'éviter d'être détectés, les deux hommes doivent se déplacer régulièrement et dépendent grandement des membres de leurs réseaux pour assurer leur sûreté²⁹⁸. Plusieurs agents canadiens sont opérateurs radio et occupent ainsi ce rôle de liaison. Certains, cependant, ont d'autres responsabilités, comme enseigner l'art du sabotage ou même du combat aux résistants²⁹⁹.

C'est le cas de Jean-Paul Archambault qui rejoint le réseau *Ditcher* peu avant le débarquement de Normandie. Il forme quelques centaines d'hommes qui s'attaquent notamment à des chemins de fer importants pour le transport de troupes allemandes. *Ditcher* parvient même à faire dérailler deux trains de passagers, causant plusieurs décès parmi les forces ennemies. Lionel D'Artois travaille auprès d'Archambault et contribue à réconcilier les différents groupes de résistants afin d'en faire une force plus coordonnée³⁰⁰. Un autre agent, Joseph Benoît, s'attaque aux réserves de munitions et aux lignes téléphoniques. Il contribue également à la destruction de sites de lancement de missiles allemands³⁰¹.

D'autres Canadiens sont parachutés en France à l'approche du débarquement de Normandie. Celui-ci, en effet, ne marque pas la fin des opérations spéciales britanniques. En effet,

²⁹⁸ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 75-85; Elliot, *Scarlet to Green*, 391.

²⁹⁹ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 86-89.

³⁰⁰ Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945*, 229-30; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 86-95. The National Archives (Londres), HS 6/566 (ci-après TNA, HS 6/566), rapport du capitaine Archambault, 12 octobre 1944.

³⁰¹ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 86-99.

avec le débarquement, le rôle des agents spéciaux en France change. Ils contribuent à organiser une quasi-armée de résistants français. Les agents prennent alors un rôle de coordinateurs et de formateurs davantage que celui de saboteurs³⁰². Prenons Léonard Taschereau et Paul-Émile Thibault. Les deux Canadiens travaillent pour le réseau *Diplomat* où ils forment les résistants au maniement des armes et les guident dans des escarmouches contre les soldats allemands³⁰³. Pierre Chassé, pour sa part, a comme mission de coordonner la résistance dans le sud de la France avec le quartier général allié en Méditerranée. Il négocie également la capitulation d'un général allemand et effectue des missions diplomatiques auprès de la Suisse³⁰⁴.

Ce rôle plus public témoigne de l'éloignement des opérations ultra-secrètes et de la clandestinité absolue des agents. L'opérateur radio canadien Paul-Émile Labelle est ainsi parachuté dans son uniforme militaire tandis que Marcel Veilleux fait face à une contre-offensive allemande contre les résistants quelques heures seulement après son arrivée. Le *SOE* envoie d'ailleurs à la Résistance des agents en renfort depuis sa base en Algérie. Dans ce lot sont compris certains agents canadiens dont Bentley Hunter, Joseph Fournier et Ferdinand Lapointe. Ces derniers agents envoyés ont donc une expérience très différente de leurs compatriotes engagés pour mener des sabotages en 1943 ou 1944³⁰⁵.

Les agents du *SOE* sont appuyés dans leurs tâches de coordination par des équipes spéciales alliées envoyées après le débarquement de Normandie, les *Jedburghs*. Formées, en théorie, d'agents américains ou britanniques accompagnés d'un Français, ces équipes sont une prolongation des opérations du *SOE* dans la coordination des résistants. Contrairement aux agents du *SOE*, les

³⁰² Stacey, *La Campagne de La Victoire*, 3:673.

³⁰³ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 99-104; Bourne-Patterson, *SOE in France 1941-1945*, 49-55.

³⁰⁴ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 107-12.; The National Archives (Londres), HS 6/575 (ci-après TNA, HS 6/575), capitaine P. Meunier, 10 octobre 1944.

³⁰⁵ MacLaren, 119-27.

Jedburghs ne répondent pas au *WO*, mais plutôt au quartier général allié³⁰⁶. Parmi les agents du *SOE* se joignant aux Américains pour ces missions, on compte deux Canadiens, dont un francophone, Lucien Durocher, et John Dehler, tous les deux opérateurs radio³⁰⁷. De 1942 à 1944, il est ainsi possible de voir une évolution du rôle des agents canadiens de saboteurs à coordonnateurs et instructeurs.

2.2. Les réseaux d'évasion du *MI 9* : *Shelburn et Marathon*

Les Français souhaitant aider les alliés ne deviennent pas tous des saboteurs et ne participent pas tous à des combats contre les forces allemandes. Certains choisissent l'option d'aider les aviateurs écrasés en France en les hébergeant et tentant de les faire sortir du pays. Cela passe notamment par le *MI 9*. L'organisation met en place sur le continent plusieurs circuits d'évasion devant permettre d'évacuer les soldats alliés dissimulés derrière les lignes ennemies. Une de ces lignes, la « *Pat Line* », passe par la frontière entre la France et l'Espagne. Elle est particulièrement utilisée après le désastre de Dieppe en 1942, alors que l'opération laisse derrière des milliers de soldats qui se retrouvent capturés par les Allemands. Pour les soldats qui réussissent à échapper aux nazis, les lignes d'évasion deviennent leur porte de secours. Quatre des cinq agents canadiens du *MI 9* ont participé au débarquement de Dieppe et dû, par la suite, échapper aux troupes ennemies. Il s'agit de Conrad Lafleur, Robert Vanier, Lucien Dumais et Guy Joly ont rejoint par la suite l'organisation, quoique Joly doive se retirer avant de se rendre en France pour des raisons de santé³⁰⁸.

³⁰⁶ Steve Weiss, « The Resistance as part of Anglo-American planning for the Liberation of Northwestern Europe », dans *La Résistance et les Français : Enjeux stratégiques et environnement social*, éd. par Christian Bougeard et Jacqueline Sainclivier, (Rennes: Presses universitaires de Rennes, 1995), 14-16,.

³⁰⁷ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 121-24.

³⁰⁸ Greenfield, *The forgotten*, 204; Michael R. D. Foot, *MI9: Escape and Evasion* (Londres: Biteback Publishing, 2020), 212-13; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines*, 264.

Évacuer des soldats par l'Espagne à partir du nord de la France est une opération longue et difficile en raison, notamment, de la distance à parcourir avec des soldats ne parlant souvent pas français et pouvant donc difficilement se faire passer pour des locaux, contrairement aux quatre agents canadiens. Afin de faciliter les évacuations, le *MI 9* tente donc de mettre en place d'autres lignes d'évasion³⁰⁹. L'organisation tente ainsi d'évacuer des soldats par les airs. La méthode connaît peu de succès : les avions peuvent être abattu et ne permettent d'évacuer que quelques soldats à la fois. Vanier, l'opérateur radio affilié à l'opération, doit ainsi à quelques reprises personnellement escorter des soldats jusqu'à la Zone libre pour qu'ils rejoignent ensuite l'Espagne. Le chef de la mission essaie également d'organiser une évacuation à partir de la côte française, sans succès. En raison de cet échec, Vanier doit par la suite lui-même être évacué à travers la ligne d'évasion de Lucien Dumais³¹⁰.

Dumais est chargé, avec son opérateur radio, Raymond Labrosse, de mettre en place une opération permettant d'évacuer des soldats par la côte de la Bretagne. Pour ce faire, les agents étudient l'échec du réseau précédemment chargé de cette mission, *Oaktree*³¹¹. Cette dernière était dirigée par Val William, de son vrai nom Vladimir Bouryschkine, appuyé par Labrosse, son opérateur radio. Dès leur arrivée en France, les deux agents connaissent des difficultés. En effet, la radio de Labrosse ne fonctionne pas. Il est forcé d'utiliser celle d'un autre réseau et la sécurité de la mission se retrouve compromise lorsque ce dernier est infiltré³¹². William est arrêté par les Allemands, mais Labrosse parvient à s'échapper.

³⁰⁹ Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes*, 53-54.

³¹⁰ Conrad, 89-95.

³¹¹ Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 223-24.

³¹² Helen Fry, *MI9: A History of the Secret Service for Escape and Evasion in World War Two* (New Haven: Yale University Press, 2020), 162-64; Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 221; Conrad, *Canadian Wartime Prison Escapes*, 56-57.

Raymond échappa à la Gestapo et se retrouva avec les rescapés du réseau : un appareil radio défectueux, sans code, sans argent et 27 aviateurs sur les bras. Bien d'autres à sa place, mêmes braves, seraient sortis de là rapidement, et seuls. Il était très facile de se dire : « ces aviateurs ne risquent pas leur vie comme moi, s'ils sont pris ils seront seulement envoyés dans un camp de prisonniers ». Au contraire, il avait entraîné derrière lui ces aviateurs à travers les Pyrénées, l'Espagne jusqu'à Madrid.³¹³

Cet exploit de Labrosse impressionne Dumais lorsqu'ils sont jumelés pour tenter d'évacuer des soldats par la Manche. Parachutés en novembre 1943, les deux Canadiens français mettent sur pied la ligne *Shelburn* afin d'évacuer des soldats alliés depuis l'Anse-Cochat en Bretagne. Les soldats sont recueillis à Paris, puis menés jusqu'à la « maison d'Alphonse » en Bretagne pour attendre les bateaux les ramenant en Angleterre³¹⁴. Entre janvier et août 1944, Dumais et Labrosse mènent neuf opérations permettant d'évacuer un peu moins de 150 soldats par la mer et une centaine par la frontière espagnole³¹⁵. Grâce aux mesures de sécurité mises en place par les agents, aucun soldat n'est perdu lors de l'opération *Shelburn*. L'historien Jean-Pierre Sabourin avance même que les Allemands n'ont jamais eu connaissance de l'existence de ce réseau³¹⁶. Si la maison d'Alphonse est finalement incendiée par les nazis, c'est qu'ils soupçonnent qu'elle abrite des résistants, et non en raison de son rôle dans la ligne *Shelburn*³¹⁷.

Londres, conscient que le débarquement de Normandie pourrait compliquer les évacuations de soldats, prévoit, dès 1943, une opération devant permettre d'assurer leur sécurité. Il s'agit de l'opération *Marathon* menée, entre autres, par Conrad LaFleur³¹⁸. L'objectif de *Marathon* est de trouver des caches pour les soldats alliés éloignés des lieux des batailles sans risquer la vie de

³¹³ Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo*, 25.

³¹⁴ Jean-Pierre Sabourin, « Le réseau Shelburn, ou l'histoire d'une réussite », *Bulletin d'histoire politique* 3, n° 3-4 (1995): 61; Fry, *MI9*, 166-67.

³¹⁵ Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 218; Fry, *MI9*, 168-69.

³¹⁶ Sabourin, « Le réseau Shelburn, ou l'histoire d'une réussite », 63.

³¹⁷ Richards et Tonra, *Secret Flotillas*, 235; Sabourin, « Le réseau Shelburn, ou l'histoire d'une réussite », 63.

³¹⁸ Fry, *MI9*, 235-36.

familles françaises qui auraient à les héberger. Malheureusement, LaFleur est découvert par les Allemands et doit, lui-même, recourir à une ligne d'évasion pour retourner en Angleterre³¹⁹.

2.3. Que sait le Canada sur les opérations de ses agents?

Comme on l'a vu au chapitre précédent, le rôle du Canada dans les forces spéciales britanniques cesse après le recrutement. Les agents sont alors « loués » au *War Office* qui prend en charge leur formation et les guide lors de leurs missions. Les agents demeurent toutefois rattachés à l'armée canadienne qui, après 1944, paye également leur salaire³²⁰. Ce lien administratif implique une certaine coordination entre le *CMHQ* et le *WO*. Cependant, en raison du secret entourant les services spéciaux, seul le personnel essentiel est tenu au courant des actions des agents canadiens se trouvant dans les forces britanniques. C'est le cas des représentants du *SOE* et des officiers canadiens responsables des agents, le lieutenant-colonel F.H. Walter par exemple: il est l'officier du *CMHQ* le plus en contact avec le *SOE* et le *MI 9* et il semble en charge des questions administratives concernant les agents³²¹.

Walter doit ainsi répondre aux demandes britanniques concernant les agents canadiens, que ce soit le renouvellement de cartes d'identité, la gestion des grades militaires, des transferts ou des problèmes au niveau de la paie. Le *War Office* transmet leurs besoins au lieutenant-colonel qui voit comment y répondre³²². Considérant cette collaboration, est-ce que le Canada est tenu au courant

³¹⁹ Elliot, *Scarlet to Green*, 399-400; Foot, *MI9*, 220-21.

³²⁰ Pickersgill, *The Making of a Secret Agent*, 230; BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO/1/3, lettre du Capitaine Defries à Mrs Bell, 5 octobre 1944; Bibliothèque et archives Canada, R112, vol. 37541 (ci-après BAC, R112, 37541), 112.3s2009 (D190), lettre adressée à Mr Drew-Brook, 23 sept 1943.

³²¹ Plusieurs documents témoignent de cela, notons, par exemple, les suivants : TNA, HS 9/1226/1, dossier militaire de Ludovic Raiche, lettre du major Walter à Kenyon, 31 juillet 1944; BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, mémorandum du major Walter, 3 mars 1944; BAC, RG24, 2120, AR 1076/1, lettre de N.A. Robertson du département des affaires extérieures, 18 juin 1945.

³²² BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, Lettre du Major Walter au Major Kenyon du 3 mai 1944; lettre du lieutenant-colonel Langley au lieutenant-colonel Walter, 21 juin 1944, lettre du major Kenyon au lieutenant-colonel Walter, 26 juin 1944, et lettre du major Kenyon au lieutenant-colonel Walter, 7 juillet 1944.

des opérations auxquelles participent ses ressortissants ? Les archives révèlent que l'armée canadienne a une certaine connaissance des activités de ses agents. En effet, on y trouve des lettres informant Walter ou ses collègues de certains détails sur leur séjour au *War Office*³²³. Le Canada, à travers ses officiers dans le secret, semble également être gardé au courant du parcours des Canadiens, des résultats de leur formation et s'ils sont employés ou non dans le *SOE*³²⁴.

Il est plus difficile de trouver des informations sur les opérations elles-mêmes dans les archives gouvernementales. Une lettre du 10 août 1944 ouvre la possibilité que les Canadiens soient mis au courant lorsque leurs officiers sont envoyés en mission : « this is to inform you that sgt Labrosse has returned to this country for a short rest [...] With regard to lieuts. Lafleur and Vanier, now in this country, we are expecting to send them off again before the end of the month on another mission »³²⁵. Une autre, recommandant une décoration à Dumais, décrit brièvement ses missions pour en justifier l'attribution³²⁶. Dans les deux cas, il est intéressant de constater qu'il s'agit d'agents du *MI 9*. Nous n'avons pas trouvé de communications semblables au sujet des agents du *SOE*.

Ce manque de connaissance sur les opérations auxquelles participent leurs ressortissants n'est pas dû aux difficultés de communication depuis les lignes ennemies. En étudiant les dossiers militaires britanniques, on trouve des documents mentionnant leurs missions, leurs objectifs, où ils se trouvent derrière les lignes ennemies et leurs codes³²⁷. Les dossiers militaires contiennent

³²³ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, Lettre au major Walter de Louis Taschereau, 12 juillet 1944 et réponse de celui-ci dans une lettre du 2 août 1944.

³²⁴ BAC, RG24, 10 035, 9/SPEC OFFICERS FC/1, Tableau intitulé « French Canadian Officers ».

³²⁵ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, lettre de D.R. Darling au lieutenant-colonel Walter, 10 août 1944.

³²⁶ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, mémorandum du major Walter date du 17 avril 1944.

³²⁷ Parmi les dossiers militaires étudiés notons les suivants : The National archives (Londres), HS 9/147/5 (ci-après TNA, HS 9/145/5), dossier de Gustave Bieler; TNA, HS/283/1, dossier de Roger Caza; TNA, HS 9/1455/6, dossier de Paul-Émile Thibeault.

également les rapports de missions des agents, faits à leur retour en Angleterre entre deux séjours derrière les lignes ennemies ou à la fin d'une mission afin de permettre à Londres d'avoir une meilleure connaissance de la situation sur le terrain³²⁸. Les Britanniques semblent donc tenir le Canada dans le secret pour des raisons de sécurité.

Dans une lettre envoyée en août 1944, le lieutenant-colonel Walter se retrouve même à défendre le droit des agents canadiens de le rencontrer malgré leur prêt au *SOE* et les secrets entourant l'organisation. Il y réaffirme qu'aucune question contrevenant aux mesures de sécurité ne leur est posée et que les agents font preuve de discrétion quant à leurs activités³²⁹. Il est connu, et reconnu, que ces officiers canadiens sont engagés dans des opérations spéciales. Dans une lettre à la famille inquiète d'un agent, le lieutenant-colonel Walter répond ainsi : « Il accomplit en ce moment une mission spéciale d'un caractère à rendre toute correspondance à peu près impossible »³³⁰. Les mentions des opérations auxquelles participent les agents se limitent cependant à ces quelques traces dans les archives canadiennes.

Il y a toutefois une exception à ce manque de détails sur la position des agents canadiens sur le terrain : la capture. L'importance de la sécurité, et donc du secret, limite les informations transmises lorsque les agents sont sur le terrain : « The War Office regrets that, for security reasons, it is impossible to give fuller details at the present time. »³³¹ Cependant, le Canada est mis au courant relativement rapidement lors de la capture d'un de ses ressortissants. On retrouve ainsi des documents mentionnant que tel agent aurait été tué après avoir été fait prisonnier de guerre et tel

³²⁸ Parmi les dossiers militaires étudiés notons les suivants : TNA, HS 9/299/10, dossier de Joseph Chartrand; The National archives (Londres), HS 9/452/7 (ci-après TNA, HS 9/452/7), dossier de Charles Ducharlard; TNA, HS 9/533/8, dossier de Joseph Fournier.

³²⁹ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, Lettre du lieutenant-colonel Walter au major Kenyon, 12 août 1944.

³³⁰ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, lettre du lieutenant-colonel Walter à Louis Taschereau datée du 2 août 1944.

³³¹ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, mémorandum du Lieutenant-Colonel Walter du 1^{er} juin 1944.

autre est soupçonné d'avoir été capturé...³³² La transmission du statut de prisonnier ou de décès d'un agent enclenche le processus administratif relié au changement de statut, comme l'envoi à leur dossier d'une notification de décès ou leur changement d'unité³³³. Encore à des fins de sécurité, cette information peut, cependant, être gardée sous silence. Le *WO*, par exemple, peut demander, pour des raisons de sécurité, que la capture ne soit pas mentionnée à la famille et qu'elle soit seulement informée qu'il est porté disparu³³⁴.

Il faut attendre la libération de la France avant que le Canada reçoive davantage d'informations sur le sort de ses officiers capturés. Des recherches sont ainsi faites en juin 1945 afin de comprendre les circonstances entourant la mort de certains, Frank Pickersgill et Roméo Sabourin notamment, tandis que d'autres permettent de confirmer le décès John Macalister³³⁵. Malgré les communications entre le *WO* et le *CMHQ*, ce dernier n'est donc pas mis au courant des opérations auxquelles participent les agents canadiens. Les opérations sont un domaine britannique.

Conclusion

Le Canada joue un rôle très modeste dans le destin des agents canadiens auprès des services spéciaux britanniques. Leur parcours commence par une formation de plusieurs semaines visant à leur inculquer les connaissances nécessaires à leur survie derrière les lignes ennemies. Tout au long de cette formation, les candidats du *Special Operations Executives* sont évalués et font l'objet d'un processus de sélection permettant d'éliminer les agents moins prometteurs. Plusieurs candidats

³³² Parmi les documents étudiés notons les suivants : BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, Lettre du major Maufe destiné au major Walter, 27 février 1944, et lettre du *War Office* au Major Walter, 21 avril 1944; Bibliothèque et archives du Canada, R112, vol.30510, no.41833 (ci-après BAC, R112, 30 510, 41 833), posting from O/S casualty Lists.

³³³ Bibliothèque et archives du Canada, R112, vol.30976, no.42235 (ci-après BAC, R112, 30 976, 42 235), official Canadian armé overseas casualty notification.

³³⁴ BAC, RG24, 2120, AR 1076/1, lettre de Andrew Bell à A. M. Macalister du 30 septembre 1944; BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/2, mémorandum du Lieutenant-Colonel Walter du 25 juillet 1944.

³³⁵ BAC, RG24, 2120, AR 1076/1, message de MASSEY à EXTERNAL, 4 avril 1945, mémorandum sur capitaine F.H.D. Pickersgill et R. Sabourin, 5 juin 1945, et lettre de N.A. Robertson à un dénommé Norman, 18 juin 1945.

canadiens, envoyés par la *STS 103*, sont ainsi rejetés du programme après leur arrivée en Grande-Bretagne. Le Canada demande cependant au *War Office* de leur trouver une autre occupation, lorsque possible, plutôt que de les renvoyer en Amérique du Nord.

Ce processus de sélection et d'évaluation continue démontre la recherche d'efficacité dans l'armée britannique. Une fois recrutés, la capacité linguistique des agents perd de son importance et d'autres facteurs sont jugés plus prioritaires, comme la discrétion ou l'assurance. Ainsi des agents avec un moins bon français peuvent être envoyés sur le terrain en raison de leur habileté tandis que d'autres, à la santé plus légère par exemple, peuvent être rejetés parce qu'ils ne feront pas des agents efficaces sur le terrain. D'autre part, les candidats rejetés du programme sont embauchés ailleurs dans leur l'effort de guerre. Il serait moins productif de les renvoyer au Canada qui connaît un surplus d'officiers francophones alors qu'ils peuvent être utiles en Grande-Bretagne. Leur connaissance du français rend leur utilisation intéressante dans d'autres domaines, comme la censure ou la réception de message radio d'agents infiltrés.

Les agents canadiens sont envoyés en France à partir de 1942, mais l'infiltration d'un réseau du *SOE*, le réseau *Prosper*, mène à la capture de plusieurs d'entre eux. L'approche du débarquement de Normandie change le travail des agents qui deviennent des formateurs et des coordonnateurs pour les forces de la Résistance. Ce nouveau rôle s'accompagne d'une diminution de l'importance de la clandestinité et moins d'agents sont capturés.

Plusieurs Canadiens sont envoyés en France en 1944 pour aider les résistants. Il est intéressant de noter que parmi les agents canadiens, peu sont chargés de diriger un réseau. Dans la majorité des cas, les Canadiens sont des opérateurs radio ou sont chargés d'assister le chef du réseau. Bieler et Dumais sont des exceptions. Ce dernier a opéré pour le *MI 9* la ligne d'évasion *Shelburn*. Cette rareté des chefs de réseaux canadiens peut s'expliquer par le fait que la majorité

des agents recrutés sont des opérateurs radios qui sont envoyés en France pour effectuer la liaison avec Londres. Malgré les lignes de communication entre le *CMHQ* et le *WO* au sujet des agents, le Canada n'est pas tenu au courant des opérations de ses agents. Quelques détails sur le parcours de ces derniers sont transmis au lieutenant-colonel Walter : les résultats des agents dans leur formation, leur capture et, possiblement, leur départ en mission. Après la libération de la France, le pays devra même effectuer des recherches pour retrouver la trace de certains de ses ressortissants capturés. Les opérations ne cessent cependant pas pour les agents : ils se voient offrir l'opportunité de poursuivre la guerre en Asie.

Chapitre 4 – Après la France : la fin du parcours

Introduction

Le débarquement de Normandie, en juin 1944, change la situation pour les agents infiltrés en France. Alors que les Alliés progressent vers l'est en direction de l'Allemagne, ils libèrent diverses régions françaises et repoussent les lignes ennemies. Les agents canadiens voient donc progressivement leurs zones d'opérations passer entre les mains des Alliés, ce qui met fin à leur mission sur le terrain : ils n'ont plus à saboter les forces allemandes qui ont battu en retraite. La libération de la France, puis la capitulation de l'Allemagne en mai 1945, marquent ainsi la fin des opérations du *Special Operations Executive (SOE)* dans le pays. Dans ce contexte que deviennent les agents infiltrés ? Sont-ils transférés vers un autre théâtre d'opérations ? Retournent-ils à la vie civile et, si oui, sous quelles conditions ?

Nous effectuerons dans un premier temps un retour sur la performance des agents canadiens dans leurs missions en France, telle que vue par les Britanniques et les Français. Par la suite, nous étudierons le parcours des agents s'étant portés volontaires pour opérer en Asie, notamment en Birmanie et en Malaisie. Il s'agit des dernières missions auxquelles ont participé des Canadiens pour les forces spéciales britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale. Dans la seconde partie du chapitre, nous aborderons la fin de la guerre et le retour à la vie civile des agents, en commençant par la recherche des agents disparus ou décédés. Nous terminerons en abordant les mesures prises par le *War Office* pour conserver le secret autour des opérations spéciales et la participation du Canada dans celles-ci.

1. La France libérée : la fin des opérations

1.1. Des agents appréciés? : perception de la performance des agents

Malgré le processus de sélection du *SOE*, processus qui perdure jusqu'à l'envoi d'un agent derrière les lignes ennemies, la réalité du terrain peut révéler des manquements dans les compétences d'un individu au même titre qu'elle peut lui permettre de se démarquer et de prouver ses capacités. Le *War Office* évalue la performance des agents à la suite de leurs missions à travers des rapports, mais la satisfaction de Londres quant à ses officiers peut également être évaluée dans les recommandations de médailles et autres récompenses³³⁶. Ces documents offrent une rétroaction quant au travail des agents. Il s'agit donc de ressources intéressantes pour étudier les performances des officiers canadiens derrière les lignes ennemies. Ont-ils bien fait leur travail aux yeux des Britanniques ?

Pour les Britanniques, les rapports sur la performance d'un agent derrière les lignes ennemies servent à évaluer le potentiel de réaffecter un agent. Parallèlement, pour les autorités françaises, il s'agit d'évaluer l'intérêt, au terme de la guerre, de leur accorder une médaille ou autre récompense militaire pour les actions qu'ils ont menées dans la résistance à l'occupant³³⁷. Ces évaluations nous offrent une autre perspective sur le travail des agents canadiens et permettent ainsi d'avoir un point de vue plus diversifié sur leur performance.

³³⁶ De tels documents se trouvent dans les dossiers militaires britanniques des agents canadiens. Parmi ceux-ci notons par exemple les suivants : The National Archives (Londres), HS 9/1026/4 (ci-après TNA, HS 9/1026/4), dossier militaire de Pierre Charles Meunier ; The National Archives (Londres), HS 9/283/1 (ci-après TNA, HS 9/283/1), dossier militaire de Roger Caza ; The National Archives (Londres), HS 9/299/10 (Ci-après TNA, HS 9/299/10), dossier militaire de Gabriel Chartrand.

³³⁷ The National Archives (Londres), HS 9/129/2 (ci-après TNA, HS 9/129/2), France combattante, 4 avril 1945 ; The National Archives (Londres), HS 9/147/5 (ci-après TNA, HS 9/147/5), France combattante, 1^{er} mai 1945.

En général, les Britanniques et les Français semblent avoir été satisfaits du travail des Canadiens. De nombreux documents témoignent de leur courage, leur dévouement, la qualité de leur travail... Benoît, par exemple, est ainsi décrit comme s'étant « offert à plusieurs reprises pour des tâches particulièrement dangereuses qu'il a accomplies avec hardinesse [sic]» tandis que Veilleux est présenté comme étant « very methodical and never spared himself, working frequently eighteen hours a day » et Caza est décrit comme « a first- class operator [...] willing and disciplined »³³⁸.

Certains Canadiens se sont distingués pour leur travail lors de leurs missions, Bieler notamment. L'évaluation britannique le décrit ainsi : « A grand officer, quite first-class. Courageous, sensible, painstaking wholly admirable. His work was a model of industrious planning and his fame is now widespread in resistance milieu. None of our officers gave more devoted service »³³⁹. Cette description, très élogieuse, va au-delà de celle de plusieurs autres agents dénotant ainsi le respect, voire l'admiration envers Bieler. Les agents du *MI 9*, Raymond LaBrosse, Conrad Lafleur et Robert Vanier se sont également distingués. Une lettre louant leur travail et leur courage est envoyée au lieutenant-colonel Walter après la fin de leurs missions³⁴⁰. Il y est même précisé que « if you can see that they are properly cared for on their return to Canada, I shall look upon it as a personal favour, as I should loath to feel that, after all they did for us, they should ever be forgotten or ignored »³⁴¹. Comme il est possible de le voir, les trois Canadiens français ont

³³⁸ TNA, HS 9/192/2, France combattante, 4 avril 1945 ; The National Archives (Londres), HS 9/1523/7 (ci-après TNA, HS 9/1523/7), recommandations de Marcel Veilleux par le major-général Gubbins, 7 avril 1945 ; TNA, HS 9/283/1, Summary No.61.

³³⁹ TNA, HS 9/147/5, file no. B.24.

³⁴⁰ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.12186 (ci-après BAC, RG24, 12 186), 1/ATTACH WO 1/2, lettre du brigadier Crockatt au lieutenant-colonel Walter, 14 septembre 1944, et réponse du lieutenant-colonel Walter, 20 septembre 1944.

³⁴¹ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO 1/2, lettre du brigadier Crockatt au lieutenant-colonel Walter, 14 septembre 1944.

suffisamment marqué le *MI 9* que leur travail soit mis de l'avant auprès du *CMHQ*. La lettre témoigne d'une grande reconnaissance de Londres pour le service rendu par les agents, mais de tels éloges restent rares.

En effet, tous les agents n'ont pas droit aux mêmes commentaires positifs. Parmi les dossiers étudiés, quatre Canadiens sont décrits plus négativement en raison de leur manque de prudence, de jugement ou même d'intelligence³⁴². Cela influence le parcours ultérieur de ces agents. Charles Ducharlard, par exemple, se voit ainsi refuser une deuxième mission en France en raison d'un supposé problème d'alcool et l'imprudence observée pendant sa première opération³⁴³. Gabriel Chartrand reçoit, pour sa part, une mention déconseillant de le renvoyer en mission, qui a pu contribuer à la fin de son contrat auprès du *SOE*, outre le fait qu'il était connu des Allemands³⁴⁴.

Après la retraite allemande, certains Canadiens demeurent en France ou y sont même renvoyés en raison de leurs habiletés et des connaissances acquises sur le terrain. Leur utilité n'est plus fondée sur leurs capacités d'infiltration ou de sabotage, mais sur leur expérience en tant qu'agents. Ainsi, en novembre 1944, Vanier, Lafleur et Labrosse sont recrutés par le *War Office* pour aider à récompenser les Français ayant aidé les soldats alliés coincés derrière les lignes ennemies. Ayant opéré ou épaulé des lignes d'évasions, les trois agents connaissent certains des Français concernés et sont donc jugés intéressants pour le rôle par le gouvernement britannique³⁴⁵. Lucien Dumais est également recruté. Après la capitulation de l'Allemagne, il est chargé d'aider

³⁴² TNA, HS 9/1026/4, France Combattante, 19 juin 1945 ; The National Archives (Londres), HS 9/111/1 (ci-après TNA, HS 9/111/1), Summary No.26; TNA, HS 9/299/10, France Combattante, 14 avril 1945; The National Archives (Londres), HS 9/452/7 (ci-après TNA, HS 9/452/7) France Combattante, 5 mai 1945.

³⁴³ TNA, HS 9/452/7, Summary, 6 décembre 1945.

³⁴⁴ TNA, HS 9/299/10, Summary No.69; Peter C. Conrad, *Canadian Wartime Prison escapes : Courage & Daring behind Enemy Lines* (Edmonton : Folklore Pub., 2007), 174-78; Michael R. D. Foot et Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Des Anglais dans la Résistance : Le SOE en France, 1940-1944*, édition 2004 (Paris : Tallandier, 2008), 442-43.

³⁴⁵ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO 1/3, lettres de Darling à Walter du 5 et du 7 novembre 1944.

le contre-espionnage aux alentours de Paris³⁴⁶. En acceptant de prolonger leur mission, ces agents repoussent leur retour au Canada et à la vie civile³⁴⁷.

Cette aide apportée aux Britanniques est à la fois une poursuite des tâches des agents pendant le conflit et une responsabilité qui démontre l'évolution de leur statut. D'agents recrutés initialement pour leur connaissance du français, ils sont maintenant intéressants pour le *WO* grâce à leur expérience. Ils ont ainsi dépassé leur intérêt linguistique. Par ailleurs, des *SOE* sont chargés d'une autre mission. Après avoir fait leurs preuves en France, ils sont envoyés en Asie pour continuer la lutte contre les Japonais.

1.2. La Force 136 : le *SOE* en Asie

1.2.1. De la France à la jungle : des agents pour l'Indonésie

La capitulation de l'Allemagne ne met pas fin à la guerre. Dans le Pacifique, le Japon lutte encore contre les forces alliées. Pour les organisations spéciales, ce théâtre de guerre, considérablement différent de l'europpéen, s'accompagne d'importants défis. Les opérations derrière les lignes ennemies sont compliquées par différents facteurs, à commencer par la capacité des agents à passer inaperçus parmi la population. Ils se démarquent à la fois par leur apparence et par leur manque de connaissance des langues et des cultures³⁴⁸. Cela limite les opérations du *SOE* et force l'organisation à éviter les zones urbaines pour se concentrer sur les régions rurales où se trouvent les principaux alliés britanniques, par exemple la tribu des *Karens* qui se trouvent en

³⁴⁶ Affaires des anciens combattants Canada., *Un Courage peu ordinaire: les agents secrets canadiens au cours de la Seconde Guerre mondiale*. (Ottawa: Direction générale des affaires publiques, Anciens combattants Canada, 1985), 9-10. BAC, RG24, 12186, 1/ATTACH WO 1/3, lettre du lieutenant-colonel Walter à De Rome, 4 novembre 1944.

³⁴⁷ BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO 1/3, mémorandum du lieutenant-colonel Walter, 11 novembre 1944.

³⁴⁸ Brereton Greenhous, « C » *Force to Hong Kong: A Canadian Catastrophe* (Toronto: Dundurn Press, 1997), 123-24.

Birmanie. Ce contexte plus contraignant limite les opérations de sabotage des réseaux de communications japonais traversant la jungle³⁴⁹.

En plus de l'infiltration complexe des agents en Asie, le *SOE* doit s'adapter à la difficulté de recruter des civils pour aider ses opérations. Les populations locales sont peu réceptives aux efforts de recrutement des agents, soit en raison de leur crainte des Japonais, soit en raison d'une perception négative des Britanniques qui essaieraient simplement de retrouver leur hégémonie coloniale³⁵⁰, un désaveu qui pousse les Britanniques à affirmer que « there are no true patriots in Far East as we know them in Europe »³⁵¹. Les conditions d'infiltration sont ainsi drastiquement différentes en Asie par rapport à l'Europe. Cela n'empêche cependant pas le *SOE* d'envoyer des agents ayant opéré en Europe dans la *Force 136*, sa branche asiatique, pour entraîner les quelques résistants locaux, saboter les lignes de communication, faire de la propagande et même récolter des renseignements stratégiques³⁵².

Les opérations en Asie sont d'autant plus complexes que les Britanniques constatent un manque d'agents à infiltrer pour couvrir la zone d'opérations, soit la Birmanie, la Malaisie et le Siam (aujourd'hui la Thaïlande), et ce malgré le recrutement de ressortissants d'origine chinoise – Canadiens notamment. Ce manque de ressources en Asie peut être lié à l'importance moindre accordée à la guerre du Pacifique par Londres en comparaison à celle en Europe. Pour Churchill, l'ennemi principal est Berlin, pas Tokyo, et les ressources doivent donc être concentrées dans la

³⁴⁹ The National Archives (Londres), HS 1/212 (ci-après TNA, HS 1/212), *Clandestine operations in the Far East*.

³⁵⁰ Roy MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945* (Vancouver: University of British Columbia Press, 1981), 178. TNA, HS 1/212, *Clandestine operations in the Far East*.

³⁵¹ TNA, HS 1/212, *Clandestine operations in the Far East*.

³⁵² Richard J. Aldrich, « Britain's Secret Intelligence Service in Asia during the Second World War », *Modern Asian Studies* 32, n° 1 (1998): 192; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 177-78.

lutte contre l'Allemagne³⁵³. Or, la fin du conflit en Europe libère une grande quantité d'agents d'expérience qui peuvent maintenant être envoyés en Asie pour combler le manque de personnel³⁵⁴. Parmi ces agents se trouvent dix Canadiens français, dont Pierre Chassé, Roger Caza et Pierre-Émile Thibault. Initialement, ces Canadiens sont destinés à opérer en Indochine, une ancienne colonie française. Cependant, la situation sur le terrain est jugée trop dangereuse pour envoyer des équipes : les agents précédemment envoyés ont été dénoncés aux Japonais. La *Force 136* décide plutôt d'envoyer les agents en Birmanie et en Malaisie³⁵⁵.

Le *War Office* demande à Ottawa le prêt de cette dizaine de Canadiens en octobre 1944 après la fin de la majorité des opérations en France. Ces agents se sont portés volontaires pour le service en Asie à condition d'obtenir une permission au Canada de quelques semaines avant d'être envoyés à la *Force 136*³⁵⁶. Après ce repos, ils embarquent vers l'Asie au début de 1945. Tous les Canadiens s'étant portés volontaires ne feront cependant pas partie du voyage, Guy d'Artois et Allyre Sirois quittent le *SOE* avant le début de la mission³⁵⁷. Rendu en Asie, Paul-Émile Labelle doit également être renvoyé au Canada en raison de sa santé mentale défaillante. Il est remplacé par Caza³⁵⁸.

Avant d'être parachutés derrière les lignes ennemies pour effectuer leur mission, les agents reçoivent quelques semaines de formation sur la survie et le combat dans la jungle³⁵⁹. Il s'agit d'un

³⁵³The National Archives (Londres), HS 7/115 (ci-après TNA, HS 7/115), SOE: Training in India; Douglas Ford, *Britain's Secret War Against Japan, 1937-1945* (New York: Taylor & Francis Group, 2006), 77 et 98.

³⁵⁴TNA, HS 7/115, SOE: Training in India; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 201-2.

³⁵⁵Stuart R. Elliot, *Scarlet to Green: a History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963* (Toronto: Canadian intelligence and Security Association, 1981), 395-96.

³⁵⁶BAC, RG24, 12 186, 1/ATTACH WO/1/, Lettre de Kenyon au lieutenant-colonel Walter, 16 octobre 1944, et lettre du lieutenant-colonel Walter, 26 octobre 1944.

³⁵⁷Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), vol.10014 (ci-après BAC, 10 014), 9/LOANS/1, document du 30 novembre 1944 ; BAC, 10 014, 9/LOANS 1/2, lettre au CMHQ, 12 janvier 1945.

³⁵⁸The National Archives (Londres), HS 9/873/1 (ci-après TNA, HS 9/873/1), message chiffré, 4 avril 1945; Elliot, *Scarlet to Green*, 395-96.

³⁵⁹MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 211.

cours similaire à ceux donnés par le *MI 9* aux aviateurs alliés. Les soldats apprennent comment approcher les populations locales pour de l'aide, comment se nourrir et se déplacer dans la jungle et les premiers soins en cas de morsures de tiques ou de serpents. Les archives étudiées ne font pas mention de formations particulières aux agents spéciaux. Ceux-ci, forts de leur expérience en France et de leur formation dans les *Special Training School*, ont possiblement déjà les connaissances jugées nécessaires. Des cours sur les langues et les coutumes locales sont toutefois prodigués aux agents avant qu'ils soient envoyés sur le terrain³⁶⁰.

1.2.2. Opérations en Birmanie et en Malaisie

La majorité des agents canadiens sont envoyés en Birmanie dans le cadre de l'opération *Character* pour travailler auprès des *Karens*. Il s'agit d'une tribu présente dans la jungle birmane jugée particulièrement loyale par les Britanniques. Avec les *Kachins*, il s'agit d'une des populations locales sur laquelle s'appuie la *Force 136* pour infiltrer les lignes japonaises. En raison de la surveillance japonaise sur les *Karens*, les Britanniques attendent cependant le changement de rapport de force suivant le débarquement de Normandie pour agir auprès d'eux. Ils espèrent alors soulever jusqu'à 2 000 membres de la tribu contre les Japonais³⁶¹. En opérant de concert avec les populations locales, la *Force 136* parvient à accéder à une importante quantité de renseignements militaires, davantage que ce que parvient à faire le *Special Intelligence Service (SIS)* qui tente d'infiltrer les populations locales incognito. Ce faisant, le *SOE* se retrouve à effectuer des missions de repérage et de renseignement en plus de celles de sabotage en Birmanie³⁶². La relation entre le

³⁶⁰ Helen Fry, *MI9: A History of the Secret Service for Escape and Evasion in World War Two* (New Haven: Yale University Press, 2020), 274; Terry Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents* (Oxford: Shire publications, 2016), 22.

³⁶¹ TNA, HS 1/212, Clandestine operations in the Far East; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 209-10.

³⁶² Aldrich, « Britain's Secret Intelligence Service in Asia », 182 et 198-99.

SOE et les *Karens* permet donc au service spécial d'opérer avec efficacité malgré la difficulté d'infiltrer des agents.

Les *Karens* jouent un rôle important dans l'opération *Character*. Comme les résistants français, ils aident les Britanniques en attaquant les lignes de communication japonaises et les troupes battant en retraite dans la jungle. Les agents canadiens leur apprennent les techniques de guérilla, les cibles à attaquer et fournissent les explosifs nécessaires pour saboter la retraite japonaise³⁶³. La relation avec les *Karens* et l'éloignement des centres urbains réduisent légèrement les risques qui confrontent les agents en Birmanie, surtout par comparaison aux infiltrations de 1943 en France. Le seul canadien décédé en Asie, Archambault, est mort à la suite d'un accident d'explosif et non à une arrestation par les Japonais ou une attaque de leur part³⁶⁴.

En Malaisie, la *Force 136* envoie une équipe, pour la première fois composée entièrement de Canadiens, dans le cadre de l'opération *Tideway Green*. Menée par Joseph Benoît avec Caza comme opérateur radio et assistés d'une dizaine d'agents canadiens d'origine chinoise, l'équipe est chargée de la récolte des renseignements sur les mouvements japonais et du saboter avec l'aide d'un mouvement de résistance locale dirigée par le *Malayan Peoples' Anti-Japanese Army (M.P.A.J.A)*³⁶⁵. Principale force de résistance dans la région, le *M.P.A.J.A.* est surtout composé de membres du Parti communiste de la Malaisie et est allié avec les Britanniques depuis 1943³⁶⁶. L'équipe est parachutée dans la jungle malaisienne le 6 août 1945, une dizaine de jours seulement

³⁶³ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 209-13; Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 22; David Stafford, *Camp X* (New York: Pocket Books, 1988), 254-55.

³⁶⁴ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol. 60 507, no.43097 (ci-après BAC, R112, 60 507, 43 097), dossier militaire de Jean-Paul Archambault; Stafford, *Camp X*, 1988, 255.

³⁶⁵ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 222-23; Elliot, *Scarlet to Green: a History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963*, 397; TNA, HS 1/212, *Clandestine operations in the Far East*.

³⁶⁶ TNA, HS 1/212, *Clandestine operations in the Far East*; Stafford, *Camp X*, 1988, 258.

avant la fin de la guerre. Avant même de pouvoir effectuer leur mission, celle-ci devient obsolète et les agents quittent la jungle pour attendre les forces alliées dans une région urbaine³⁶⁷.

La situation dans les villes est cependant chaotique avec le retrait des troupes japonaises. Benoît et son équipe doivent alors rétablir l'ordre. Ils prennent le contrôle de la région de Batu Pahat en attendant l'arrivée des troupes britanniques³⁶⁸. Comme l'équipe de Benoît, des agents de la *Force 136* se retrouvent à veiller à l'ordre public après la capitulation japonaise en attendant que les gouvernements soient rétablis. Les agents sont également chargés de venir en aide aux prisonniers de guerre et accepter la capitulation des soldats japonais. Ironiquement, Benoît doit utiliser les anciens occupants comme force de police pour prévenir le massacre de ressortissants chinois³⁶⁹.

Benoît et son équipe demeurent en Malaisie jusqu'en novembre 1945. Les agents retournent finalement au Canada en février 1946. Leur service dans le *Special Operation Executive* est terminé et l'organisation est démantelée par Londres³⁷⁰. En effet, les Britanniques ne souhaitent pas opérer deux organisations secrètes en temps de paix et décident de ne conserver que le *SIS*, qui absorbe alors le *SOE*³⁷¹. Avec la fin de la guerre dans le Pacifique et le démantèlement du service spécial, le prêt des officiers canadiens au *War Office* cesse. Cela correspond à la volonté canadienne qui donnait jusqu'en mars 1945 à Londres pour le rapatriement des agents de la *Force 136*³⁷².

³⁶⁷ The National Archives (Londres), HS 1/108 (ci-après TNA, HS 1/108), Malayan Country Section, operation Roll; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 240-41.

³⁶⁸ MacLaren, 240-41.

³⁶⁹ Affaires des anciens combattants Canada, *Un Courage peu ordinaire*, 17 (26); MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 240-41.

³⁷⁰ BAC, RG24, 10 014, 9/LOAN/1/4, message radio du CMHQ Malheureusement, l'encre sur le document est trop effacée pour pouvoir préciser le destinataire ou la date envoyée; Stafford, *Camp X*, 1988, 258-59.

³⁷¹ Aldrich, « Britain's Secret Intelligence Service in Asia », 211; Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 58.

³⁷² BAC, RG24, 10 014, 9/LOAN/ 1/4, mémorandum du 5 octobre 1945.

Les agents canadiens sont ainsi envoyés en Asie pour participer à la guerre du Pacifique et travaillent pour saboter les déplacements japonais et maintenir l'ordre après leur retrait de ceux-ci. La fin des opérations sur le terrain et le retour des agents au pays met fin à la participation du Canada aux opérations spéciales britanniques. Il est maintenant temps de clore les dossiers militaires des agents, ce qui signifie notamment de clarifier le sort de ceux morts en mission.

2. Retour à la vie civile : entre les agents décédés et les survivants

2.1. À la recherche des agents disparus : le sort des prisonniers de guerre

La fin de la guerre en Europe ne s'accompagne pas que de célébrations. Le conflit terminé, il est maintenant temps de compter les morts, les blessés et les disparus. Pour les organisations secrètes, cela signifie, entre autres, de clarifier le sort de leurs agents capturés. Certains des agents prisonniers sont libérés des camps allemands, mais plusieurs autres manquent toujours à l'appel. Les archives allemandes sont alors fouillées, leurs camps sont investigués et les prisonniers comme le personnel allemand sont interrogés³⁷³. L'objectif n'est pas nécessairement de retrouver ces agents vivants : beaucoup d'agents et de Résistants ont été tués par les nazis en réaction à l'avancée alliée³⁷⁴. Il s'agit principalement de statuer de leur sort, de confirmer leur décès dans plusieurs cas.

Les agents et Résistants ayant survécu aux camps font ainsi l'objet d'interrogatoires à la fois du *SOE*, des familles des disparus et de leur propre gouvernement. C'est grâce à ces

³⁷³ Crowdy, *SOE: Churchill's Secret Agents*, 59.

³⁷⁴ Jonathan F. Vance, *Unlikely Soldiers: How two Canadians Fought the Secret War Against Nazi Occupation* (Toronto: Harper Collins, 2008), 266; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 66.; BAC, RG24, 12186, 1/ ATTACH WO/ 1/3, mémorandum du lieutenant-colonel Walter, 30 octobre 1944.

interrogatoires que le sort des Canadiens capturés est confirmé. Ainsi, un certain officier dénommé Southgate confirme le sort de Frank Pickersgill et de John Macalister. Emprisonné avec les deux agents, Southgate confirme les avoir rencontrés lors d'un transfert de prisonniers vers Buchenwald. Grâce à cette rencontre, il témoigne au *SOE* de la torture subie par les deux hommes, d'une tentative d'évasion effectuée par Pickersgill et de son exécution ainsi que celle de Macalister et de Roméo Sabourin qui étaient emprisonnés avec lui.³⁷⁵

Le témoignage de Southgate et les histoires recueillies auprès des autres prisonniers permettent au *War Office* d'éclaircir le sort de dizaines de ses agents, d'apprendre comment ils ont été capturés, s'ils ont cédé sous la torture et comment ils sont morts. Ce faisant, Londres peut donc mieux reconstituer le parcours de ses agents et ensuite informer Ottawa du sort de ses ressortissants³⁷⁶. Les témoignages recueillis sont confirmés par les documents abandonnés par les Allemands dans les camps. En 1945, l'ambassadeur canadien en France, Georges Vanier, trouve ainsi dans les registres de Buchenwald le nom des trois Canadiens, dont on confirme par la suite qu'ils étaient des agents du *SOE* capturés. Les archives contiennent cependant peu d'informations et plusieurs documents ont été détruits par les Allemands avant leur départ. Sans les témoignages, seul le fait qu'ils n'ont pas survécu serait connu par Londres et Ottawa³⁷⁷.

Le 6 septembre 1944, Pickersgill, Macalister et Sabourin sont ainsi pendus à des crochets à viande par des cordes de piano. Trois jours plus tard, Guy Bieler, ayant marqué ses geôliers, est escorté par une garde d'honneur avant d'être fusillé. Un garde confirme que le courage montré par l'agent malgré son emprisonnement et la torture l'a rendu digne de cet honneur accordé à aucun

³⁷⁵ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG25, vol.2120, AR1076/1 (ci-après BAC, RG25, 2120, AR1076/1), mémorandum du lieutenant-colonel Walter, 5 juin 1945.

³⁷⁶ BAC, RG25, 2120, AR1076/1, mémorandum du lieutenant-colonel Walter, 5 juin 1945.

³⁷⁷ BAC, RG25, 2120, AR1076/1, lettre de External à Dominion, 2 mai 1945, et Despatches no. 548, 27 avril 1945.

autre agent britannique³⁷⁸. Un autre agent, Alcide Beaugard, est tué en août 1944 avec une centaine de Résistants français. Il aurait été rendu fou par la torture³⁷⁹.

Malheureusement, il n'a pas été possible de retrouver la trace de tous les agents capturés. Malgré les recherches effectuées par le *SOE*, le sort exact de certains agents demeure inconnu. C'est le cas de François Deniset et Robert Byerly. En l'absence de davantage d'informations, les deux agents sont déclarés morts³⁸⁰. La situation est plus facile dans le cas d'Archambault, le seul canadien mort en Asie, puisqu'il n'est pas mort en captivité. Il est décédé entouré d'alliés et a eu le temps de rédiger un rapport avant de succomber à ses blessures. Les circonstances entourant son décès sont ainsi connues du *SOE* et ont pu être facilement transmises aux Canadiens³⁸¹.

Cette recherche des agents disparus permet de confirmer à Ottawa le décès des agents capturés. De là, le ministère de la Défense peut effectuer les démarches administratives nécessaires et informer les familles du sort de leurs proches. Cela passe, notamment, par l'exécution des dernières volontés des défunts, tels qu'énoncés dans les testaments rédigés avant leur départ en mission. Ces testaments étant conservés dans les dossiers des agents, il revient à Ottawa d'amorcer le processus testamentaire³⁸². Conformément, les possessions des agents, restées entre les mains du *SOE* et du ministère de la Défense, sont envoyées aux légataires avec des lettres de condoléances

³⁷⁸ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 69-73; Affaires des anciens combattants Canada., *Un Courage peu ordinaire*, 11.

³⁷⁹ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 66.

³⁸⁰ The National Archives, HS 9/251/1 (ci-après TNA, HS 9/251/1), lettre à madame Robertson, 23 juillet 1946; Bibliothèque et archives Canada (Ottawa), R112, vol. 30525, no. 43162 (ci-après BAC, R112, 30 525,431 62, lettre à Mr. Deniset, 11 juin 1946.

³⁸¹ The National Archives (Londres), HS 9/49/1 (ci-après TNA, HS 9/49/1), lettre au lieutenant-colonel Raymont, 8 février 1946, et Army Form B.2090 A, Field Service.

³⁸² Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol. 30 976, no.42235 (ci-après BAC, R112, 30 976,422 35), testament de Gustave Bieler; Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol.30579, no.42236, Testament de Frank Pickersgill; BAC, R112, 30525, 43 162, Testament de Jean-Paul Archambault.

et, à l'occasion, des messages de Résistants ou de prisonniers de guerre ayant connu l'agent ou même partagé ses derniers moments³⁸³.

Ainsi, la fin de la guerre en Europe permet à Ottawa et à Londres d'attester de la mort des agents capturés et des conditions entourant celle-ci, de clore leurs dossiers en d'autres mots. Pour les agents ayant survécu, il est maintenant le temps de retourner à la vie civile.

2.2. Garder le secret : entre la presse et les *Official Secret Acts*

L'information et les renseignements constituent une ressource précieuse lors d'un conflit : plus un belligérant en sait sur son ennemi, plus il est avantagé. Il peut, en effet, alors prévoir les mouvements de ce dernier, les technologies employées, ses déplacements... Il est donc important de garder un certain degré de silence autour des opérations spéciales. Comme on l'a vu au chapitre précédent, le secret et son importance pour la réussite des opérations sont inculqués aux agents dès le début de leur formation.

Afin d'assurer le caractère secret de l'organisation et de ses opérations, les agents doivent signer divers documents leur interdisant de dévoiler ce qu'ils font ou ce qu'ils apprennent en lien avec l'organisation. En 1943, avant d'être envoyé en France pour le *SOE*, Frank Pickersgill a ainsi signé un document allant comme suit : «I declare that I will never disclose to anyone any information which I have acquired or may at future time acquire as the result of my connection with this department, unless such disclosure is necessary for my work for the department. »³⁸⁴. Les

³⁸³ BAC, R112, 30 507, 43 097, Formule P.64, Ministère de la Défense nationale, 13 juin 1945; Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), R112, vol. 30 973, no.42238 (ci-après BAC, R112, vol.30973, 42 238), Inventory, 14 août 1945; Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa); R112, vol.26925, no.30647, lettre du Père John Aubrey, 17 juin 1945; Vance, *Unlikely Soldiers*, 270.

³⁸⁴ Cité dans Vance, 105.

agents ne doivent pas révéler les alias qu'ils utilisent, les individus avec lesquels ils sont en contact, la nature de leur mission et autres, à moins que cela ne soit nécessaire pour leur travail³⁸⁵.

La fin de la guerre et le retour à la vie civile de tous les agents en 1946 ne mettent pas fin au caractère confidentiel des opérations spéciales. Au contraire, à leur retour de mission, ils reçoivent l'ordre de n'en révéler aucun détail.

You have just completed an operation which has achieved a great measure of success. This success, in no small part, was due to the fact that many of the methods and things you used were unexpected to the enemy, so that he had not an effective answer to them. Some of these methods and devices are, even now, not known to the enemy and it is your task to see that he does not learn anything about them [...] You are entitled to tell people that you were parachuted into France to work with the FFI [la Résistance] and may describe the fighting. You may say nothing else about your work and training³⁸⁶.

Les informations que peuvent mentionner les agents sur leur expérience en France sont ainsi très limitées. Ils ne peuvent divulguer les détails comme les noms d'autres agents ou de Résistants, les méthodes utilisées, les endroits où ils sont allés ou encore les événements précis auxquels ils ont participé³⁸⁷. Par exemple, Benoît ne peut pas mentionner avoir saboté des sites de lancement de missiles nazis et le nom des résistants français présents lors des opérations³⁸⁸. Afin d'assurer le respect de ces consignes, les agents doivent signer, devant témoin, les *Official Secrets Acts* britanniques de 1911 et 1920. Avec cette signature, ils s'engagent à ne révéler aucune information confidentielle sous peine d'emprisonnement et d'amendes³⁸⁹.

³⁸⁵ The National Archives (Londres), HS 9/56/7 (ci-après TNA, HS 9/56/7), Declaration, 1944; TNA, HS 9/147/5, Declaration, 3 août 1942; The National Archives (Londres), HS 9/1296/4 (ci-après TNA, HS 9/1296/4), Declaration, 24 janvier 44.

³⁸⁶ BAC, RG24, 1816, 1/ATTACH WO/1/3, Security Instructions for agents ceasing to be employed, décembre 1944.

³⁸⁷ BAC, RG24, 1816, 1/ATTACH WO/1/3, Security Instructions for agents ceasing to be employed, décembre 1944.

³⁸⁸ MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 86-99.

³⁸⁹ TNA, HS 9/283/1, Official Secrets Acts, 1911 and 1920; The National Archives (Londres), HS 9/301/4 (ci-après TNA, HS 9/301/4), Official Secrets Acts, 1911 and 1920.

Ce serment s'étend non seulement aux lettres ou conversations de l'agent, mais également à ses témoignages sur son expérience lors de la guerre. Ils ne peuvent pas révéler ces informations dans un mémoire ou dans des articles de journaux³⁹⁰. Lors d'un conflit, la presse est un peu perçue comme une menace pour l'effort de guerre. En effet, en publiant un article, les journalistes risquent de révéler de l'information pouvant être utilisée par l'ennemi. En raison de cela, il est interdit aux militaires de communiquer avec la presse et les textes de celles-ci sont soumis à la censure³⁹¹. Avec la fin du conflit, il devient cependant difficile de limiter les contacts avec la presse et, donc de garder sous silence les opérations du *SOE*, peu importe les documents signés³⁹².

Lorsque des articles sur les opérations spéciales, tant celles du *SOE* que celles du *MI 9*, sont publiés, le *War Office* les examine attentivement afin d'évaluer les risques associés. L'information ainsi révélée représente-t-elle un risque à la sécurité britannique ou aux affaires de Londres ?³⁹³ Cependant, il ne parvient pas à empêcher la publication d'articles non autorisés, non censurés, sur le travail des agents derrière les lignes ennemies³⁹⁴. Un tel article est publié en 1947 dans un journal français, le *Samedi-Soir*. Se basant sur les propos d'un proche de « Mona la Blonde », une Française ayant trahi le réseau Prosper aux Allemands, l'article accuse Frank Pickersgill et John Macalister d'avoir eux aussi trahi le réseau³⁹⁵. L'accusation fait tollé et insulte les collègues et amis et deux Canadiens, incluant le dirigeant de la Section F du *SOE*, le colonel Buckmaster³⁹⁶.

³⁹⁰ TNA, HS 9/283/1, Official Secrets Acts, 1911 and 1920; TNA, HS 9/301/4, Official Secrets Acts, 1911 and 1920.

³⁹¹ Claude Beaugard, *Guerre et censure au Canada: L'expérience canadienne durant la Seconde Guerre mondiale* (Québec: Septentrion, 1998), 112.

³⁹² BAC, RG24, 1816, 1/ATTACH WO/1/3, lettre à Defries, 30 décembre 1944.

³⁹³ TNA, HS 9/56/7, lettre du Major Mackenzie au lieutenant-colonel Walter, 3 avril 1945.

³⁹⁴ BAC, RG24, 1816, 1/ATTACH WO/1/3, lettre à Defries, 30 décembre 1944.

³⁹⁵ BAC, RG25, 2120, AR1076/1, extract from Paris Fortnightly summary, 15 septembre 1947.

³⁹⁶ The National Archives (Londres), HS 6/426 (ci-après TNA, HS 6/426), document destiné au major Mott, 15 mai 1947.

Ottawa et Londres réfutent l'accusation et se retrouvent à devoir innocenter les agents. Ils ouvrent des enquêtes en réaction aux propos du journal. Les recherches démontrent que les informations sont non fondées. En effet, les deux Canadiens n'ont jamais été en possession des informations ayant mené à l'infiltration du réseau. Les dates d'infiltration du réseau et celle de l'arrivée des agents en France ne coïncident pas. Plusieurs témoins défendent également l'innocence des deux hommes³⁹⁷. Bien qu'ayant été tenues à distance des opérations spéciales britanniques lors de la guerre, les accusations contre ces deux Canadiens encouragent Ottawa à agir pour défendre la réputation de ses ressortissants.

Le Canada aide également les Britanniques à limiter la transmission d'informations sur les opérations spéciales en leur transférant les articles publiés à ce sujet au Canada. En 1945, pendant le congé accordé aux agents devant se rendre en Asie, Guy d'Artois accepte une entrevue d'un journaliste dans laquelle il enfreint les règles de confidentialité et révèle les méthodes employées dans la lutte aux nazis. Il affirme notamment avoir assassiné près de 50 prisonniers allemands³⁹⁸. L'enquête du *War Office* sur l'article soulève des doutes sur la véracité des propos du Canadien. En effet, il n'a jamais fait mention de tels assassinats dans ses rapports. Mais, il est trop tard, les articles ayant déjà été publiés et diffusés. L'article fait craindre aux Britanniques que les Allemands utilisent les propos de d'Artois pour défendre leurs criminels de guerre en avançant que les Alliés ont, eux aussi, enfreint la convention de Genève sur le traitement des prisonniers³⁹⁹. En réaction à

³⁹⁷ BAC, RG25, 2120, AR1076/1, extract from Paris Fortnightly summary, 15 septembre 1947, lettre à Mr. Pearson de C.S.A Ritchie, 8 août 1947, lettre destinée à Mr. Robertson, 20 mai 1947. Ces deux documents sont un exemple des nombreuses lettres abordant l'article dans le dossier AR1076/1.

³⁹⁸ Stafford, *Camp X*, 252; MacLaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 202-3.

³⁹⁹ TNA, HS 9/56/7, lettre du major Mackenzie au lieutenant-colonel Walter, 3 avril 1945.

son manque de discrétion, la candidature de D'Artois est rejetée pour les opérations en Asie, et il reçoit également un avertissement à son dossier⁴⁰⁰.

Ce silence imposé autour des opérations spéciales perdure pendant plusieurs années. L'exception est l'ouvrage rassemblant des lettres écrites par Pickersgill publié en 1948. Dans la mesure où l'article du *Samedi-Soir* a été publié l'année précédente, sa participation aux opérations spéciales en France n'était plus secrète. L'ouvrage survole également sa participation au *SOE*, mais il se concentre surtout sur l'expérience de Pickersgill en France avant qu'il ne devienne agent spécial⁴⁰¹. Il faut attendre près de 25 ans avant que les agents soient libres de parler⁴⁰². Conséquemment, ce n'est que vers les années 1980 que se développe une historiographie basée sur les agents canadiens dans les forces spéciales. Ces hommes accordent alors des entrevues avec des historiens, comme Roy Maclaren, ou encore rédigent leurs mémoires, comme le fait Dumais.

Ainsi, même après leur retour à la vie civile, les agents gardent secret leur rôle lors de la guerre. Il faudra plusieurs années pour que cette dernière restriction de leur recrutement dans le *SOE* et dans le *MI 9* soit levée et qu'ils puissent raconter leur histoire.

Conclusion

La fin de la guerre en Europe ne marque ainsi pas la fin du parcours d'agents spéciaux pour les Canadiens. L'expérience acquise sur le terrain et l'appréciation des Britanniques de leur travail leur ouvre la porte à de nouvelles missions. Les agents du *MI 9* se retrouvent alors à poursuivre des opérations en France pour le *War Office* tandis que plusieurs membres du *SOE* se dirigent vers

⁴⁰⁰ TNA, HS 9/56/7, lettre du major Mackenzie au lieutenant-colonel Walter, 3 Avril 1945; Maclaren, *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*, 202-3; Stafford, *Camp X*, 1988, 252.

⁴⁰¹ Pickersgill, *The Making of a Secret Agent*.

⁴⁰² Lucien. Dumais, *Un Canadien français face à la Gestapo* (Montréal: Éditions du Jour, 1969), 9.

l'Asie pour poursuivre la lutte contre les forces de l'Axe. Ils reçoivent des missions en Birmanie et en Malaisie pour saboter les lignes de communication japonaises aux côtés des populations locales alliées aux Britanniques. Après la capitulation japonaise, ils se sont même chargés de maintenir l'ordre dans les régions qu'ils occupent en attendant le rétablissement des gouvernements locaux ou l'arrivée des forces alliées. L'expérience des agents canadiens après la guerre démontre un changement de rôle. Nous avons vu dans ce chapitre qu'il est plus facile, et efficace, pour l'armée britannique d'utiliser des agents déjà formés et expérimentés plutôt que de recommencer le processus à zéro. Pour Londres, les Canadiens français constituent, après la guerre en Europe, une ressource intéressante à utiliser. D'agents recrutés pour leur capacité linguistique, ils deviennent intéressants pour le *SOE* en raison de leur expérience sur le terrain

Tous les agents n'ont cependant pas eu la chance de quitter la France et de poursuivre leurs opérations au sein des services spéciaux britanniques. Pour les agents capturés, la guerre s'est terminée par la mort. La fin du conflit en Europe est l'occasion pour le *SOE* d'enquêter sur le sort de ces agents, éclaircir ce qui leur est arrivé à l'aide des documents laissés derrière par les Allemands et des témoins que constituent les autres prisonniers de guerre et le personnel des camps et prisons où ils se trouvaient. Pour les agents survivants au conflit, il est temps de retourner à la vie civile. Ce retour s'accompagne cependant d'instructions strictes sur les informations qu'ils peuvent révéler de leur service en Europe et en Asie puisqu'il est encore important de conserver secrètes les opérations spéciales. Tous les agents ne respectent pas cette consigne de sécurité, comme D'Artois qui accorde une entrevue à la presse.

Il faut attendre quelques décennies pour que la majorité des anciens agents offrent leurs témoignages et que des recherches soient faites sur la participation canadienne dans les services spéciaux britanniques. Une historiographie se développe alors progressivement et de recherches en

recherches, de nouvelles questions sont soulevées, de nouveaux aspects sont étudiés jusqu'en y venir à cette contribution à notre connaissance des Canadiens français dans le *SOE* et le *MI 9*.

Conclusion

Cette recherche a décrit et analysé la participation des Canadiens français dans les forces spéciales britanniques. De leur recrutement à leur retour au pays, Dumais, Benoit, D'Artois, Bieler, Labrosse et tous leurs collègues ont contribué à l'effort de guerre allié depuis les zones conquises. Ils ont ramené en Angleterre des pilotes écrasés, saboté l'effort de guerre allemand, coupé la retraite japonaise dans les jungles de Birmanie et maintenu l'ordre dans certaines régions de Malaisie. Certains ont résisté à la torture jusqu'à devenir fou et sacrifié leur vie pour protéger les opérations britanniques et les Résistants opérant dans ces régions. D'autres ont réussi à revenir en Angleterre et ont continué leur travail en Asie ou encore sont retournés au Canada, leur mission accomplie. Dans tous les cas, ces hommes sont entrés dans l'histoire et de nombreuses recherches témoignent de leurs opérations.

Les recherches sur les forces spéciales lors de la Seconde Guerre mondiale ont longtemps été compliquées par la question d'accès aux archives : de nombreux documents ont été classés secrets et sont restés inaccessibles aux chercheurs pendant des années. La Grande-Bretagne a justifié cette décision afin de préserver le secret des opérations et des techniques développées pour pouvoir les utiliser contre les Soviétiques pendant la Guerre froide. Le Canada et les États-Unis ont appuyé ce désir de confidentialité des Britanniques et limité eux aussi l'accès à leurs archives. Les mémoires et les témoignages de membres des forces spéciales et d'autres individus ont contribué malgré cela à distribuer l'information au public. Plusieurs ouvrages sont ainsi publiés dans les années 1950 sur le *Special Operations Executive (SOE)*. Dans ces circonstances, afin de contrôler la diffusion de l'information, Londres autorise certains historiens à avoir accès aux documents d'archives à partir des années 1960 pour qu'ils rédigent des ouvrages sur les opérations secrètes.

Commence alors à se développer une historiographie portant sur les forces spéciales dans la Seconde Guerre mondiale. Les chercheurs lèvent peu à peu le voile sur les opérations du *SOE* ou du *MI 9*. Face à son échec à contrôler l'information, le gouvernement britannique a ouvert progressivement l'accès aux archives. Au Canada, il faut cependant attendre l'ouvrage de Maclaren en 1981 pour que se développent les recherches sur la participation canadienne dans les forces spéciales britanniques. Comme en Grande-Bretagne, l'ouverture partielle des archives dans les années 1970 encourage la recherche dans les décennies qui suivent. À Londres comme à Ottawa, cette ouverture est accélérée dans les années 1990 par la fin de la Guerre froide et l'éloignement chronologique à la Seconde Guerre mondiale. Cela donne un nouveau souffle aux recherches.

Malgré cela, il reste des trous à combler dans notre compréhension des forces spéciales britanniques et de la participation du Canada. De nombreux agents canadiens n'ont pas été le sujet d'études, les candidats rejetés du programme sont peu ou pas mentionnés, la collaboration entre Ottawa et Londres peu approfondie... C'est sur ces lacunes que nous avons essayé de jeter la lumière avec notre recherche. À travers l'étude des Canadiens français dans le *SOE* et le *MI 9*, nous espérons avoir contribué à mieux comprendre l'utilisation de groupes culturels particuliers en temps de guerre d'un pays au profit d'un autre, ainsi mis de l'avant un autre exemple du soutien canadien à l'effort de guerre britannique.

Cette recherche s'est fondée sur un travail d'archives effectué à la fois à Ottawa et à Londres qui nous a permis d'accéder aux documents laissés par les organisations spéciales. Leur conservation cependant connu plusieurs enjeux depuis la Seconde Guerre mondiale. Entre le caractère « secret » des opérations, qui limite la conservation de traces papier, des incendies et des tris majeurs dans les documents à conserver, il est estimé que seulement 15 % des documents du *SOE* demeurent dans les archives britanniques. Les témoignages des agents et les travaux

d'historiens officiels ont tout de même permis de conserver certaines des informations se trouvant dans les documents détruits. Ces sources et les archives conservées nous ont permis de mener à bien notre recherche. Nous avons ainsi étudié les dossiers militaires des agents, des conversations entre Londres et Ottawa au sujet des Canadiens prêtés, les critères de recrutement, etc.

À travers les ouvrages scientifiques et les sources, nous avons pu retracer le parcours des agents canadiens de la création des organisations spéciales britanniques à leur démantèlement. À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, l'utilisation par les nazis de minorités ethniques tchécoslovaques et autrichiennes pour conquérir ces deux nations soulève l'intérêt et l'inquiétude chez les Britanniques. Londres craint alors la création d'une cinquième colonne en Grande-Bretagne par les Allemands, mais s'intéresse également au potentiel de telles infiltrations pour porter la lutte derrière les lignes ennemies, diviser les forces nazies. Trois organisations sont créées pour étudier ces techniques de guerres irrégulières à la fin des années 1930 : la *Section D*, la *Electra House* et le *MI(R)*. Les objectifs et méthodes de ces dernières se ressemblant, Londres les amalgame afin de créer le *SOE* en 1940 alors que la chute de la France force les Britanniques à revoir leur stratégie militaire. En effet, ne pouvant plus compter sur les forces françaises sur le continent, ils se tournent vers la possibilité de soulever les peuples conquis afin d'affaiblir les forces allemandes. La chute de la France encourage également Londres à développer le *MI 9*, une organisation cherchant à rapatrier les soldats coincés derrière les lignes ennemies, les aider à éviter la capture et à s'échapper autrement.

Chargé par Churchill de mettre l'Europe à feu et à sang, le *SOE* opère à grandeur de la planète en infiltrant des agents derrière les lignes ennemies pour saboter l'effort de guerre nazi et organiser la résistance locale. Afin de remplir son objectif, l'organisation doit recruter des agents capables de se camoufler dans la population locale des pays à infiltrer. Pour la France, il lui faut

ainsi des individus qui connaissent la culture française, mais surtout qui parlent français. On pourrait penser que les Forces françaises libres peuvent combler ce besoin d'agents. Elles sont, en effet, composées de Français. Cependant, la collaboration avec le général de Gaulle s'avère difficile. Ayant accepté de ne pas recruter des ressortissants français, la Grande-Bretagne doit se tourner ailleurs, vers le Canada, pour trouver des francophones à infiltrer.

Bien que pleinement indépendant depuis 1931, le Canada joint la Grande-Bretagne dans la Seconde Guerre mondiale et soutient ses opérations jusque dans les forces spéciales. Possiblement en raison de son manque d'expérience, le pays ne met pas sur pied sa propre organisation spéciale pour opérer aux côtés des Britanniques comme le font les Américains. À travers le *Canadian Military Headquarters* et la *British Security coordination*, Ottawa fournit plutôt matériel et hommes, des Canadiens français notamment, au *War Office*. Se basant sur les principes du programme *Canloan*, dès 1942, le Canada prête soldats et officiers pour une période de six mois, renouvelable, à la Grande-Bretagne. Bien qu'opérant pour une organisation britannique, ces hommes sont alors transférés dans la « *Q list* » une unité canadienne regroupant les soldats prêtés à Londres. Ce système contribue à garder secret les opérations spéciales britanniques tout en évitant le licenciement des soldats prêtés de l'armée canadienne pour qu'ils soient engagés dans celle britannique.

Contrairement à notre hypothèse initiale, Ottawa ne craint pas envoyer des Canadiens français au *War Office* pour des missions secrètes. Considérant la paranoïa entourant l'idée d'une cinquième colonne et la crainte que les Allemands utilisent les minorités ethniques contre leurs propres gouvernements, nous avons pensé que l'opposition des Canadiens français à certaines mesures de guerre et l'intérêt que leur porte Vichy auraient alimenté une certaine méfiance à leur égard. Cette hypothèse s'est cependant vue démentie par notre recherche en archives : aucun des

documents étudiés ne fait allusion à des risques particuliers associés aux Canadiens français et à leur participation dans les forces spéciales comme agents.

La majorité des agents sont recrutés par le *War Office* parmi les soldats stationnés en Grande-Bretagne. Des soldats ou des officiers sont invités à rencontrer des agents du *SOE* et du *MI 9* en raison de leurs habiletés, incluant leur connaissance du français. De là, ils passent une série d'entrevues pour évaluer leurs compétences et leur tempérament. Les services spéciaux recherchent, entre autres, des opérateurs radio qui parlent français à envoyer derrière les lignes ennemies afin d'assurer le contact avec leurs agents infiltrés. De ce fait, plusieurs des agents canadiens recrutés sont des opérateurs radio. Londres se tourne également vers Ottawa pour recruter des agents. Le ministère de la Défense recommande alors des soldats canadiens français aux Britanniques et facilite leur recrutement d'un point de vue administratif. Ce processus se fait à travers la *British Security Coordination (BSC)*, l'intermédiaire du *SOE* en Amérique du Nord. L'organisation recrute ainsi 49 agents pour le *War Office* parmi les forces stationnées au Canada.

La *BSC* centre principalement ses activités autour de Washington, mais ses opérations dépendent grandement du Canada qui lui fournit des membres et l'autorise à établir certaines de ses installations sur son territoire, le *Camp X* par exemple. Bien que le camp soit créé pour entraîner de futurs agents américains et entretenir les relations avec l'*Office of Strategic Service*, l'organisation spéciale américaine, il est situé en Ontario. Il se tourne ainsi vers le Canada qui lui fournit le terrain, des hommes et du matériel. Les relations avec la *BSC* permettent de remettre la participation du pays dans les forces spéciales britanniques dans le contexte des relations internationales. Le Canada soutient son ancienne métropole, la Grande-Bretagne, mais ne joue pas un rôle de leadership dans les organisations spéciales. Son soutien est beaucoup plus passif, là où

Washington met en place sa propre force spéciale. De même, Londres passe par le Canada pour consolider ses relations avec les États-Unis.

Le camp X ne profite pas seulement aux Américains et aux Britanniques. Il constitue la première étape de formation des 49 agents recrutés par la *BSC*. Avant d'être envoyés en Europe, les futurs agents y reçoivent une formation paramilitaire de quelques semaines. Cette période de formation permet de continuer à évaluer les capacités du candidat avant de l'envoyer en Europe. S'il se montre inadéquat pour le rôle d'agent spécial, il peut facilement être exclu du programme puisqu'il est encore au pays. Cela n'est pas le cas si le candidat est rejeté après être rendu en Grande-Bretagne. Les agents recrutés parmi les Canadiens stationnés en Europe reçoivent la même formation paramilitaire que leurs compatriotes en Ontario dans les *Special Training Schools* opérant en Angleterre.

Si un candidat reçoit une bonne évaluation lors de ses premières semaines de formation, il procède dans des centres d'entraînement plus spécialisés où il apprend à se dissimuler derrière les lignes ennemies, à trouver des alliés, les mesures de sécurité entourant les opérateurs radio, à résister à la torture, *etc.* La formation continue jusqu'à ce que les agents soient parachutés en France. Jusqu'au début de leur mission, ils sont également évalués et peuvent être retirés en tout temps du programme s'ils se désistent ou s'il s'avère qu'ils n'ont pas les caractéristiques nécessaires pour mener à bien leur mission. Les candidats sont ainsi évalués tout au long de leur formation sur leur tempérament, leur intelligence, leur capacité à suivre les ordres ou encore leur autonomie. La qualité du français ne semble pas un des critères décisifs dans la décision d'envoyer ou non des agents sur le terrain cependant.

En effet, plusieurs candidats recalés ont reçu de bons commentaires au niveau de leur connaissance de la langue, mais ils ont tout de même été rejetés du programme en raison de leur

tempérament. Un seul agent est exclu spécifiquement en raison de son français parmi les Canadiens étudiés. Ces candidats recalés se retrouvent tout de même généralement à travailler pour le *War Office* à d'autres postes, le Canada ne souhaitant pas les rapatrier s'ils peuvent tout de même servir l'effort de guerre en Angleterre. Ils œuvrent dans le département des affaires civiles ou encore dans celui de la censure. Les opérateurs radio peuvent également être transférés dans le *Signal Section* du *SOE*. Seuls les officiers représentant un risque de sécurité ou étant malades cessent d'être employés par Londres et sont renvoyés en Amérique du Nord.

Cette étude du parcours des agents canadiens-français dans les forces spéciales a également permis de mettre en lumière la recherche d'efficacité dans la gestion des ressources humaines au sein de l'Armée britannique. Londres recrute des Canadiens afin de contourner les difficultés liées au recrutement de Français. En raison des relations tendues avec le général de Gaulle, il devient plus efficace pour les Britanniques de recruter des soldats canadiens malgré leur manque de connaissance du terrain ou leur possible accent. Leur connaissance du français mène à leur recrutement, mais pour accéder au poste d'agents et se rendre derrière les lignes ennemies, il faut davantage. Les candidats sont soumis à un entraînement et un processus d'évaluation qui permet de déterminer s'ils seront des agents efficaces en mission. Lorsqu'ils ne démontrent pas les capacités nécessaires, ils sont généralement transférés dans un autre service ou un autre secteur des services spéciaux qui requiert des soldats ayant connaissance du français. De cette manière, l'armée parvient à utiliser leurs connaissances et leurs habilités plutôt que de les renvoyer simplement au Canada. Le recrutement d'agents spéciaux s'inscrit ainsi dans une volonté d'efficacité dans le traitement des ressources humaines.

Le *SOE* commence à parachuter des agents canadiens dès 1942 pour mener des opérations de sabotage. Les premiers Canadiens envoyés connaissent cependant des conditions difficiles alors

qu'un important réseau, le réseau *Prosper*, est infiltré par les Allemands. Grâce, entre autres, à la fuite d'information qui en suit, plusieurs agents se retrouvent capturés et emprisonnés par les forces allemandes. Le débarquement de Normandie change cependant la situation sur le terrain. Davantage d'agents sont envoyés pour former les forces de la Résistance. Ils ont moins besoin de se dissimuler et peuvent s'appuyer sur les Résistants. Peu des agents envoyés pour aider les maquis font alors face à la capture. Le *MI 9* envoie également quelques Canadiens français derrière les lignes ennemies pour soutenir ou monter des lignes d'évasion permettant de ramener les soldats dissimulés par des Français en Angleterre sans qu'ils soient capturés par les Allemands. Ces missions s'effectuent sans le soutien du Canada. À l'exception de quelques communications avec le lieutenant-colonel Walter sur leur parcours, Ottawa n'est pas tenu au courant des opérations de ses ressortissants en France.

La situation change quelque peu après la fin de la guerre en Europe. L'expérience que les agents canadiens ont acquise pendant leurs missions modifie leur rôle auprès du *War Office*. Initialement engagés en raison de leur connaissance du français, ils sont maintenant envoyés en Asie ou chargés de missions de contre-espionnage en France. Plusieurs agents du *MI 9* retournent ainsi sur le continent européen pour retrouver les Français ayant aidé les forces alliées tandis qu'une dizaine des Canadiens ayant travaillé pour le *SOE* se portent volontaires pour rejoindre la *Force 136* en Asie. Suivant des formations leur apprenant à survivre dans la jungle, ces agents sont envoyés en Birmanie et en Malaisie pour lutter contre les Japonais. Certains se voient même chargés de maintenir l'ordre dans les villes qu'ils occupent après la capitulation du Japon.

Ottawa n'est pas plus au courant des détails de ces opérations en Asie qu'il ne l'était pour celle en France, mais la fin de la guerre change la situation. Avec la fin du conflit, le Canada a l'occasion de participer aux recherches visant à retrouver la trace des agents capturés par les

Allemands afin, notamment, de confirmer leur décès. Avec la capitulation allemande, les Alliés accèdent aux archives nazies qui n'ont pas été détruites y compris les registres de prisonniers. Ils ont également la chance d'interroger d'anciens prisonniers ou des membres du personnel ces camps d'internement. Cela permet ainsi à Londres et à Ottawa d'éclaircir le sort des agents canadiens capturés. Ayant confirmé leur décès, le gouvernement peut également effectuer les démarches légales et administratives nécessaires, assurer la gestion de leur testament et retournant à leurs proches leurs possessions laisser entre les mains du *War Office* ou du ministère de la Défense par exemple.

Pour les agents survivants, la fin de la guerre s'accompagne d'instructions strictes sur le secret devant entourer leurs opérations lors du conflit. Ils se voient interdits de révéler les détails de leurs missions afin de conserver les méthodes utilisées, entre autres, secrètes. Cette interdiction n'empêche cependant pas certains agents ou témoins de révéler leur expérience à la presse. Dans ces situations, Ottawa prend un rôle plus actif auprès de Londres et collabore avec celui-ci pour étudier les fuites d'information, évaluer les risques associés ou encore blanchir certains de ses agents après des accusations dans les journaux.

En soutenant les forces spéciales britanniques, Ottawa facilite leurs opérations. Sans le Canada, Londres aurait possiblement disposé de moins d'agents à envoyer en France et aurait eu plus de difficulté à intervenir auprès de Washington. Les agents canadiens s'étant portés volontaires pour mener la guerre jusque derrière les lignes ennemies témoignent de ce soutien. Ces hommes ont démontré leur courage et leurs capacités, à tel point qu'ils ont dépassé leur statut de francophone pour le *War Office*. Chacune de leur mission a permis de détourner l'attention des nazis, de les affaiblir, ne serait-ce qu'un peu, et, delà, contribuer à la victoire alliée.

Ce soutien à la Grande-Bretagne n'est cependant pas la seule expérience du Canada dans les forces spéciales lors de la Seconde Guerre mondiale. En Italie, avec les Américains, Ottawa a employé une stratégie bien différente qu'avec les Britanniques. En 1942, les États-Unis et le Canada mettent sur pied la *Devil's Brigade*. Aussi appelée la *1st Special Service Force*, l'unité est surtout reconnue pour son travail derrière les lignes ennemies en Italie. Ottawa s'engage activement dans cette unité, les soldats ne sont pas « prêtés » aux Américains, mais représentent le Canada⁴⁰³. Pourquoi se contenter de soutenir les forces spéciales britanniques, mais créer une unité spéciale avec les États-Unis ?

À travers nos recherches, nous avons mis en lumière la dynamique entre Ottawa et Londres sur ce sujet. La *1st Special Service Force* soulève cependant la question suivante : qu'est-ce qui explique la différence de dynamique entre la participation du Canada dans les forces spéciales britanniques et ce projet avec les Américains ? Est-ce que cette unité témoigne de la transition qu'effectue le Canada entre Londres et Washington pendant la guerre et à la suite à celle-ci ? Afin de mieux comprendre le rôle du Canada dans la guerre secrète alliée, cette unité canado-américaine serait le prochain sujet à étudier sous l'angle des relations internationales.

⁴⁰³ Kenneth Joyce, *Snow Plough and the Jupiter Deception: The Story of the 1st Special Service Force and the 1st Canadian Special Service Battalion, 1942-1945* (Toronto : Vanwell Publishing Limited, 2006), <https://archive.org/details/snowploughjupite0000joyc/page/n10/mode/1up>; Sean M Maloney, « Qui a vu le vent ? Survol historique des opérations spéciales canadiennes. », *Revue militaire canadienne*, automne 2004, 39-48.

Références bibliographiques

Archives

Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

MG26-J1, vol.329, microfilm C-6809.

R112, vol. 30507, no.43097.

R112, vol. 30510, no.41833.

R112, vol. 30525, no.43162.

R112, vol. 30579, no.42236.

R112, vol. 30973, no.42238.

R112, vol. 30976, no.42235.

R112, vol.26925, no.30647.

R112, vol.37527, dossier 112.3s2.009 (D41).

R112, 37541, dossier 112.3s2.009 (D190).

RG24, vol.10008, dossiers 9/INTERCHANGE/1 et 9/INTERCHANGE/2.

RG24, vol.10014, dossiers 9/LOANS/1, 9/LOANS/1/2 et 9/LOANS/1/4.

RG24, vol.10015, dossier 9/LOANS/8/3.

RG24, vol.10035, dossier 9/SPEC OFFICERS FC/1.

RG24, vol.12185, dossiers 1/ATTACH WO/1, 1/ATTACH WO/1/2 et 1/ATTACH WO/1/3.

RG25, vol.2120, dossier AR1076/1.

The National Archives (TNA), Grande-Bretagne

HS 1, Special Operations Executive: Far East: Registered Files, dossiers HS1/108 et HS 1/212.

HS 6, Special Operations Executive: Western Europe: Registered Files, dossiers HS 6/426, HS 6/440, HS 6/566 et HS 6/575.

HS 7, Special Operations Executive: Histories and War Diaries: Registered Files, dossiers HS 7/51 et HS 7/115.

HS 9, Special Operations Executive: Personnel Files (PF Series), dossiers HS/49/1, HS 9/56/7, HS 9/96/8, HS 9/129/2, HS 9/147/5, HS 9/190/8, HS 9/251/1, HS 9/283/1, HS 9/299/10, HS 9/301/4,

HS 9/452/7, HS 9/533/8, HS 9/911/8, HS 9/1026/4, HS 9/1197/4, HS 9/1226/1, HS 9/1272/7, HS 9/1296/4, HS 9/1455/6, HS 9/1515/1 et HS 9/1523/7.

KV 4, The Security Service: Policy (Pol F Series), dossier KV 4/91.

Monographies, chapitres, articles et thèses

Monographies :

Affaires des anciens combattants Canada. *Un Courage peu ordinaire: les agents secrets canadiens au cours de la Seconde Guerre mondiale*. Ottawa: Direction générale des affaires publiques, Anciens combattants Canada, 1985. <https://bac-lac.on.worldcat.org/oclc/22862730>.

Amyot, Éric. *Le Québec entre Pétain et de Gaulle: Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945 : l'âme de la France cherche et appelle votre secours, à vous, Canadiens français*. Saint-Laurent, Québec: Fides, 1999.

Beauregard, Claude. *Guerre et censure au Canada: L'expérience canadienne durant la Seconde Guerre mondiale*. Québec: Septentrion, 1998. <https://www.numeriquepremium.com/content/books/9782894481134>.

Bernard, Yves, et Caroline Bergeron. *Trop loin de Berlin : des prisonniers allemands au Canada (1939-1946)*. Sillery, Québec : Septentrion, 1995.

Bizimana, Aimé-Jules. *De Marcel Ouimet à René Lévesque : les correspondants de guerre canadiens-français durant la Deuxième Guerre mondiale*. Montréal : VLB, 2007.

Bourne-Patterson, Robert. *SOE in France 1941-1945 : An Official Account of the Special Operations Executive's French circuits*. Londres: Frontline Books, 2016.

British SOE. *How to Become a Spy: The World War II SOE Training Manual*. Sky Horse Publishing, 2015.

Brown, Anthony C. « C »: *the secret life of Sir Stewart Graham Menzies spymaster to Winston Churchill*. New York: Macmillan, 1987.

Brown, Anthony Cave. *Bodyguard of Lies*. New York : Bantam Books, 1978. <http://archive.org/details/bodyguardoflies00brow>.

Brown, Anthony Cave, Yolande Mauvais, et Claude Bernanose. *La guerre secrète: le rempart des mensonges*. [Collection rouge et blanche]. Paris: Pygmalion, 1981.

Calvi, Fabrizio. *OSS, La guerre secrète en France: Les services spéciaux américains, la résistance et la gestapo, 1942-1945*. Paris4: Nouveau Monde, 2015. <https://www.numeriquepremium.com/content/books/9782365839846>.

Conrad, Peter C. (Peter Christopher). *Canadian Wartime Prison Escapes : Courage & Daring behind Enemy Lines*. Edmonton: Folklore Pub., 2007.

Cookridge, E.H. *Mettez l'Europe à feu: organisation et action du S.O.E en Europe occidentales, 1940-1945*. Paris: Fayard, 1968.

Copp, Terry. *Fields of Fire : The Canadians in Normandy*. Toronto: University of Toronto Press, 1998. <https://www.deslibris.ca/ID/418564>.

Courteaux, Olivier. *Canada between Vichy and Free France, 1940-1945*. Toronto: University of Toronto Press, 2013. <https://www.jstor.org/stable/10.3138/j.ctt5hjvnb.13>.

- Crowdy, Terry. *SOE: Churchill's Secret Agents*. Oxford: Shire publications, 2016.
- Douglas, W. a. B., et Brereton Greenhou. *Out of the Shadows: Canada in the Second World War*. Vol. Rev. ed. Toronto: Dundurn Press, 1995. <http://biblioproxy.uqtr.ca/login?url=http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=nlebk&AN=244860&site=ehost-live>.
- Dumais, Lucien. *Un Canadien français face à la Gestapo*. Montréal: Editions du Jour, 1969.
- Elliot, Stuart R. *Scarlet to Green: a History of Intelligence in the Canadian Army, 1903-1963*. Toronto: Canadian intelligence and Security Association, 1981.
- Engen, Robert. *Strangers in Arms: Combat Motivation in the Canadian Army, 1943-1945*. Combat Motivation in the Canadian Army, 1943-1945. Montréal et Kingston: McGill-Queen's University Press, 2016. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt1bh49pr.8>.
- Hinsley, F. H. (Francis Harry). *British Intelligence in the Second World War: Its Influence on Strategy and Operations*. Vol. 1. 5 vol. Londres: H.M.S.O., 1979.
- . *British Intelligence in the Second World War: Security and Counter-intelligence*. Vol. 4. Cambridge University Press, 1990.
- . *British Intelligence in the Second World War: Its Influence on Strategy and Operations*. Vol. 2. Cambridge: Cambridge University Press, 1981.
- Horn, Bernd. *A Most Ungentlemanly Way of War: The SOE and the Canadian Connection*. Dundurn. Toronto: Dundurn, 2016.
- Humphries, John. *Spying for Hitler: the Welsh Double-Cross*. Cardiff: University of Wales Press, 2012. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt9qhkf3.19>.
- Hyde, Montgomery H. *The Quiet Canadian: The secret service story of Sir William Stephenson*. London: Constable, 1989.
- Joyce, Kenneth. *Snow Plough and the Jupiter Deception: The Story of the 1st Special Service Force and the 1st Canadian Special Service Battalion, 1942-1945*. Toronto: Vanwell Publishing Limited, 2006.
- Keshen, Jeffrey A. *Saints, Sinners, and Soldiers: Canada's Second World War*. UBC Press, 2013.
- Ludewig, Joachim. *Rückzug: The German Retreat from France, 1944*. Traduit par David Zavecki. Lexington: University Press of Kentucky, 2012. <http://www.jstor.org/stable/j.ctt2jcdf.6>.
- MacFarlane, John. *Triquet's Cross: A Study of Military Heroism*. Canadian Electronic Library. Montreal: McGill-Queen's University Press, 2009. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=nlebk&AN=405120&lang=fr&site=ehost-live>.
- MacLaren, Roy. *Canadians Behind Enemy Lines, 1939-1945*. Vancouver: University of British Columbia Press, 1981.
- Pickersgill, Frank. *The Making of a Secret Agent*. 2e éd. Halifax: Goodread biographies, 1983.
- Richard, Béatrice. *La mémoire de Dieppe: radioscopie d'un mythe*. Montréal: VLB, 2002.
- Richards, Brooks, et Ben Tonra. *Secret Flotillas: Vol. I: Clandestine Sea Operations to Brittany, 1940-1944*. London: Taylor & Francis Group, 2004. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/umontreal-ebooks/detail.action?docID=200919>.
- . *Secret Flotillas: Vol. II: Clandestine Sea Operations in the Western Mediterranean, North Africa and the Adriatic, 1940-1944*. London: Taylor & Francis Group, 2004. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/umontreal-ebooks/detail.action?docID=200918>.

- Smith, Frédéric. « *La France appelle votre secours* »: *Québec et la France libre, 1940-1945*. Études québécoises 94e. Montréal: VLB éditeur, 2012. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb427885289>.
- Stacey, C P. *La Campagne de La Victoire: Les Opérations Dans Le Nord-Ouest de l'Europe 1944-1945*. Vol. 3. 3 vol. Histoire Officielle de La Participation de l'Armée Canadienne à La Seconde Guerre Mondiale. Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1960.
- . *Six Années de Guerre: L'Armée Au Canada, En Grande-Bretagne et Dans Le Pacifique*. Vol. 1. 3 vol. Histoire Officielle de La Participation de l'armée Canadienne à La Seconde Guerre Mondiale. Ottawa: Ministère de la Défense nationale, 1957.
- Stafford, David. *Britain and European resistance, 1940-1945: a survey of the Special Operations Executive, with documents*. Toronto: University of Toronto Press, 1980.
- . *Camp X*. New York: Pocket Books, 1988.
- Stenton, Michael. *Radio London and Resistance in Occupied Europe: British Political Warfare 1939-1943*. Oxford: Oxford University Press, 2000. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/umontreal-ebooks/detail.action?docID=4964578>.
- Tremblay, Yves. *Volontaires: des Québécois en guerre, 1939-1945*. Collection Histoire militaire. Outremont, Québec: Athéna, 2006. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb409929105>.
- Vance, Jonathan F. *Unlikely Soldiers: How two Canadians Fought the Secret War Against Nazi Occupation*. Toronto: Harper Colins, 2008.
- West, Nigel, et Guy Maynard Liddell. *The Guy Liddell Diaries Vol. II: 1942-1945: MI5's Director of Counter-Espionage in World War II*. New York: Taylor & Francis Group, 2005. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/umontreal-ebooks/detail.action?docID=259036>.
- . *The Guy Liddell Diaries, Volume I: 1939-1942: MI5's Director of Counter-Espionage in World War II*. London: Taylor & Francis Group, 2005. <http://ebookcentral.proquest.com/lib/umontreal-ebooks/detail.action?docID=214804>.

Ouvrages collectifs :

- Andrew, Christopher. « F.H. Hinsley and the Cambridge moles: two patterns of intelligence recruitment ». In *Diplomacy and Intelligence During the Second World War: Essays in Honour of F.H. Hinsley*, 22-40. Cambridge: Cambridge University Press, 1985.
- Bicheno, Hugh. « Intelligence, Military ». In *The Oxford Companion to Military History*. Oxford University Press, 2001. <https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/acref/9780198606963.001.0001/acref-9780198606963-e-612>.
- Bourke, Joanna. « New Military History ». In *Palgrave Advances in Modern Military History*, 258-80. New York: Palgrave Macmillian, 2006.
- Breitman, Richard. « Nazi espionnage: The abwehr and SD foreign Intelligence ». In *U.S. Intelligence and the Nazis*, 93-120. Cambridge: Cambridge University Press, 2005.
- Foot, I. C. B. Dear I. C. B. Dear M. R. D. « Secret Services ». In *The Oxford Companion to World War II*. Oxford University Press, 2003. <https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/acref/9780198604464.001.0001/acref-9780198604464-e-1459>.

- Harclerode, Peter. « Special Forces ». In *The Oxford Companion to Military History*. Oxford University Press, 2001. <https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/acref/9780198606963.001.0001/acref-9780198606963-e-1217>.
- Morillo, Stephen. *What Is Military History?* 2e éd. Cambridge: Polity press, 2017. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&AN=1668728>.
- Offenstadt, Nicolas. « Histoire-bataille ». In *Historiographies: concepts et débats*, 1:163-69. Paris: Gallimard, 2010.
- Richards, Brooks. « SOE and Sea Communications ». In *Special Operations Executive: A New Instrument of War*, 33-46. London: Routledge, 2006.
- Seaman, Mark. « Introduction ». In *Special Operations Executive: A New Instrument of War*, 1-6. London: Routledge, 2006.
- . « “A New Instrument of War”: The Origins of the Special Operations Executive ». In *Special Operations Executive: A New Instrument of War*, 7-21. London: Routledge, 2006.
- Stafford, David.. « Churchill and SOE ». In *Special Operation Executive: A New Instrument of War*, 47-60. London: Routledge, 2006.
- Weiss, Steve. « The Resistance as part of Anglo-American planning for the Liberation of Northwestern Europe ». In *La Résistance et les Français: Enjeux stratégiques et environnement social*, édité par Christian Bougeard et Jacqueline Sainclivier, 53-66. Histoire. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 1995. <http://books.openedition.org/pur/16338>.

Articles scientifiques :

- Aldrich, Richard J. « Britain’s Secret Intelligence Service in Asia during the Second World War ». *Modern Asian Studies* 32, n° 1 (1998): 179-217.
- . « Policing the Past: Official History, Secrecy and British Intelligence Since 1945 ». *The English Historical Review* 119, n° 483 (septembre 2004): 922-53.
- Chambers, John W. « The New Military History: Myth and Reality ». *The Journal of Military History* 55, n° 3 (juillet 1991): 395-406.
- Douglas, W., et Brereton Greenhous. « L’HISTORIOGRAPHIE CANADIENNE ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE ». *Revue d’histoire de la Deuxième Guerre mondiale* 26e année, n° 104 (octobre 1976): 67-81.
- . « Scarlet to Green: Canadian Army Intelligence 1903-1963 (Review) ». *The Canadian Historical Review* 63, n° 2 (juin 1982): 238-39.
- Huguen, Roger. « Les débuts et le fonctionnement d’un réseau d’évasion : le réseau Shelburne ». *Revue d’histoire de la Deuxième Guerre mondiale* 22, n° 85 (janvier 1972): 33-50.
- Krolikowski, Hubert. « L’origine et les caractéristiques de la guerre irrégulière ». Traduit par Martin Motte. *Stratégie* 100-101, n° 2-3 (2012): 13-28. <https://doi.org/10.3917/strat.100.0013>.
- Maloney, Sean M. « Qui a vu le vent? Survol historique des opérations spéciales canadiennes. » *Revue militaire canadienne*, automne 2004, 39-48.

- Paret, Peter. « The New Military History ». *The US Army War College Quarterly: Parameters* 21, n° 1 (1991): 10-18.
- Richard, Béatrice. « Les agents secrets québécois durant la Deuxième Guerre mondiale ». *Cap-aux-Diamants*, n° 43 (1995): 40-44.
- Sabourin, Jean-Pierre. « Le réseau Shelburn, ou l'histoire d'une réussite ». *Bulletin d'histoire politique* 3, n° 3-4 (t 1995): 59-64.
- Stafford, David. « "Intrepid": Myth and Reality ». *Journal of Contemporary History* 22, n° 2 (avril 1987): 303-17.
- Wark, Wesley K. « Cryptographic Innocence: The Origins of Signals Intelligence in Canada in the Second World War ». *Journal of Contemporary History* 22 (1987): 639-65.
- . « The Evolution of Military Intelligence in Canada ». *Armed Forces & Society* 16, n° 1 (1989): 77-98.

Thèses :

- D'Amours, Caroline. « « Notre tâche est de rendre les hommes prêts au combat »: La formation des sous-officiers de renforts d'infanterie du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale ». Thèse de doctorat en Histoire, Université d'Ottawa, 2015.

Annexe A: Présentation des agents étudiés

Agents canadiens	Forces spéciales britanniques	Biographie
Archambault, Jean-Paul	SOE	Né à Montréal, Archambault s'engage dans l'armée en 1940. Il est recruté dans les forces spéciales britanniques en 1943 et opère en France et en Asie. Il meurt lors d'une mission en Birmanie.
Barthe, A.	SOE	Lieutenant dans l'armée canadienne, Barthe s'engage après 7 ans d'université. Bien que recruté par le <i>SOE</i> , il est rejeté du programme en raison de son état physique et retourné au Canada.
Beauregard, Alcide	SOE	Alcide s'engage en 1939 à l'âge de 23 ans dans l'armée. Lors de son service, il fait partie du régiment de Maisonneuve, puis du <i>Royal Canadian Corps of Signal</i> . Il devient lieutenant en 1943 et est envoyé en France où il est capturé. Il meurt après avoir été torturé par les forces allemandes.
Benoit, Joseph Henri Adelard	SOE	Benoît est formé dans la <i>Special training School 103</i> en Ontario et envoyé en France et en Asie par le <i>SOE</i> . Il dirige la seule équipe composée uniquement d'agents canadiens lors d'une mission en Birmanie. Avant la guerre, le Québécois travaillait comme inspecteur dans une centrale électrique.
Bieler, Gustave	SOE	Bieler s'engage dans le Régiment de Maisonneuve en 1939 et monte dans les rangs jusqu'à devenir major en 1943. Avant d'être recruté par le <i>War Office</i> , il est l'officier responsable du renseignement de son bataillon. Bieler est le premier Canadien envoyé en France et il y reste jusqu'à sa capture et son exécution par les Allemands en 1944. Né en Suisse, il devient citoyen canadien en 1934, mais conserve de la famille en Europe. Un de ses frères est d'ailleurs un officier français. En arrivant au Canada, il bénéficie du soutien de son oncle, Charles Bieler, installé à Westmount et évoluant parmi la bourgeoisie anglophone de Montréal.
Bouquillon, Pierre	SOE	Bouquillon est un des Canadiens envoyés par la <i>STS 103</i> en Angleterre. Il est rejeté du programme.

Caza, Roger Marc	SOE	Ancien journaliste d'Ottawa, Caza s'engage dans le <i>Royal Canadian Corps of Signals</i> en 1939. Il est recruté comme opérateur radio par le <i>War Office</i> et envoyé en France, puis en Asie.
Chartrand, Joseph Gabriel	SOE	Recruté par le <i>War Office</i> suite à une recommandation de Bieler, Chartrand effectue une mission en France. Il parvient à échapper à la capture après la chute de son réseau. Avant d'être recruté, il fait partie du régiment Maisonneuve, puis travaille au <i>Canadian Military Headquarters</i> . Il s'est engagé dans l'armée en 1939.
Chassé, Pierre Edouard	SOE	Chassé s'engage en 1939 dans l'ancien régiment de son père, le 22e régiment. Après être recruté par Londres, il est envoyé en France et en Malaisie.
D'Artois, Lionel Guy	SOE	Devenu capitaine en 1944, D'Artois fait partie du 22e Régiment avant d'être transféré pour devenir agent spécial. Il opère en France, mais n'est pas envoyé en Asie après avoir donné des entrevues aux journalistes.
Dehler McDougal, John Arold	SOE	Un des seuls officiers confirmés comme Canadiens anglais, Dehler a appris le français à l'école. Il est originaire d'Ottawa et fait partie du <i>Royal Canadian Corps of Signal</i> avant son recrutement par le <i>SOE</i> . Il est nommé lieutenant et est envoyé en France pour coordonner la Résistance.
Deniset, François Adolphe	SOE	Originaire du Manitoba, le Canadien français s'engage dans l'armée en 1939. Il devient Lieutenant en 1940, puis Capitaine en 1943. Il est présumé mort après sa capture par les Allemands lors de sa mission en France.
Ducharlard, Charles	SOE	Électricien originaire de Québec, Ducharlard effectue une mission en France. Après le démantèlement de son réseau, il doit cependant fuir le pays et retourner en Angleterre.
Dufresne, M.	SOE	Dufresne était secrétaire avant la guerre et s'engage au sein des Fusiliers de Sherbrooke. Second lieutenant, il est rejeté par le <i>SOE</i> en raison de sa condition physique après être envoyé en Angleterre par la <i>STS 103</i> .
Dumais, Lucien	MI 9	Il est recruté par le <i>MI 9</i> après avoir échappé à la capture par les Allemands lors du débarquement de Dieppe. Dumais était alors sergent-major des Fusiliers Mont-Royal. Il mène l'opération <i>Shelburn</i> en France.

Durocher, Lucien Joseph	SOE	Canadien français originaire d'Ontario, Durocher s'engage en 1939 dans le <i>Royal Canadian Corps of Signal</i> . Il est recruté après avoir participé à la campagne d'Italie et envoyé en France peu après le débarquement de Normandie comme opérateur radio d'une équipe de <i>Jedburgh</i> .
Fournier, Joseph Ernest	SOE	Mineur du Nouveau-Brunswick, Fournier s'engage dans le <i>Royal Canadian Corps of Signal</i> en 1942. Après avoir été recruté par Londres en 1944, il est envoyé en France, puis en Asie.
Fortier, A.P.	SOE	Fortier est recruté au Canada et envoyé à Londres, mais est rejeté du programme.
Fréchette, H.	SOE	Contremaître avant la guerre, Fréchette ne passe pas les évaluations nécessaires pour devenir agent malgré sa formation dans la <i>STS 103</i> . Il est transféré au MI 12 au département chargé de censurer le courrier.
Hodgson, J.P.	SOE	Hodgson est transféré dans un département de Relations publiques après avoir été rejeté du <i>SOE</i> où il a été envoyé par la <i>STS 103</i> .
Hunter, Bentley Cameron	SOE	Hunter est un Canadien anglais de Montréal. Il s'est engagé dans l'armée britannique en 1939 et est devenu lieutenant en 1942. Avant d'être transféré au <i>War Office</i> , il fait partie de la <i>Royal Artillerie</i> . Il effectue des missions en France et en Asie.
Joly, Guy	MI 9	Membre des Fusiliers Mont-Royal, Joly parvient à échapper à la capture après le débarquement de Dieppe. Cet exploit mène à son recrutement par le <i>MI 9</i> .
Labarre, L.H.	SOE	N'étant pas en mesure de respecter les consignes de sécurité, Labarre est rejeté des forces spéciales et renvoyé au Canada d'où il a été recruté et formé dans la <i>STS 103</i> .
Labelle Paul-Émile	SOE	Originaire de Montréal, Labelle fait partie du Régiment de Maisonneuve et du 22e régiment avant d'être recruté par le <i>SOE</i> comme capitaine. Envoyé en Asie après la fin de ses opérations en France, sa santé mentale le force à être renvoyé au Canada avant de pouvoir être parachuté dans la jungle.

Labrosse, Raymond	MI 9	Labrosse, originaire d'Ottawa, s'engage dans l'armée en 1940. Membre du <i>Royal Canadian Corps of Signal</i> avant d'être recruté par le <i>MI 9</i> , il travaille auprès de deux lignes d'évasions en France, <i>Oaktree</i> , puis <i>Shelburn</i> .
Lafleur, Conrad	MI 9	Ayant échappé à la capture après le débarquement de Dieppe, Lafleur est recruté par le <i>MI 9</i> . Il est envoyé en France dans le cadre de l'opération <i>Marathon</i> . Il est originaire de la rive sud de Montréal.
Lapointe, Ferdinand Joseph	SOE	Lapointe est un membre du <i>Royal Canadian Corps of Signal</i> . Originaire du Nouveau-Brunswick, il est recruté après avoir participé à la campagne en Italie.
Lemay, D.	SOE	Membre du Régiment de Saint-Hyacinthe, Lemay est un lieutenant recruté au Canada et formé par la <i>STS 103</i> . Il est cependant rejeté du programme et ne participe ainsi à aucune mission en France.
Locas, Jean	SOE	Locas se désiste du programme après avoir été envoyé en Angleterre par la <i>STS 103</i> et reçu un entraînement comme agent. Avant d'être recruté, il est lieutenant pour les Fusiliers Mont-Royal.
Macalister, John	SOE	Canadien anglais originaire d'Ontario, Macalister étudie à Paris lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Il entre dans l'armée britannique en 1940 et est recruté peu après par le <i>SOE</i> . Il n'est cependant envoyé en France qu'en 1943 et est capturé peu après avoir été parachuté. Il est exécuté par les Allemands.
Meunier, Pierres Charles	SOE	Meunier, un Montréalais, s'engage dans les <i>Canadian Grenadier Guards</i> en 1939, puis est transféré dans les Fusiliers Mont-Royal en 1942 en tant que capitaine. Il effectue une mission en France pour le <i>War Office</i> en 1944, puis est envoyé en Asie en 1946.
Pickersgill, Frank	SOE	Originaire du Manitoba, Pickersgill est un Canadien anglais recruté alors qu'il est encore un civil en raison de son expérience en France occupée. Il est fait lieutenant après s'être engagé dans l'armée en 1942 et il devient capitaine en 1944. Il est capturé peu après avoir été parachuté, puis exécuté. Son frère, Jack Pickersgill est le special assistant du premier ministre canadien, Mackenzie King. Jack dispose d'un certain capital politique qu'il utilise notamment pour essayer de convaincre Frank de ne pas s'engager dans l'armée et le ramener au Canada.

Poirier, Israel	SOE	Poirier est un major recruté au Canada et envoyé en Angleterre par la <i>STS 103</i> . Après être rejeté du programme, il est transféré au <i>Civils Affairs</i> .
Raiche, L.E.	SOE	Envoyé en Angleterre par la <i>STS 103</i> , Raiche occupe le grade de capitaine. Il est cependant rejeté du programme et ne se rend pas derrière les lignes ennemies.
Robitaille, J.A.	SOE	Membre des fusiliers Mont-Royal, Robitaille est transféré aux <i>Civils Affairs</i> après avoir été rejeté du programme malgré sa formation à la <i>STS 103</i> .
Robitaille, Pierre Leo Lucien	SOE	Robitaille est un capitaine recruté parmi le Régiment de Maisonneuve. Il est envoyé par la <i>STS 103</i> au War Office, mais se désiste du programme.
Rodrigues, George	MI 9	Originaire de Montréal, Rodrigues s'engage dans le <i>Royal Canadian Corps of Signal</i> en 1941 et est transféré dans les forces spéciales britanniques l'année suivante. Peu d'information sont disponible sur sa mission en France, seulement qu'il est capturé par les Allemands et meurt peu après être libéré.
Ross, J.G.	SOE	Ross est un major recruté au Canada et envoyé en Angleterre par la <i>STS 103</i> . Il est cependant rejeté du programme en raison de sa forme physique et transféré au <i>Civils Affairs</i> .
Sabourin, Romeo	SOE	Membre des Fusiliers de Mont-Royal, Sabourin est mineur lorsqu'il s'engage dans l'armée en 1940. Il devient lieutenant en 1943 la même année où il est envoyé en France. Il est capturé à son arrivée, puis exécuté par les Allemands.
Sirois, Allyre Louis Joseph	SOE	Sirois est un Saskatchewanais s'étant engagé dans le <i>Royal Canadien Corps of Signal</i> en 1941. Il est recruté par le <i>War Office</i> en 1943 et est envoyé en France l'année suivante.
Sylvain, J.J.	SOE	Bien qu'envoyé en Angleterre par la <i>STS 103</i> , Sylvain est rejeté du programme en raison de sa santé et renvoyé au Canada. Il ne se rend ainsi jamais sur le terrain pour effectuer des missions.

Taschereau, Leonard Jacques	SOE	Également originaire de la Saskatchewan, Taschereau s'engage dans l'armée en 1939 et sert l'effort de guerre comme mécanicien pour la <i>Royal Canadian Air Force</i> . Il est envoyé en Angleterre pour continuer sa formation par la <i>STS 103</i> et se rend derrière les lignes ennemies tant en France qu'en Asie.
Thibeault, Paul-Emile	SOE	Sergent des Fusiliers Mont-Royal, Thibeault est un ancien boxeur de Montréal. Il est formé comme opérateur radio par le MI 9 après avoir été recommandé par Dumais. Il demande cependant d'être transféré au SOE et opère en France et en Asie par l'organisation.
Valin, M.A.	SOE	Valin est membre du Régiment de Maisonneuve avant d'être transféré au <i>War Office</i> après une formation à la <i>STS 103</i> . Il est cependant rejeté du programme et n'est pas envoyé en Europe par les forces spéciales.
Vanier, Robert	MI 9	Originaire de Montréal, Vanier est un des soldats des Fusiliers Mont-Royal ayant échappé à la capture après le débarquement de Dieppe. L'expérience acquise qu'il est dissimulé derrière les lignes ennemies mène à son recrutement par le <i>MI 9</i> .
Veilleux, Marcel	SOE	Originaire du Québec, Veilleux est le dernier Canadien à être envoyé en France par le <i>SOE</i> . Il joint le <i>Royal Ordnance Corps</i> en 1942 et devient sergent du <i>Royal Canadian Signal Corps</i> avant de rejoindre les forces spéciales à la fin de 1943. Il est envoyé comme opérateur radio dans une région française près de la Suisse vers juillet 1944.

Annexe B : Tableaux sur les officiers Canadiens français⁴⁰⁴

41

FRENCH CANADIAN OFFICERS.

1st Group. 9/Spe offrs FC/1. 42

Rank	Name	Disposal	Remarks
Lieut.	J.A. Robitaille		Awaiting interview Signals.
Lieut.	J.E. Archambault	In training	
2/Lt.	M. Dufresne	Signals	To S.T.S.54 2 Feb 44
Capt.	J.P. Hodgson		
Lieut.	M.A. Valin	Signals	To S.T.S.54 2 Feb 44
2/Lt.	J.J. Sylvain	C.M.H.Q. (temporary)	Sick. Willing to come to Signals if subsequently fit.
Lieut.	A.A. Barthe	Return to Canada	Medical reasons.
	L.H. de Labarre	Return to Canada	Security reasons.
Capt.	L.E. Raiche	In training	
Lieut.	D. Lemay	Signals	To S.T.S.54 2 Feb 44
Lieut.	J.H.A. Benoit	In training	
Capt.	J.C. Locas	Signals	To S.T.S.54 2 Feb 44

2nd Group.

Lieut.	L.G. D'Artois	In training	
Lieut.	H. Frechette	W.O. M.I.12	
Major	I.A. Poirier	In training	
Capt.	P.L.L. Robitaille	Signals	To S.T.S.54 2 Feb 44

3rd Group.

Lieut.	P.R.E.E. Bouquillon	Training	
Lieut.	L.J. Tagchereau	In training	
Lieut.	A.P. Fortier	Signals	On leave till 13 Feb 44 Proceeding S.T.S.54 14 Feb 44
Major	J.G. Ross		

*to Q list + advise
Maj - when available.*

9/SPEC OFFICERS FC/1

6972-2
R. 10

⁴⁰⁴ Bibliothèque et Archives Canada (Ottawa), RG24, vol.10035 (ci-après BAC, RG24, 10 035), 9/SPEC OFFICER FC/1, Tableau intitulé « French Canadian Officers ».

... 1944 ...

4)
Final Decision (3Feb 44)

Employed as originally intended by MO.I (SP).

Alternatively employed by MO.I (SP).

Employed as originally intended by MO.I (SP)

Employed as originally intended by MO.I (SP)

Employed as originally intended by MO.I (SP)

To proceed on early Civil Affairs Staff Course.

Name	Age	Doctor's Report	S.A.B. Report	Remarks
Poirier	54	Fit for his age.	Average pass.	Training at 4: and although slow is dependable.
Robitaille, P.	43	Out of condition, overweight but might be tried.	Failed, lacked interest and entirely unsuitable.	Turned down. Did not wish to go on.
<u>SRD PARTY</u>				
Bouquillon	41	Fit.	Did not go.	Starts training to-day.
Taschereau.	33	"	"	" "
Fortier	38	"	"	Goes to S.A.B. 24th January.
Ross	44	C.1 Not fit to train.		Rejected on Doctor's report.

<u>1ST PARTY</u>		<u>Doctor's Report</u>	<u>S.A.B. Report</u>	<u>Final Decision</u> (3 Feb 44)
	<u>Name</u>	<u>Age</u>	<u>Report</u>	
	Archambault	35	A.1	Employed as originally intended by MO.I (SP). Reported on as fair only. Returned to Canada 8/XUK/93
✓	Barthe	36	Unfit for training, V.D.	Employed as originally intended by MO.I (SP). Doing reasonably well.
	Benoit	37	Fit.	Alternatively employed by MO. I (SP).
✓	Dufresne	32	Not fit for strenuous training.	Posted to No. 1 P.R. Det. Canadians. Returned to Canada 8/XUK/93
✓	Hodgson	41	-	Returned to Canada 8/XUK/93
✓	De la Barre	50	Cat.C. Not fit for severe exertion.	Turned down as Security Section had a report of indiscreet talk to Free French Officer.
✓	Lemay	39	-	Turned down - French too bad.
✓	Locas	37	-	Alternatively employed by MO.I (SP).
	Raiche	41	Fit for graduated training.	Employed as originally intended by MO.I (SP). Reported on as fair only.
✓	Robitaille, J.A.	43	Fit for graduated training.	Attending 7th Civil Affairs Staff Course.
✓	Sylvain	26	Nervous of his own health. Might be worth training.	Will be alternatively employed by MO.I (SP) if health permits. Report from M.O. or re-board should now be obtained. (X)
✓	Valin	39	Cat.C. Not fit.	Alternatively employed by MO.I (SP).
	<u>2ND PARTY</u>			
	D'Artois	26	Fit.	Employed as originally intended by MO. I (SP).
✓	Frechette	49	Large pendulous abdomen.	On 2 months' trial with MI.12 The War Office as Cdn Mail Censor.

Final Decision
Romopka

P.T.O.